

Histoire de la "Gauche" italienne dans l'émigration (1926-1945)

Thèse de [REDACTED].

1981

INTRODUCTION

L'histoire du mouvement communiste qui, à partir de 1919 prend forme dans la IIIe Internationale, est partie intégrante de l'histoire du XXe siècle. Ce mouvement naît avec la nouvelle phase historique décrite par Lénine : le stade impérialiste du capitalisme. La transformation économique du capitalisme aboutit à une profonde scission du mouvement ouvrier international.

Parmi toutes les composantes du mouvement ouvrier, la « gauche italienne » en fut non seulement un des protagonistes mais aussi un acteur important au cours des années ardentes de la formation puis de l'existence de la IIIe Internationale.

Pourquoi consacrer une étude à la « Gauche italienne », un des groupes devenu minoritaire puis quasi inexistant, au sein du mouvement ouvrier ? Il faut d'abord souligner que seul un mouvement de masse peut transformer durablement les formes sociales d'existence humaine, il y a donc un paradoxe dans le fait que les théoriciens marxistes révolutionnaires critiquent l'idée de majorité agissante. Ils savent aussi que les organisations révolutionnaires ne peuvent pas, pendant de longues périodes, organiser les grandes masses sur des positions révolutionnaires. Il existe une tendance à leur dégénérescence.

C'est ainsi que la gauche italienne, dans le domaine organisationnel, a développé des conceptions originales afin de lutter contre différents courants « opportunistes » ou « révisionnistes » ; elle n'a jamais craint de se trouver isolée afin de conserver les positions politiques les plus claires possibles. Elle l'a indiqué en précisant que l'histoire des différentes internationales ouvrières a été l'histoire de leurs scissions, des fractions, des trahisons et des regroupements. La formule de Bordiga, « *l'histoire des fractions, c'est l'histoire de Lénine* », est amplement vérifiée tout au long du mouvement ouvrier du XIXe comme au XXe siècle (1). C'est ainsi que l'on peut constater après deux siècles d'histoire du mouvement ouvrier qu'aucune organisation n'a survécu à la pression des événements ou à celle de l'idéologie dominante. D'aucuns peuvent penser que c'est un drame pour le mouvement ouvrier. Pour la « gauche », il n'en est pas réellement ainsi, car le socialisme, renaissant de ses cendres, reste toujours jeune et se fortifie dans l'épreuve.

Pour Lénine également ou beaucoup de membres de la IIIe Internationale des années héroïques, ce phénomène d'éclatement n'est pas considéré comme spécialement négatif. Les vertus du petit groupe décidé sont même théorisées. « *Un petit noyau compact, composé des ouvriers les plus sûrs, les plus expérimentés et les mieux trempés... pourra s'acquitter de toutes les fonctions qui incombent à une organisation.* » (2) Pour cette branche du socialisme, il vaut mieux une avant-garde décidée et consciente des buts à atteindre au moment fatidique qu'une importante masse inconsciente et inerte.

Toutes les « gauches » de la IIIe Internationale ont défendu cette idée en opposition aux tentatives de regroupement hâtives avec les « Indépendants » en Allemagne ou les « terzini » en

Italie, etc. (3). Au moment du reflux de la vague révolutionnaire des années 20, ces groupes ont maintenu fermement leurs principes en théorisant les vertus du petit groupe dans l'isolement. C'est pourquoi, ils ont été qualifiés par certains comme Trotski de sectaires. Cependant, c'est bien cette attitude qui leur a permis de se maintenir jusqu'à aujourd'hui, de conserver leur originalité et, face à l'« opportunisme », de défendre toujours les mêmes principes alors que le marxisme, pour les grandes masses, est devenu « introuvable » à force d'aménagements (4).

Maximilien Rubel s'est interrogé d'une façon saisissante sur cette question : « *Gardons-nous donc d'abandonner Marx à des disciples qui, sous l'apparence d'une fidélité absolue, remplacent la critique souhaitable et souhaitée par la trahison pure et simple* » (5). Les gauches bulgare, anglaise, soviétique ont certes laissé peu de traces, mais les gauches allemande et italienne, plus fécondes, ont représenté et représentent des tendances originales d'analyse du marxisme. Elles l'ont même fait vivre de façon originale alors que d'autres écoles en ont fait un dogme ou même une religion.

Cette manière vivante de voir et de comprendre l'histoire du mouvement ouvrier est défendue par toutes les « gauches » de la IIIe Internationale. Dans ces quelques lignes nous avons défini leur caractéristique essentielle : c'est-à-dire, la défense de la « pureté des principes communistes. »

Pourquoi donc s'intéresser à la « gauche communiste » ?

Que représentent de tels courants insignifiants avec leurs faiblesses, leurs caractères éphémères, leurs contradictions internes et leurs luttes de « chapelles » qui relèvent, aux yeux de certains commentateurs soi-disant autorisés, plus de la pathologie que de la politique ? L'histoire nous enseigne que les minorités expriment souvent consciemment ce que les majorités ressentent inconsciemment. Cela n'a rien de surprenant si ce n'est pour celui qui, avec ou sans arrière-pensée, cherche à justifier et à maintenir les cadres sociaux et institutionnels existants et à faire accepter comme immuable l'hégémonie des formations politiques du moment. La réalité est plus contradictoire, elle est mouvement et évolue par bonds.

De notre point de vue, avec les « gauches » de la IIIe Internationale, nous avons à faire à une entreprise de renouveau de la théorie et de la pratique révolutionnaire originale qui mérite une connaissance plus approfondie. Fondamentalement la « gauche communiste » (6), tout en surgissant du mouvement communiste en 1919-1922 (7) ou même jusqu'en 1926 (8), est une composante plus théorique et exigeante du mouvement communiste. Elle a sa propre logique, sa propre tradition, sa propre pratique. Cette fraction du mouvement révolutionnaire offre une alternative bien plus radicale au sein du courant marxiste. C'est pourquoi, il nous semble important de souligner que si l'on pense à « marxisme-léninisme » - comme « idéologie » cristallisée par le stalinisme (9) - l'on ne comprend rien aux Gauches communistes. C'est pourtant une idée très répandue qui trace un trait d'égalité entre le communisme et le marxisme-léninisme et qui conduit les plus politiques à classer les courants de gauche dans le « gauchisme ». C'est encore retomber dans la problématique fort couramment répandue dans le mouvement ouvrier que de définir le « gauchisme » comme une « conduite d'échec » (10).

Afin de mieux définir la gauche des années 20, il faut aborder un certain nombre de points :

1. C'est une erreur couramment admise qui provient de la tradition bolchevique, qui consiste à considérer uniquement la Gauche communiste comme étant composée de petits groupes révolutionnaires. Toute la « gauche » marxiste au sein de la IIe Internationale se trouve divisée en fractions à la suite du débat sur le « révisionnisme » et à l'éclatement de la guerre de 1914. Rosa Luxemburg écrivait : « *Des esprits mélancoliques se lamentent à l'idée que les marxistes se querellent entre eux, que les autorités reconnues soient contestées. Mais le marxisme n'est pas une chapelle... Le marxisme est une vision révolutionnaire du monde qui doit appeler à*

lutter sans cesse pour acquérir des connaissances nouvelles, qui n'abhorre rien tant que des formes figées et définitives. » (11) Donc, comme Rosa Luxembourg nous l'indique ici, ce phénomène n'est pas nouveau.

2. Parce que le marxisme est une vision révolutionnaire, il est difficile de cristalliser dans un moule unique la théorie d'un mouvement qui est essentiellement critique, multiforme et vivant (12). Croire que le marxisme est une idéologie aboutit à écrire comme A. Glucksmann que « *le marxisme lui ne produit pas seulement des paradoxes scientifiques mais des camps de concentration* » (13). Laissons là les staliniens et les anciens staliniens qui n'ont compris du marxisme que « *la pensée Mao* » ! Une pensée, oui,... mais pas une théorie critique-critique.

Qu'est ce que le marxisme ? Marx lui-même clame qu'il « *n'est pas marxiste* ». Mais surtout, il définit ce que doit être l'action des révolutionnaires : « *il ne s'agit pas d'inculquer au prolétariat un socialisme scientifique, mais d'exprimer le mouvement réel des masses* » (14). Le marxisme est alors une critique en acte de l'histoire humaine pour la libération de l'homme et donc de la classe ouvrière. Rosa Luxembourg rejoint très clairement Marx quand elle développe sa théorie de la spontanéité des masses (15).

Lukacs ajoute : « *Le prolétariat n'est pas ce que pense tel ou tel ouvrier ni même la majorité de la classe à un moment donné mais ce que doit penser la classe conformément à son essence.* » (16)

Il n'en est pas de même pour tous les courants qui se réclament du marxisme, ainsi le courant qui va de Kautsky à Lénine développe l'idée que la « *conscience socialiste est apportée du dehors «au prolétariat» par les «intellectuels bourgeois»* » (17).

Pour certains le marxisme est plus qu'une critique du mouvement : il est la conscience du mouvement lui-même. C'est pourquoi, pour ces théoriciens, le parti ouvrier joue un grand rôle. En principe, pour les « gauches » se rattachent à la conception critique du marxisme, il n'est pas question de nier le rôle du parti mais il n'est pas aussi dominant que chez Lénine à l'époque de *Que faire ?* (18) La «gauche italienne», tout au moins son courant bordiguiste, a en principe une autre orientation puisque le parti est mis plus nettement au premier plan. Ici, il faut tirer une première conclusion, en indiquant que les courants de gauche de la IIe Internationale n'ont pas tous les mêmes réponses quant à leur rôle au sein de la classe ouvrière.

3. La vision du marxisme est essentiellement une vision politique. C'est pourquoi, il est difficile de faire place à d'autres explications qui ne seraient pas politiques, pour la rupture des Gauches d'avec le reste du mouvement ouvrier. Les explications sociologiques, psychologiques ou mêmes «administrativistes» ne peuvent permettre de comprendre les ruptures dans le mouvement ouvrier. Ces explications ne peuvent, éventuellement, venir qu'ultérieurement, afin d'affiner les interprétations. La seule catégorie (au sens kantien du terme) philosophique valable, d'un point de vue marxiste, est la totalité et c'est la méthode dialectique qui permet la connaissance de la totalité, alors que la méthode de Lukacs, par exemple, appelée réflexive n'appréhende que la fausse subjectivité.

En ce qui concerne la « gauche allemande », la rupture d'avec la social-démocratie est totale et très brusque, surtout sur la question du rôle des révolutionnaires. La rupture totale de la « gauche italienne » est moins rapide cependant, elle fait aussi appel à des conceptions politiques différentes et relativement nouvelles dans le mouvement ouvrier.

C'est ainsi que des analyses telles que celle de Robert Michels ne nous satisfont pas (19). Il analyse la tendance au développement des oligarchies dans les partis démocratiques et socialistes en 1914. Il met à nu un véritable phénomène, il est très réel dans les partis de cette époque. Mais il ne fait qu'analyser le phénomène, il n'en explique pas les raisons.

Le phénomène de bureaucratisation souligne, à nos yeux, le passage de la social-démocratie dans le camp de la bourgeoisie ; dès avant 1914, elle possède des tendances réelles à ne plus exprimer la vie de la classe ouvrière. Ce sont quelques années plus tard, les mêmes conceptions qui guident Trotski quand il analyse la bureaucratisation se manifestant en Russie dans le parti communiste et dans l'appareil d'État. Il ne comprend pas le fondement de ce phénomène, car il ne perçoit pas l'ampleur de la dégénérescence politique de la IIIe Internationale et du parti russe qui, à la suite de Kronstadt, sont en train de se couper des masses ouvrières.

La méthode partielle d'analyse des phénomènes historiques et sociaux fait partie de la méthode rationaliste qui ne peut aller au-delà de l'immédiateté, car elle est prisonnière de sa position, tandis que le prolétariat, par sa situation spécifique de classe exploitée, est conduit à en sortir en acquérant seul l'intelligence du processus, donc de la totalité.

Faisons ici un rappel des idées de Cornélius Castoriadis (20). Contrairement à d'autres écrivains, Castoriadis sait que le marxisme n'est pas une idéologie, que le marxisme est une vision critique du mouvement social mais, dans les faits, il l'oublie : il pense que le marxisme a fait faillite puisqu'il permet à certains théoriciens qui se disent marxistes de défendre des conceptions comme « l'idéologie bureaucratique » (21). Voilà ! Le raisonnement revient à son point de départ : la bureaucratie n'a pas d'idéologie propre. Elle a l'idéologie de sa classe : la bourgeoisie ou la petite bourgeoisie. Il oublie le b, a= ba du marxisme. C'est ainsi qu'il nous dit «*qu'il ne peut pas y avoir de restauration du marxisme*» (22). Mais ici, en croyant avoir inventé quelque chose de neuf, en fait, il a raison sans le savoir puisque le marxisme n'a aucun contenu. Le marxisme est uniquement que la théorie de la lutte des classes, donc une critique en acte qui ne peut qu'évoluer perpétuellement.

4. Mais le mouvement social reste toujours contradictoire. Pourquoi la gauche italienne a-t-elle « tenu », organiquement (encore aujourd'hui), plus longtemps que la gauche allemande ?

Nous pouvons avancer un premier élément de réponse, en indiquant que la « Gauche italienne » est restée de 1921 - date de la rupture de la « Gauche allemande » d'avec l'IC - à 1926 rattachée à l'Internationale, puis de 1927 à 1933 elle s'est agrégée aux Oppositions de gauche. Ainsi, moins isolée que la « gauche allemande », elle a pu survivre à la défaite ouvrière des années 30. Tout en conservant son mode de fonctionnement organisé lui permettant de conserver une vie bouillonnante, elle a ressenti, elle aussi, le poids de l'isolement d'avec la classe ouvrière et ceci a produit son premier essoufflement en 1940. Son redémarrage ultérieur en 1942 puis 1944 a vu son éclatement en plusieurs tronçons. Son représentant le plus connu, Bordiga, commence en 1950 à théoriser des idées particulières. Il veut préserver son courant de l'idéologie de la bourgeoisie et c'est ainsi qu'il théorise l'idée de l'«*invariance du marxisme* », car la «*classe ouvrière a besoin d'une formulation stable de ses principes... qui joue le rôle qu'ont eu par le passé les livres-guides (comme les Védas, le Talmud, la Bible, le Coran)* » (23).

Globalement, la « Gauche italienne » a eu le mérite de tenir ; toutefois, elle aussi, elle sera dépassée dans le futur par le nouveau mouvement ouvrier qui la niera dans un mouvement dialectique.

Alors, peut-on dire que la gauche italienne fut un courant sectaire ? Ce qui caractérise, entre autre chose, le sectarisme, c'est la crispation dans l'unique défense de principes dépassés. La gauche italienne a été capable d'élaborer des positions originales sur la question coloniale et nationale, sur les questions économiques, la fonction du parti et de la dictature du prolétariat. Il faudra attendre les 20 dernières années pour que la composante purement « bordiguiste » de ce courant se cristallise sur ses positions originales et ne cherche plus à être un creuset de recherche pour comprendre le présent mais seulement une école de défense des principes.

Actuellement le « bordiguisme » est un courant qui semble mort. Peut-il sortir quelque chose de nouveau de ce qui représente organiquement et officiellement ce courant ? On peut en douter, dès lors, nous pouvons parler de sectarisme. Mais la « bordiguisme » n'est pas toute la Gauche italienne.

Qu'est-ce qui caractérise la Gauche italienne ?

Pour le grand public, l'opposition de gauche à l'Internationale communiste est représentée par le trotskisme. Or, les Gauches communistes ont surgi bien antérieurement au premier combat de Trotski dans le PC russe en 1923. Parmi les différentes « Gauches communistes », la Gauche italienne ou « la sinistra italiana » conserve encore de nos jours une influence assez importante dans de nombreux pays. C'est ainsi que, de plus en plus, des historiens de nombreuses nationalités s'intéressent à l'oeuvre de son chef, Bordiga, et un coin de voile pudiquement jeté sur la naissance du parti communiste italien a commencé à se soulever au cours des années 1953 (24). Et au-delà de Bordiga, l'histoire de la Gauche italienne dans l'immigration est encore plus largement inconnue en Italie dans les pays où elle s'est développée.

En Italie, une gauche, plus décidée, au sein du parti socialiste a surgi dès avant la Première Guerre mondiale, et en son sein un courant original se développe autour de Bordiga. Ce courant se trouvera de 1921 à 1923 à la tête du parti communiste d'Italie. Il est utile de rappeler qu'en 1921, le courant de Gramsci jouait un rôle bien secondaire dans le PCI (25). En effet, Gramsci ne représentait rien dans le PCI et, dans la période de « bolchevisation » des partis, il eut bien du mal, malgré l'aide de l'IC, à évincer la Gauche qui était soutenue par la majorité du parti. Dans une lettre à Scoccimarro, Gramsci justifie sa conquête du parti (26). Tous les dirigeants du parti pensaient que « *Bordiga était le seul chef révolutionnaire qui pouvait amener à son actif la tradition d'une gauche conséquente et organisée* » (27). C'est en 1926 que l'ancienne majorité « bordiguiste » du PCI, à la suite du congrès de Lyon, est définitivement évincée. Quelques mois après, Bordiga est emprisonné dans les geôles fascistes. À sa libération, ce dernier se retire de toute activité militante pendant une quinzaine d'années, pour se consacrer exclusivement à sa profession d'architecte. Il faudra attendre 1944 pour qu'il rompe à nouveau son silence. C'est sans Bordiga et en exil que la Gauche communiste italienne va reprendre son activité organisée. Elle devient en 1928 la « Fraction de gauche du PC d'Italie » ; en 1935, elle se transforme en « Fraction de la gauche communiste ». Elle va - de sa fondation à Pantin en 1928 jusqu'en 1945, date de sa deuxième (28) mais définitive dissolution - défendre et enrichir le bagage de la tradition du parti fondé par Bordiga. « *Après la marche sur Rome, des milliers de camarades se sont dispersés dans le monde entier (octobre 1922) et ont fait de leur mieux dans les différents partis* » (29). Obligés de s'expatrier, les membres de la gauche italienne vont perdre leur caractère exclusivement italien, tout en conservant les traditions de rigueur du parti communiste italien « bordiguiste » des années 20. Comme Bordiga, les membres de la Gauche italienne se considèrent comme les membres d'un courant international, plus vaste que leur « courant » à l'intérieur du PCI. En 1926, il semble que Bordiga ait voulu créer un courant à l'échelle internationale (30). C'est ce que suggère son intervention au VI^e Exécutif élargi à Moscou : « *Nous jouons d'une certaine façon un rôle international. Car le peuple italien est un peuple d'émigrants au sens économique et social du mot, et depuis le fascisme il l'est aussi au sens politique... Il en va de nous à peu près comme des Juifs, et si nous avons été battus en Italie, nous pouvons nous consoler en pensant que les Juifs, eux non plus, ne sont pas puissants en Palestine mais ailleurs...* » (31). C'est ce caractère d'émigrant des ouvriers italiens qui fait l'originalité de la « gauche italienne » et sa force, puisqu'elle pourra survivre dans plusieurs pays en s'appuyant sur des ouvriers immigrés. C'est aussi cet aspect qui effraiera la direction de l'Internationale et Togliatti à la mort de Lénine. C'est ainsi que, après la relégation de Bordiga dans l'Île de Ponga en 1926, de nombreux membres de la « gauche italienne » se trouvent arrêtés

mais ceux qui peuvent partir à l'étranger vont continuer le combat. Lorsque la fraction se crée en 1928, ses membres sont présents dans de nombreux pays.

La fraction est éparpillée non seulement en France et en Belgique mais encore aux États-Unis, en Russie où elle aura quelques militants pendant quelques années et dans d'autres pays comme en Italie fasciste ou en Argentine. La Gauche italienne a eu également une grande influence sur le milieu révolutionnaire de l'époque, dans de nombreux pays (32). Elle échappe au sectarisme ambiant, en développant un maximum de discussions et de contacts avec tous les groupes sortis ou expulsés de l'IC. Elle entre en contact d'abord avec les « oppositionnels » de tous les PC, avec tous les « communistes de gauche ». En 1937, ce travail patient aboutit à la création de la « Fraction belge » issue d'une scission de la Ligue des communistes internationalistes.

Enfin, en 1944, la « Fraction française » sera créée. En fait, dès 1937, on ne peut plus seulement parler de « Gauche italienne », mais de « Gauche communiste » et cette transformation est concrétisée par la constitution du Bureau International des fractions de gauche. Nous retrouverons trois idées tout au long de notre étude, c'est pourquoi nous les analysons rapidement afin de suivre leur évolution.

La « gauche italienne » est d'emblée internationaliste, elle défend ses principes « becs et ongles » à toutes les époques et elle a, enfin, une longue histoire de plus de 60 ans.

1 - L'internationalisme

Si nous voulons comprendre ce qui caractérise le plus nettement ce courant, il nous faut parler d'internationalisme. C'est l'internationalisme intransigeant qui guide toute l'action et les positions politiques de Bordiga, puis des ouvriers italiens immigrés, membres de la fraction (33). Comme Lénine pendant la guerre de 1914, ce petit groupe dénoncera la marche à la guerre impérialiste ; pour cela il faut savoir aller à « contre-courant ». Dès lors, cette orientation va l'isoler de plus en plus de la classe ouvrière, prise dans l'hystérie guerrière et l'horreur de la montée du fascisme et du stalinisme, dans cette période à propos de laquelle Victor Serge se demandait s'il n'était pas « minuit dans le siècle ». C'est dans ce cadre, dès 1931, que la Fraction refusa, fidèle à sa tradition, de soutenir les « démocraties » au nom de l'« anti-fascisme ». Contre tous les camps militaires, elle refuse toute « défense de l'URSS » et des « luttes de libération nationale » ou des colonies que les trotskystes défendaient alors. À l'ère de l'impérialisme, toute guerre aboutit à un affrontement généralisé dans lequel la Russie se devra d'intervenir comme puissance impérialiste, mais aussi la fraction ne croit plus, contrairement aux trotskystes, que la bourgeoisie coloniale puisse jouer un rôle « progressiste ». Le prolétariat peut, seul, résoudre la crise de l'humanité, éviter la guerre impérialiste et vaincre en instaurant sa dictature sur les autres classes ou couches sociales (34).

2 - Les principes

Les années passant, la Fraction était de plus en plus isolée, la majorité des ouvriers et des révolutionnaires suivirent les tactiques de « front populaire » en France et en Espagne. Face à cette alternative présentée comme le moindre mal contre les fascistes, la Gauche italienne tint à rester ferme sur les principes et développa un internationalisme intransigeant contre la guerre. Pendant la guerre d'Espagne, par exemple, elle fut le seul groupe à refuser le soutien à la république - même de façon critique - et comme les révolutionnaires pendant la guerre de 1914 elle dénonça la guerre comme impérialiste, invitant les combattants à fraterniser avec les soldats de l'autre camp et à retourner leurs armes contre leurs exploiters. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet, cependant, il faut préciser que la gauche italienne n'utilise pas le terme de « guerre civile » qu'elle réserve pour un combat d'une classe contre une autre. En Espagne il s'agit d'une guerre pour la démocratie bourgeoise, ce n'est donc pas une guerre civile. C'est alors que

son isolement devint total et que des dissensions intervinrent jusque dans ses rangs. Cette épreuve renforça idéologiquement la «Gauche», mais c'est un petit nombre de militants qui pût se reformer après l'éclatement de la 2ème guerre mondiale et qui pût reprendre le flambeau révolutionnaire contre la guerre avec quelques groupes tels que les Communistes Internationalistes hollandais, les RKD allemands et l'Organisation Communiste révolutionnaire française. Ces quelques révolutionnaires s'opposèrent à la guerre et à sa variante «populiste» de la résistance. Les trotskystes dans leur grande majorité participaient à la guerre au nom du «soutien de l'Etat ouvrier dégénéré» : l'URSS (35).

3 - La pérennité

A la suite de Lénine dans son livre ***Le gauchisme, maladie infantile du communisme***, beaucoup d'auteurs et, en général, le courant trotskiste (36) qualifie la Gauche italienne d'«ultra-gauche» ou de «bordiguiste». La gauche italienne a répondu par avance à ces qualificatifs (38). Sa tradition remonte bien avant le congrès de fondation du PC d'Italie à Livourne en 1921 et Bordiga, tout en ayant une forte personnalité, a toujours voulu se fondre dans l'organisation et n'a jamais voulu mener une politique personnelle ou de «chef». C'est pourquoi, la «Gauche italienne» a certainement une tradition plus ancienne et plus vivace que la «Gauche allemande» du KAPD, mais contrairement à ce courant, elle se battra jusqu'au bout dans l'Internationale. Trotski, lui-même, agira comme l'I.C. et écartera la «gauche italienne» de l'Opposition Internationale de Gauche sans débat et en préférant ne pas l'exclure pour des raisons «d'ultragauchisme».

Ceci nous amène à souligner la deuxième caractéristique de ce courant, son intransigeance face à l'opportunisme de l'Internationale dès 1922 avec l'adoption de «tactiques» de Front unique et de «gouvernements ouvriers»; il reste fermement attaché aux principes affirmés par l'I.C. à ses débuts. Toute modification du programme révolutionnaire, même tactique, doit être justifiée et bien réfléchi afin d'éviter le «révisionnisme» ou l'«opportunisme». Cependant, phénomène encore plus rare, qu'on retrouve à d'autres niveaux chez les «Communistes de conseils» et chez Paul Mattick, cette «Gauche», malgré son isolement, a pu accomplir un travail gigantesque de remise à jour de toute la théorie révolutionnaire. Elle a analysé les causes de l'échec de la révolution russe et de la vague révolutionnaire des années 1920, la plupart de ses membres ont «osé» remettre en cause les dogmes, les recettes et ils ont passé au crible de la critique jusqu'aux écrits de Lénine et de Bordiga. En effet, la Gauche italienne profondément insérée dans les luttes des années 1920-1930, a su comprendre les événements qui se déroulaient et à la lumière de l'expérience critique du passé; elle a été amenée à remettre en cause certains aspects des «luttes de libération nationale» et à se poser des questions sur la nature des syndicats. La Gauche italienne, sur certains points, se rapproche à cette époque et surtout pendant la 2e guerre mondiale de la Gauche allemande, même en ce qui concerne les problèmes de l'Etat pendant la période de transition au socialisme. Comme la Gauche allemande, sur tous ces points, il n'est pas question de réciter le catéchisme léniniste ou même bordiguiste. A partir de 1926, il nous semble préférable de concevoir une rupture; avec l'exil de Bordiga à Ponga, la gauche italienne évolue sur la base d'un fond bordiguiste vers des positions plus originales et par ailleurs très riches d'enseignement. Ceci est d'autant plus vrai que Bordiga a souvent passé sous silence cette période ; après la 2ème guerre quand il reprend une activité politique, il fera très peu de référence à la gauche en exil.

Nous pensons au contraire que c'est cet apport original qui a permis à cette branche du mouvement ouvrier de survivre pendant la période 1926-1945 et de se développer aujourd'hui dans plusieurs pays du monde. La Gauche allemande, malgré sa richesse théorique n'a pu se

développer de la même façon. Il reste seulement quelques éléments épars en Hollande et aux Etats-Unis.

Il est aussi possible de donner une autre explication à la longévité de la Gauche italienne. Il nous semble, en effet, que cette gauche, tout en faisant preuve d'une immense créativité, a su se rattacher très rigoureusement aux principes et aux organisations du passé. Or, cet aspect là a souvent été absent dans la Gauche allemande. En aucune façon, nous ne pouvons expliquer cette pérennité par l'intermédiaire de ses membres. La Gauche allemande a possédé une pléiade de membres célèbres, vieux théoriciens du mouvement ouvrier : Gorter, Pannekoek, Korsch, etc... Par contre, la gauche italienne cherche à donner une forme anonyme à ses militants les plus en vue. C'est la vieille formulation de Bordiga dans les années 1920, qui veut faire prédominer la vie du parti basée sur son programme politique et non sur un «suivisme» de quelques chefs. Malgré tout, la «Gauche italienne» eut en exil un animateur brillant, Ottorino Perrone (Vercesi), qui en fut la personnalité la plus marquante. Si brillant fut-il, la fraction a su réagir contre son attitude lors de sa participation à Bruxelles en 1944 à une «Coalition antifasciste».

La Gauche communiste italienne a connu une importante solution de continuité entre les années 1943 et 1945 avec la création du «*Partito comunista internazionalista*» (*Parti communiste internationaliste*) d'Italie. La Fraction italienne se dissout alors en France et en Belgique et la plupart des militants s'intègrent individuellement au nouveau parti, sans même en connaître le programme. La période de l'après-guerre a fait penser aux militants que la révolution allait avoir lieu comme celle de 1917 à la suite de la 1ère guerre mondiale. Ces vieux ouvriers ont été enthousiasmés par la création du parti en Italie, où il fut fort de plusieurs milliers de militants et surtout par la reprise du travail politique de Bordiga et de Damen. Pour certains, la seule réapparition de Bordiga devait tout changer et le parti de Livourne allait ainsi se reconstituer. Cette impression de force amena le *Partito* à une attitude quelque peu sectaire qui était largement en contradiction avec la politique de la Fraction dans l'émigration. C'est ainsi qu'il refusa la discussion avec d'autres révolutionnaires comme les RKD-CR et la Fraction française de la gauche communiste qui fut exclue. Cette dernière voulait continuer la tradition de **Bilan**.

Quelques années plus tard, le nouveau parti en Italie entra en crise profonde, la période révolutionnaire, tant espérée, n'avait pas eu lieu, des scissions et des départs en grand nombre se manifestèrent. Le parti comme dans les années 1930 connu à nouveau une période d'isolement, et en 1952, la tendance de Damen, qui avait constitué le *Parti communiste internationaliste*, après plusieurs années de divergences avec Bordiga, se séparait de la tendance purement «bordiguiste». Cette dernière tendance se réclame des thèses de Bordiga et de Lénine des années 1920, et rejette en conséquence tous les apports théoriques de la Gauche italienne en exil.

Aujourd'hui, la Gauche italienne est très divisée, le Parti communiste international, groupe dans lequel Bordiga milita jusqu'à sa mort en 1970, mentionne très rarement le travail et l'existence de la Fraction. Seul le *Parti communiste internationaliste* qui publie **Battaglia comunista** se réclame du parti fondé en 1943 par Damen et de tous les groupes de la gauche italienne ainsi que par les anciens membres de la Fraction dans l'émigration. Un autre courant qui ne provient pas directement de la Gauche italienne, le *Courant Communiste International* se réclame, lui, de toutes les Gauches de la IIIème Internationale et, explicitement de la Fraction italienne comme de la Fraction française qui a publié de 1944 à 1950 la revue **Internationalisme**. Ce courant a souvent traduit en plusieurs langues les textes de **Bilan**.

• • •

Il est peut être encore bien tôt pour entreprendre l'histoire générale de la Gauche communiste italienne. Nous pensons qu'il est, cependant, grand temps de tenter un premier travail, à cause de l'importance politique et théorique de ce courant. Et ceci pour trois raisons, le rôle joué par Bordiga dans l'Internationale, dans la fondation et l'évolution du PCI, le regain d'intérêt pour la compréhension de la dégénérescence de la IIIème Internationale et son évolution en direction des idées et des pratiques staliniennes et enfin la publication des **Oeuvres** de Léon Trotski (38).

Cette dernière raison est plus actuelle, car au moment où la Gauche italienne a quitté, contrainte et forcée, l'Internationale possédait de nombreux contacts avec les oppositionnels mais aussi avec l'Opposition de gauche. Et par ailleurs, aujourd'hui, il existe le mythe Bordiga et celui de la Gauche italienne. De nombreux groupes estiment en être les continuateurs et chacun met en valeur un aspect particulier de son histoire, certains s'arrêtent en 1921, d'autres en 1926 et d'autres en 1950, etc ... C'est pourquoi, toute recherche sur cette question rencontre encore de grandes difficultés : tous les documents ne sont pas disponibles, les anciens groupes ayant diffusé leur presse d'une manière semi-clandestine entre les périodes 1926-1944. Le regroupement et le dépouillement des textes ont été relativement difficiles et ont pris un certain nombre d'années, la rencontre des anciens membres de la Gauche a toujours été une gageure, cependant la tâche n'a jamais été irréalisable.

Dans nos recherches nous avons du faire appel à six types de sources différentes : les livres et les travaux universitaires, les rapports de police et les archives, les journaux et les documents internes et enfin les témoignages. En ce qui concerne les livres, il existe des ouvrages sur l'histoire du PCI qui retracent tous les événements du point de vue de l'«institution» du PCI, tel le livre de Spriano (39) au demeurant fort complet. Les recherches sur les origines du PCI sont très nombreuses en Italie, depuis l'étude d'Alcara (40) jusqu'aux travaux de Berti (41) en passant par le livre de Bordiga lui-même (42). Il en est de même pour les monographies sur «la gauche italienne» ou le «bordiguisme» jusqu'en 1926 (43). Certains ouvrages, mis à part ceux qui sont des recueils de documents, commencent depuis quelques années, à présenter la «gauche italienne» d'une manière honnête tels ceux de Clementi, Bellini et Galli. Par contre, la plupart des ouvrages se focalisent sur les «erreurs», souvent imaginaires, du courant bordiguiste afin de mieux souligner son «sectarisme» supposé. En fait, les erreurs sont une autre manière de comprendre la politique et de « parler » le marxisme. En français, les oeuvres de Bordiga et les textes de la «Gauche italienne», avec beaucoup de difficultés, sont publiés, très lentement, soit par le «Parti communiste international», soit par la revue **Invariance** (44).

Par ailleurs, les travaux de Robert Paris ont fait grandement avancer la connaissance de la gauche italienne (45). Sur la gauche italienne en «exil», il n'existe aucune étude. Nous avons trouvé quelques éléments, souvent erronés dans l'énorme travail de J. Rabaut (46) et en Italie dans quelques petites monographies : celles de Montaldi, de Peregalli ou de Corvisieri (47). Ces éléments sont réunis dans de courtes notes dans le meilleur des cas. Il existe, en français, quelques recherches universitaires qui initient les travaux. Le mémoire de Bruna Teso «*Amadeo Bordiga, une expérience du communisme*» (48) et celui de Philippe Bourrinet auquel nous avons communiqué notre manuscrit et nos recherches (49).

Outre les livres et les travaux universitaires, quelques sources se sont révélées plus fructueuses. D'abord nous avons pu consulter des archives de police. Dans les archives Perrone, dont nous reparlerons tout au long du travail, nous avons trouvé des rapports de police le concernant. Nous avons pu dépouiller les documents contenus dans les Archivio di Stato à Rome, qui sont disponibles après 30 ans, c'est-à-dire les années antérieures à l'année 1951. Nous avons eu connaissance du casier Pappalardi. Nous avons pu consulter, par ailleurs, des rapports de police faits à Mussolini sur le groupe **Prometeo** (de Damen) pendant la deuxième guerre mondiale, ce rapport a été obtenu par l'intermédiaire d'anciens militants de la «Gauche» en Italie.

Nous avons pu aussi consulter les archives de la Préfecture de police de Paris qui contiennent des documents intéressants surtout pour la période 1922-1926, les documents postérieurs étant la plupart du temps inaccessibles à cause de la non publication des textes avant 50 ans. Ces archives ont pu nous permettre de justifier et de vérifier nos hypothèses de travail. Dans les «archives de Perrone», la première partie, qui va de 1922 à 1933, contient beaucoup de documents inédits que nous publions ci-après, la plupart du temps dans leur intégralité, à cause de leur importance. La période la plus intéressante, étant celle de 1928-1932, au moment des relations de la fraction avec l'opposition internationale de gauche (50). Nous avons d'ailleurs remis une photocopie de ces archives à la B.D.I.C. de Nanterre à M. Dreyfus et Madame Blum.

Nous avons pu obtenir le microfilm de la collection des **Prometeo** dans les archives Feltrinelli à Milan, les Bulletins d'information de 1931-1933 et le Bulletin international de discussion de 1944-1945 auprès de l'Institut International d'Amsterdam (International Institut vor Social Gesciedenis). Nous avons obtenu des lettres et des textes des archives Trotski à Harvard après son ouverture au public grâce à la bienveillance de Pierre Broué et à ses orientations... Nous regrettons de ne pas avoir pu consulter les documents sur la «Gauche italienne» déposés à la Bibliothèque Communale de Follonica qui nous auraient ouvert des horizons nouveaux.

Le dépouillement des journaux a été un excellent moyen de documentation, nous reviendrons sur ce sujet plus précisément dans la bibliographie. Cependant outre les journaux de la gauche italienne tels que **Prometeo**, IIème et IIIème série, le **Bulletin d'Information**, le **Bolletino Interno**, **Bilan**, **Il Seme**, **Octobre**, **Communisme**, **Internationalisme** et **l'Internationaliste** nous avons dépouillé les journaux de groupes proches **Le Réveil communiste** et **l'Ouvrier communiste**, **l'Internationale**, la **Lutte de classe**, la **Révolution Proletarienne** et le **Bulletin Communiste**, et des journaux et des revues existants au cours de la guerre d'Espagne : **Correspondance Internationale Ouvrière**, **El amigo del pueblo**, **L'Espagne nouvelle**, **El Soviet**, **Voz leninista** et **La Commune**. Il faut aussi retenir la revue de Paul Mattick aux USA, **International Council Correspondance** et **Living Marxism**.

Le témoignage de vieux militants est également un aspect très important de nos recherches. Pour la Fraction italienne le témoignage le plus intéressant fut celui de Piero Corradi, militant dans le **Réveil communiste**, puis à la Fraction; ses souvenirs sur les membres de la «Gauche» sont nombreux et très riches.

De même «Lavergne» (51), qui fut un militant de tout premier plan de la Fraction à partir de 1936, date à laquelle il commence à y militer, nous a donné de précieuses indications. Plus tard pendant la guerre, il sera l'âme de la reformation de la Fraction à Marseille jusqu'à sa rupture, en 1944, d'avec Bordiga. Nous avons obtenu des renseignements de Jan Appel sur la «Gauche allemande» puis «hollandaise», de Chazé sur **l'Internationale** et **l'Union communiste** pendant la guerre d'Espagne, de Leonetti, de G. Somai, de P. Naville et de P. Broué sur le trotskysme, de J. Balius et Pablo Ruiz sur les «*Amigos de Durruti*».

•••

Cette étude débutera par la relation du débat au sein de la gauche italienne sur le problème du parti et des fractions (1919-1929). Ce débat est très vieux (52) mais il se poursuit longtemps au sein de ce courant depuis sa fondation formelle en 1919. C'est pourquoi, nous serons contraint de relater rapidement les origines de la gauche dans le PSI. L'internationalisme, nous l'avons déjà signalé, est une préoccupation essentielle de ce courant. Exclue de l'Internationale, la gauche

italienne cherchera à recréer un cadre de débat international (1929-1933), mais en vain, au sein de l'opposition Internationale de Gauche et au delà.

La guerre d'Espagne et son isolement dans les rangs des révolutionnaires en 1936-1937 font ressortir vivement la fermeté de ses principes, autre constante soulignée dans l'introduction. Les années 1935-1938 seront marquées par la volonté de «ne pas trahir !» (53). À la faveur de ces événements la Gauche italienne va se renforcer idéologiquement, cependant, ce sera son chant du cygne.

La guerre verra l'éclatement de ce courant en de multiples composantes. De nombreux éléments vont subir la pression de la guerre, moment où la classe ouvrière est écrasée physiquement, politiquement et moralement pour se laisser entraîner à la «boucherie». Après la guerre il est très difficile de parler de «Gauche italienne», mais il y a renaissance d'une nouvelle «Gauche communiste» avec de nouveaux principes. Toutefois ce nouveau travail encore polémique nous amènerait hors de notre cadre d'étude.

Première partie :

PARTI ET FRACTION

Certes, le mouvement ouvrier, pour être fort, a besoin d'unité; c'est pourquoi, ses périodes de crise sont toujours suivies de dramatiques scissions. Mais, quand il est nécessaire de se séparer, ces scissions sont ressenties souvent comme un renforcement théorique. Engels indiquait cela dans une lettre à Sorge (54): «*Par ton départ (55), la vieille Internationale est complètement réglée et finie. Et c'est une bonne chose*». Malheureusement, pendant sa formation, la Gauche italienne n'a connu, en grande partie, que cette phase d'isolement et de scission du mouvement ouvrier (1912 à 1920), la grande crise du «réformisme» à peine terminée, la IIème internationale reste sans voix à la déclaration de guerre en 1914, alors que ses plus grands partis nationaux marchent dans l'Union sacrée avec les partis de la bourgeoisie pour défendre la patrie.

«*L'histoire des fractions, c'est l'histoire de Lénine*» (56). Cette formule de Bordiga s'applique judicieusement à l'Italie et la «*sinistra italiana*» en est l'expression la plus éclatante au sein de la IIème puis de la IIIème Internationale.

C'est pourquoi, avant d'aborder la création de la fraction au sein de la IIIème Internationale et les longs débats qui y ont présidé jusqu'à sa véritable fondation en 1928, nous retracerons les événements qui ont entraîné la croissance de la «fraction abstentionniste» au sein du PSI et la création du PCI en 1921.

Dans nos recherches nous avons utilisé, ici, comme base les travaux de Spriano (57), cependant notre optique est quelque peu différente puisque nous privilégions un autre but le surgissement et la formation de la «Gauche italienne» et nous ne traitons nullement la formation institutionnelle du P.C.I.

Une première question vient rapidement à l'esprit lorsqu'on étudie l'histoire sociale italienne. Pourquoi le mouvement ouvrier italien a-t-il des aspects si particuliers avec des tendances théoriques et extrémistes si poussées ?

Le développement du mouvement ouvrier italien se trouve en retard par rapport au mouvement ouvrier européen et il s'agit là, sur un certain plan, d'un avantage. Arfé indique, par exemple, au sujet du colonialisme (58):

«*L'Italie entre dans l'arène du colonialisme quand les jeux sont déjà faits, alors que les plus riches régions colonialisables ont déjà été conquises et délimitées par les grandes puissances.*»

Cette phrase nous indique, d'une part que l'Italie est encore une puissance économique de second ordre en 1910, d'autre part que les classes laborieuses n'ont pas pu tirer profit du pillage des colonies alors que l'expérience coloniale de la France et de l'Angleterre battait son plein, amenant des avantages matériels importants aux travailleurs. En Italie, les théories «révisionnistes» n'ont pas trouvé de bases sociales réelles, c'est pourquoi la «gauche» a, avant la guerre, dirigé les organes dirigeants du parti. Par ailleurs, l'Italie est, traditionnellement, un pays très politisé et a possédé un des plus grands théoriciens marxistes européens dans la personne de Labriola.

Nous avons développé l'idée du retard économique et politique de l'Italie, car il s'avère important pour les prises de position du parti face au problème colonial et ce débat assez récent au moment de la Ière guerre mondiale s'est avéré capital. En effet, l'Italie ne participe pas, dès le

début, à la guerre. Ainsi, le parti saura résister au chauvinisme et aussi prendre l'initiative de convoquer une Conférence internationale, à la suite du tour d'Europe du député Morgari (59).

La direction du parti italien avait décidé à Zimmerwald de travailler à la réactivation de la IIème Internationale en sommeil. Après avoir visité les leaders et son président Vandervelde, le parti italien prendra, lui-même, l'initiative pour pallier le manque de réaction de son bureau central. C'est sur ces bases que naquit la «*Sinistra italiana*» avec Bordiga à sa tête durant et au sortir de la guerre de 1914-18.

Souvent, dans de mauvaises polémiques, faites à l'intérieur du PCI, on appela le communisme de Bordiga le «communisme du Sud». Cette vision est fautive et a toujours été combattue par Bordiga, qui l'estimait insultante. Elle a pourtant un aspect bien réel. En effet, la région de Naples est très particulière car elle est un mélange de sous-développement du Mezzogiorno et d'industries modernes avec les chantiers navals de Castellamare di Stabia. La société napolitaine est donc très bigarrée et mélangée avec des petites gens: petits malfrats et des sans travail ; et des petits métiers qui côtoient des couches sociales très modernes. C'est dans ce contexte que Bordiga prend contact, avant 1910, date à laquelle il s'inscrit au parti socialiste, avec le mouvement ouvrier (60).

Chapitre I :

Naissance de la Gauche italienne 1912-1926

A la fin du XIX^{ème} siècle le mouvement socialiste et la II^{ème} Internationale s'engagent dans la voie des réformes, le capitalisme connaît, alors, une période d'expansion et de prospérité économique qui permet aux ouvriers d'entrevoir la possibilité d'une existence meilleure.

C'est ainsi que Pannekoek traduit cette nouvelle phase du mouvement ouvrier (61):

« Ces deux aspects, que le socialisme unit en lui d'une façon harmonieuse, on peut les appeler l'aspect réformiste et l'aspect révolutionnaire. L'un ou l'autre de ces aspects prévaut en fonction de la situation économique, de circonstances tant personnelles que sociales. Lorsque les travailleurs bénéficient d'une situation favorable - serait-ce uniquement à un échelon local, comme dans l'Angleterre du XIX^{ème} siècle, ou pendant une période limitée, comme une haute conjoncture - et que les tentatives de mettre cette situation à profit sont couronnées de succès, la conscience du caractère révolutionnaire du mouvement se perd; en d'autres termes, on croit à la possibilité d'un changement par étape de la société, grâce à une amélioration progressive et au concours de la classe possédante ou, du moins, sans que celle-ci oppose une résistance acharnée, et sans révolution violente. C'est le contraire en temps de crise, quand de grandes catastrophes politiques suscitent un mécontentement et une agitation à grande échelle; alors on se persuade aisément que le capitalisme peut être renversé d'un grand coup d'un seul, par une action révolutionnaire unique sans que l'action quotidienne et parcellaire, patiente et préparatoire, soit nécessaire.

L'une des deux tendances, dans lesquelles ces sentiments et ces idées ont pris corps, est le révisionnisme.»

Cette transformation du capitalisme expliquée par Pannekoek ne pouvait manquer à la longue de se répercuter au plan de la théorie. C'est alors que prend naissance le débat autour des thèses de Bernstein, le «Bernsteindebate». Tous les socialistes de l'époque ont choisi leur camp, la citation suivante de Georges Sorel est très éclairante sur la situation de l'époque :

« (Bernstein) ne voyait donc pas d'autres moyens pour maintenir le socialisme sur le terrain des réalités que de supprimer tout ce qu'avait de trompeur un programme révolutionnaire auquel les chefs ne croyaient plus. Kautsky voulait, au contraire, conserver le voile qui cachait aux yeux des ouvriers la véritable activité du parti. » (62)

Si le débat théorique a été très ouvert et très vif, les «gauches» des partis sociaux-démocrates se sont dégagées très tard de la II^{ème} Internationale. Les «gauches» représentaient alors plus des individualités qu'une véritable fraction organisée internationalement. Au début du XX^{ème} siècle on constate que le courant révolutionnaire se crée d'abord à l'intérieur du cadre national. En 1903, en Russie et en Bulgarie, se crée le parti Bolchevik et les «Tesniki», puis en 1909, en Hollande, Pannekoek et Gorter fondent le S.D.P., leur journal **De Tribune** paraissant de façon indépendante depuis 1907.

La nécessité de fractions de gauche existe dans beaucoup de partis. En Pologne, Rosa Luxembourg et Léo Jogiches, ont même créé un parti, le SDKPIL (63). Si l'on veut comprendre pourquoi les éléments de gauche eurent tant de difficultés pour rompre avec la social-démocratie, l'exemple de Rosa Luxembourg est très instructif. En effet, rompre en Pologne est

chose facile, rompre en Allemagne, l'est moins: ici, le parti de Kautsky et de Bebel reste le parti guide et admiré. Il est respecté par tous les socialistes dans toute la IIème Internationale. Par ailleurs, aucune fraction quittant le parti ne souhaite quitter l'Internationale.

C'est pourquoi, des militants tels que Rosa Luxembourg, purent mener une polémique très dure et très juste contre «l'opportunisme» sans tirer les conséquences ultimes que la théorie défendue exigeaient: la rupture. En conséquence, s'organiser en dehors de la IIème Internationale ne sera possible que pendant la Ière guerre mondiale quand il ne sera plus possible de cohabiter avec des va-t'en-guerre.

Cette impuissance est aussi liée au manque de centralisation de l'Internationale qui s'explique par des raisons historiques au nombre de deux.

La première remonte aux causes de la dissolution de la Ière Internationale. Marx fit adopter au Congrès de La Haye en 1872 le transfert du Conseil Général à New York pour que les «antiautoritaires» ne puissent pas dominer l'Internationale. Ce transfert aboutit à la disparition de l'Internationale qui était, elle, centralisée; la IIème se reconstituera à partir des différents partis nationaux qui étaient préexistants. Voilà pourquoi la IIème Internationale est fédéraliste.

La deuxième raison s'explique du fait du rapide développement du capitalisme au cours du XIXème siècle, le parti des prolétaires a suivi la formation des Etats nationaux. Le Bureau International de Bruxelles a plus pour tâche, avec Camille Huysmans à sa tête, de coordonner le travail organisationnel que de tracer une direction politique. Le mode de fonctionnement de la IIIème Internationale sera totalement différent, puisque son centre international existe avant la création formelle de ses sections nationales.

Le mouvement ouvrier en Italie connaît les mêmes caractéristiques.

Avant les années 70 dans l'Italie divisée en Etats indépendants et en régions ayant appartenu à l'Autriche et jusqu'aux derniers changements survenus au XIXème siècle, il n'y avait pas grand-chose d'organisé. En 1848 des sociétés ouvrières commencèrent à se former au Piémont où de petits congrès furent tenus dès 1853. Le succès, tout relatif, de l'Internationale en Italie a, tout de même, étonné Marx et Engels. Ils avaient pensé faire de Carlo Cafiero un délégué de l'Internationale mais il devint rapidement un partisan de Bakounine.

Le mouvement marxiste se développera plus lentement qu'en France, en

Allemagne, ou en Angleterre, dans une plus faible mesure, la croissance économique de l'Italie s'effectuant avec un certain retard. C'est pourquoi, on verra se développer un fort courant anarchiste, ce phénomène est, aussi, à relier aux conditions historiques de la formation de l'Etat national et à la tendance conspirationniste du «Risorgimento» (64).

En 1876, les militants italiens sont nettement attirés par le communisme anarchiste. Malatesta écrivait dans **Volontà** (65):

«En Italie nous fûmes peu (Cafiero, Covelli, Costa, moi-même et un ou deux dont je ne me souviens pas) à décider d'abandonner le collectivisme, propagé jusqu'alors dans l'Internationale, et à faire accepter le communisme aux délégués du Congrès de Florence (1876), et donc à toute la fédération italienne de l'Internationale...».

En 1871 Engels ne dénombrait que 750 membres de la section italienne de l'A.I.T., la dissolution de la section par le gouvernement en 1874, réduisit l'influence du mouvement marxiste sur les ouvriers italiens. Dès lors, les bakouninistes, spécialistes des conspirations et des insurrections accrurent leur influence. Ils fomentèrent une insurrection en Romagne en 1874

à laquelle Bakounine devait prendre part et qui se termina en déroute (66), plus tard, ils récidivent au Bénévent.

C'est en 1881, que ressurgit le courant socialiste organisé, avec la fondation à Rimini du «Parti socialiste révolutionnaire de Romagne», à l'initiative d'Andrea Costa. Son programme est marxiste-révolutionnaire:

«Le PSR de Romagne est et ne peut être que révolutionnaire. La révolution est avant tout une insurrection matérielle violente des multitudes contre les obstacles que les institutions en vigueur opposent à l'affirmation et la réalisation de la volonté populaire.»

C'est pourquoi la révolution est avant tout dictature temporaire des classes travailleuses, c'est-à-dire accumulation de tout le pouvoir social (économique, politique, militaire) dans les mains des travailleurs insurgés dans le but de détruire les obstacles que le vieil ordre des choses oppose à l'instauration du nouveau, de défendre, de provoquer, de propager la révolution, de réaliser l'expropriation des personnes privées et d'établir la propriété collective et l'organisation sociale du travail.» (67)

Le parti ouvrier, «Partito operaio», est fondé en 1885 à Milan par Lazzari, ouvrier typographe, et Turati. Parti «ouvriériste» ce dernier n'acceptait que des travailleurs salariés; réticent devant tout programme (68) et une trop grande théorisation, il s'abstenait dans les élections. Rapidement, il y eut une fusion entre les 2 partis (69). Parmi les membres du nouveau parti, on compte le théoricien Benedetto Croce. Il n'y a pas de distinction entre parti et syndicats adhérents, comme les «figli del lavoro». Ce parti est internationaliste intransigeant: lors de la guerre éthiopienne en 1896. Costa proclame: *«pas un homme pas un sou pour les aventures d'Afrique»*. En 1886, Cafiero traduit le Capital, et malgré la dissolution par le gouvernement du parti, est publiée la **Rivista italiana del socialismo**. En 1889, est diffusée la première traduction du **Manifeste communiste** et en 1891, **la Critica sociale**. Le développement numérique du prolétariat, le développement de la lutte de classe chez les ouvriers agricoles vont pousser à la constitution des premières Bourses du travail (Camere del lavoro) et à la fondation en 1892 (70), à Gènes, du Parti socialiste italien.

Cette date est à souligner, puisque le parti naît tardivement du fait des traditions conspirationnistes du «risorgimento» reprises par les anarchistes. Cependant, alors que la IIème Internationale est créée depuis 3 ans en 1889 à Paris, les ouvriers italiens réussissent à se séparer des anarchistes et des mazzinistes (71).

Le nouveau parti se crée sur des bases réformistes en préconisant «la lutte de métier», «la lutte la plus ample visant à la conquête des pouvoirs publics», et «la gestion de la production», sans parler de la dictature du prolétariat. Le parti va dorénavant participer aux élections et envisage au congrès de Bologne la possibilité d'alliances électorales. Il évolue cependant lentement comme les autres partis socialistes; il rejettera en 1896, à Florence, l'adhésion d'associations économiques et électorales à l'organisation, et ne reconnaîtra que les adhésions individuelles.

Le PSI connaît rapidement l'épreuve du feu. Dissous en 1894 par le gouvernement Crispi qui met en place des «lois antisocialistes», il se reconstitue à Parme en 1895 (72), et dès lors, il connaît un indéniable développement. Les révoltes de la faim, causées par la guerre, s'étaient développées dans tout le Mezzogiorno en 1898 (73). La même année une féroce répression à Milan coûte la vie à 100 ouvriers. Malgré cette répression L'**Avanti!** était devenu un quotidien socialiste. Les élections de 1900 voient la défaite de la droite et une percée du PSI qui obtient 13% des suffrages. Cette victoire allait pourtant entraîner la victoire du courant réformiste organisé autour de Turati. Lors de l'attentat anarchiste qui coûta la vie au roi Umberto, il déclara: *«Nous nous associons à votre douleur»*. Le pendant de ce réformisme sera l'apparition

au congrès de Bologne, en 1904, de la tendance «syndicaliste-révolutionnaire» d'Arturo Labriola qui proclame la nécessité de la grève générale et la prédominance des syndicats sur le parti. Le courant de Labriola quittera d'ailleurs le parti en 1907 (74).

Jusqu'à cette date, il n'y a pas vraiment de tendance de gauche au sein du PSI. C'est seulement en 1910 que se développe la première réaction marxiste intransigeante. Le groupe parlementaire ayant donné son appui à la droite, Lazzari, au congrès de Milan, fit une critique très dure de l'action parlementaire des amis de Turati. Il déclare que «*si le prolétariat italien n'était plus représenté au Parlement, le mal ne serait pas grand.*» Mussolini, au nom des gauches de Romagne dénonce la trêve politique entre socialistes et républicains. Mais la minorité de gauche autour de Lazzari fut écrasée (75).

En 1910 s'était organisée la fraction révolutionnaire intransigeante. La Fraction élit un Comité Central, elle possède deux députés et huit hebdomadaires et son organe central paraît à Rome le 1er mai : **La Soffità**, «Le grenier». Ce titre est un défi pour ceux qui pensaient que le marxisme était juste bon à «mettre au grenier» (76).

C'est la guerre italo-turque à propos de la Libye qui donne leur véritable impulsion aux intransigeants. L'extrême droite du parti autour de Bissolati, Bononi, Felice se déclare (ainsi d'ailleurs que Labriola) solidaire du gouvernement. Et en 1912, tout le groupe socialiste vote contre l'annexion de la Libye au Royaume. Cette position intransigeante est confirmée au congrès de Reggio-Emilia en juillet 1912, lorsque le congrès expulse de ses rangs les «ultra réformistes», Bononi, Bissolati, Cabrini et Podrecca, tous députés, qui s'étaient rendus au Quirinal pour manifester leur réprobation d'un attentat contre le roi. Ce fut le succès de la gauche (77). Cependant la Direction du parti put se ressaisir, intégrer à son travail des hommes de la fraction, et profiter des divergences de la «gauche» du P.S.I. En effet, la «gauche» se divise après le congrès de Reggio-Emilia en une multitude de groupes locaux (78). Sous l'impulsion de Mussolini, l'autonomie du groupe parlementaire est rejetée, ainsi que la prépondérance de l'action électorale dans l'action du parti. Le suffrage universel doit «*seulement démontrer au prolétariat qu'il n'est pas l'arme qui lui permettra de conquérir son émancipation totale.*» Enfin, «*le parti (n'était) pas une vitrine pour hommes illustres.*»

Soutenant la gauche, Lénine en 1912 pouvait commenter en ces termes la scission: «*Une scission est une chose grave et douloureuse. Mais elle est parfois nécessaire, et dans ce cas toute faiblesse, toute sentimentalité est un crime... Le parti socialiste italien a pris la voie juste en écartant de lui les syndicalistes et les réformistes de droite.*»

Mussolini devint directeur de **L'Avanti!**. Parmi la multitude des groupes locaux de la «gauche» on trouve le «Cercle Karl Marx» de Naples, dont le chef est Bordiga. Ce dernier est né à Résina en juin 1889, il est le fils d'un professeur piémontais d'économie rurale, enseignant à l'école supérieure d'agriculture de Portici. Il avait fait des études économiques sur le Mezzogiorno. Bordiga parmi les jeunes socialistes de Naples se distinguait par sa passion pour l'action ouvrière. Il est difficile de reconstituer son cheminement intellectuel de cette époque. Toutefois, il rejette l'idéalisme crocien et le révisionnisme en réaction contre certains postulats positivistes. En 1912 il s'était heurté à Tasca au Congrès des jeunes socialistes au sujet du «culturalisme» (79).

L'attitude du centre du PSI, dirigé par Lazzari (80), ne fut pas des plus claires sur la question de la guerre. Face à celle-ci, il proclama que le parti ne devait «*ni adhérer ni saboter*», ce qui entretenait une équivoque sur la transformation de la guerre en révolution et se traduisait par un neutralisme vis-à-vis de la bourgeoisie italienne. Lorsque la guerre éclata, **Il Socialista** de Naples titrait pourtant «*La guerre est décidée. A bas la guerre.*» Et **L'Avanti!** se définissait «*contre la guerre, pour le socialisme antimilitariste et international.*»

«Il est bon d'indiquer d'abord que durant toute la guerre, il y eut, au sein du parti, un fort mouvement extrémiste qui s'opposa à la politique trop faible du groupe parlementaire... et de la direction du parti.

...

Vis-à-vis de la guerre la direction du parti a toujours été divisée en deux courants. Celui de droite avait pour chef Lazzari. Celui de gauche était dirigé par Serrati directeur de «*L'Avanti!*». Au cours de toutes les réunions tenues durant la guerre, les deux courants se présentèrent comme solidaires... Des éléments de gauche, étrangers à la direction, luttèrent contre cette équivoque.» (81)

Puis Bordiga indique quelle est cette gauche qui lutte «contre cette équivoque».

«La gauche de notre parti s'est donnée depuis 1910-11 à la polémique et à la bataille contre la démocratie bourgeoise.» (82)

Cette lettre de Bordiga est directement éclairée par la Conférence nationale du parti en février 1917 où le courant de gauche obtient 14.000 voix (résolution Bordiga) contre 17.000 voix pour la Direction (Résolution Lazzari) (83).

L'histoire du PSI est aussi l'histoire de ses fractions.

Cet aspect est fondamental à souligner pour comprendre le développement ultérieur de la «gauche italienne».

Au sein de la Fraction de 1910, il existait beaucoup de sensibilités différentes. Mais c'est en son sein que se forme le futur noyau des militants qui fondera le futur parti communiste.

En effet, c'est aux alentours de 1910 que Bordiga, par exemple, se manifeste au sein du PSI (84). En 1911, lors de la guerre coloniale, Bordiga parmi les jeunes du parti participe activement au mouvement contre la guerre et prend une part active dans l'organisation de grandes manifestations. Dans l'organisation des jeunes du parti FIGS, Bordiga s'adonne d'emblée à une activité très intense. Il a déjà une stature nationale et au Congrès de la Fédération des jeunes, il soutient une polémique sévère avec Tasca qui défend la tendance «culturaliste» de la FIGS, alors que lui défend une intervention politique plus conséquente.

Au Congrès de Bologne des jeunes socialistes, Tasca propose que le journal ***l'Avanguardia*** soit transformé en organe de culture socialiste, d'inscrire les jeunes dans des associations de culture, de développer des bibliothèques socialistes (85).

La motion (86) de Bordiga qui fut adoptée par le Congrès rejette d'abord la notion d'Ecole comme une arme de conservation entre les mains du pouvoir: c'est pourquoi il n'est pas possible de reproduire, au sein du parti, ce mode de transmission des connaissances. Bordiga reconnaît ensuite les difficultés qu'il y a pour élever les connaissances techniques des jeunes socialistes. Puis Bordiga affirme que les connaissances s'acquièrent dans l'action politique et syndicale.

En lutte contre la section de Naples du parti, Bordiga fonde le 2 avril 1912 «*Il circolo socialista rivoluzionario Carlo Marx*» avec des éléments qui auront une notoriété tels que Ruggero Grieco. C'est à cette époque que Bordiga participe à divers journaux et revues: **La Voce**, journal de la section socialiste de Castellamare di Stabia, **L'Utopia**, **L'Avanguardia**, où il défend la lutte contre la guerre (87).

Bordiga s'affirme encore au Congrès d'Ancône en avril 1914, où il fait une grande impression sur Zibardi, par exemple (88), le jeune Bordiga rappelle Arturo Labriola, dit-il, mais il est «moins brillant et plus rigide dans l'exposé de son discours».

L'oscillation du PSI entre la droite et la gauche a rendu plus difficile l'éclosion d'une fraction de gauche au cours de la guerre mondiale. A Zimmerwald, ce n'était pas la gauche qui était présente à la conférence, mais le «centre» en la personne des députés Modigliani, Serrati, Lazzari. Bordiga à Naples se consacre, en attendant un moment plus propice, à la construction de l'organisation syndicale locale.

C'est seulement en février 1917, qu'à la réunion de Rome se cristallisèrent les oppositions entre tendance de droite et tendance de gauche, la première obtint 17.000 voix contre 14.000 pour la seconde représentée par Bordiga (89). La victoire de Turati, Trèves, Modigliani, alors que se développait déjà la révolution russe, précipita la formation de la «*fraction intransigeante révolutionnaire*» à Florence, Milan, Turin, Naples, Rome et Bari (août 1917). A la formule «*pour la paix et pour l'après-guerre*» de la majorité du parti, la plate-forme de la fraction opposa «*le droit du prolétariat de tous les pays d'instaurer sa propre dictature*» et de «*poursuivre la lutte contre toutes les institutions bourgeoises, non seulement sur le terrain politique, mais aussi par le biais des formes socialistes d'expropriation capitaliste*» (90).

La cristallisation d'une fraction révolutionnaire reflétait une maturation de la conscience révolutionnaire du prolétariat italien. En août 1917, les ouvriers de Turin, affamés et encouragés par l'exemple russe (ils avaient accueilli quelques mois plus tôt triomphalement les représentants des **Soviets**) dressèrent des barricades et s'armèrent avec les fusils que leur laissèrent les soldats. Ils devaient laisser sur le pavé plus de 50 morts.

La tendance maximaliste du parti voulut encore une fois préserver l'unité et éviter le développement d'une fraction plus à gauche (91). Ainsi, le 18 novembre 1917, pour faire pièce aux déclarations «défensistes» et patriotiques des réformistes, il y eut une rencontre à Florence entre les représentants de la Direction, Lazzari et Serrati et les délégués révolutionnaires de Turin, Milan, Florence, Rome, Naples, Bari etc... Parmi ces délégués il y avait Fortichiari, Bordiga, Salvatori et Gramsci. Malgré la montée révolutionnaire et le développement d'un fort courant de gauche, le Congrès de Rome de septembre 1918 ne condamne pas franchement la fraction de droite du parti. La motion de la fraction révolutionnaire de Salvatori fut adoptée en l'absence de Bordiga, qui faisait son service militaire, par 14.015 voix sur 19.027. La motion condamnait l'attitude de l'union sacrée du groupe parlementaire socialiste (92). Cependant, il ne fut même pas fait mention de la déclaration d'Orlando du 23 février, acceptée par Turati, qui avait, après Caporetto, affirmé que «*le Grappa est notre patrie*» puis soutenu le gouvernement le 16 juin pendant la bataille de la Piave (93).

C'est à la suite de ce congrès que la «gauche intransigeante» se décide à franchir une étape supplémentaire, elle se dote d'un organe central: le **Soviet** qui, en décembre 1918, paraît à Naples. Une critique de la Direction est en train de mûrir. Le **Soviet** est d'abord l'organe du PSI de la province de Naples puis en avril 1919 de la Campanie (94).

La fraction révolutionnaire du parti ne regroupe pas tous les éléments de la gauche maximaliste, car dès le 3ème numéro du **Soviet** il y a un article «*contre la participation à la campagne électorale*» (95). Cependant, la situation politique et sociale évolue rapidement en Italie. En juin-juillet des luttes de masse se développent et à la réunion de la Direction et des délégués des fédérations à Bologne, le 13 juillet 1919, il y eut une réunion de tous les maximalistes, antiélectionnistes ou non. Un accord est conclu pour la rédaction d'un nouveau programme du parti et une commission de trois personnes est chargée de sa rédaction. La commission comprend : Serrati, Gennari et Bordiga.

Cet accord ne plaisait pas beaucoup à Bordiga qui hésita pendant un mois entre :

- un accord avec le courant de Serrati,
- un accord avec l'aile gauche des maximalistes électionnistes seulement,

- une affirmation autonome de sa fraction sous la bannière de l'abstention et de la scission (96).

Finalement la fraction se décide pour une existence propre (97), ceci est souligné dans un article de critique des maximalistes et une motion en vue du congrès qui avait pour but de demander la substitution du programme nouveau à celui de 1892, l'adoption du nom de parti communiste, l'expulsion des socio-démocrates du parti et une prise de position antiélectorale.

C'est dans ce but que la fraction abstentionniste se constitue après le XVIème Congrès du PSI à Bologne des 6 et 10 octobre 1919, la fraction se dote d'un Comité central composé d'Amadeo Bordiga, Ludovico Tarsia (98), Rodolfo Fobert, Tommaso Barrocetti, Antonio Pisacane. L'organe de presse devient le **Soviet** de Naples (99). Mais, il ne fut pas question de scission, le seul but était d'éliminer les réformistes du parti ou tout au moins de gagner de larges franges.

C'est pourquoi, au cours du congrès Bordiga avait proposé de retirer de sa motion le terme «abstentionniste», pour mieux s'unir aux autres courants de gauche (100). Sa proposition ne fut pas acceptée et ce fut pour lui un échec, les réformistes ne sont pas expulsés du parti et sa motion obtient uniquement 3.417 voix, contre 48.411 à celle de Serrati et 14.880 pour les réformistes (101). Les autres courants de gauche se sont divisés, Zanetta vote avec Serrati alors que Repossi et Fortichiari ne participent pas au vote (102).

C'est à la suite de ce congrès que la fraction communiste abstentionniste écrit le 10 octobre 1919 à la IIIème Internationale: «*la constitution d'un parti purement communiste ne sera pas possible si l'on ne renonce pas à l'action électorale et parlementaire*» (103).

Dès lors, les événements se précipitent, les premières occupations d'usines à Turin en mars 1920 montrent clairement à Bordiga et à la fraction l'importance et la nécessité d'aller vers la création d'un parti et ceci très rapidement.

L'idée de la fraction est de créer un parti plus large, c'est pourquoi, à la réunion nationale le 8 et 9 mai 1920, sont aussi invités Gennari de la Direction du PSI, Bruno Capitta de la Fédération des jeunes (FIGS), Misiano et Gramsci (104). En juillet, Bordiga participe au 2^e Congrès de l'I.C. invité personnellement par l'exécutif de l'I.C., il se montra des plus intransigeants pour les conditions d'admission à la nouvelle Internationale; il proposa de rajouter 2 autres conditions aux 19 conditions initialement prévues et il insista tout particulièrement pour la 21ème (105). «*Les adhérents au Parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'Internationale Communiste doivent être exclus. Il en est de même des délégués au Congrès extraordinaire.*» (106)

Au cours de la nouvelle réunion de Florence, octobre 1920, il est décidé de consacrer toutes les énergies à la fondation d'un parti communiste et, par ailleurs, il est largement question de susciter une fraction abstentionniste internationale au sein de la IIIème Internationale (107).

Ceci doit être souligné, car Bordiga, tout en étant un des plus fervents partisans de la discipline, est un fougueux adepte de la discussion la plus large possible et a toujours défendu ses idées jusqu'au bout.

A cette époque, le processus de formation du parti est engagé. En octobre se tient à Milan une réunion des divers courants de gauche du PSI réunissant les électionnistes et les abstentionnistes, afin de rédiger un manifeste-programme: celui-ci sera suivi de la signature de Bombacci, Bordiga, Fortichiari, Gramsci, Misiano, Polano, Terracini et Repossi (108).

Cette réunion devant préparer la Conférence nationale d'Imola de la Fraction Communiste du PSI des 28 et 29 novembre 1920. Malgré cette tentative de regroupement, Bordiga et la fraction abstentionniste continuent à polémiquer (109) contre les autres courants communistes : celui de l'**Ordine nuovo** de Gramsci (110) ou des courants plus proches, comme celui de Repossi ou Fortichiari à Milan (111). Cependant, malgré les nouvelles prises de position de l'I.C., et celles de Serrati qui écrivit à Zinoviev le 17 novembre et le 7 décembre pour souligner que personne au PSI

ne désire quitter l'Internationale et que la scission serait «à tout avantage des adversaires» (en français dans le texte), Bordiga trace ses perspectives :

«Notre tâche en tant que fraction est finie... surgit de façon évidente, la solution logique, courageuse et tactique parfaite de la sortie immédiate du parti et du congrès, à peine le vote nous aura-t-il mis en minorité». (112)

Le Congrès de Livourne fut, donc, la suite logique de cet article. En effet, le PSI se réunit à Livourne en janvier 1921 pour le XVIIème congrès et la scission se fit à cette occasion après la pénible gestation que nous venons de retracer, la minorité forme le PCI. La notion communiste «pure» d'Imola obtint 58.083 voix, la motion des communistes «unitaires» de Florence obtint 98.028 voix, la motion «réformiste» de Reggio-Emilia obtint 14.695 voix. (Il y avait 216.337 inscrits et 172.487 mandats au Congrès).

Bordiga appelle alors la minorité à se retirer et à se réunir au théâtre Saint Marc pour fonder le PCI. Le parti se fonde, donc, sur le «matériel» politique et théorique de la fraction abstentionniste et les thèses de Rome du 2ème Congrès confirmeront l'accent mis sur le rôle du parti. Le parti une fois formé dut se heurter à la montée du fascisme. Grâce à sa direction bordiguiste la lutte sera sans compromis avec le fascisme (113). Dans cette période, le parti repousse les assauts fascistes contre ses locaux, ceux des syndicats, etc..., en organisant ses propres milices et ses groupes armés puis en luttant aux côtés des prolétaires dans les quartiers ouvriers.

C'est durant cette période que le PCI va développer sa position originale sur le phénomène fasciste. Pour mieux lutter contre le fascisme il faut lutter aussi contre l'Etat. C'est pourquoi, il faut refuser toute alliance de front unique avec des organisations qui n'accepteront pas une lutte sans compromis contre l'Etat qui est lui-même le meilleur soutien des fascistes. Ainsi, il ne s'agit pas de tomber dans le piège de l'anti-fascisme, il faut lutter contre l'Etat et la démocratie et non contre l'homme de paille qu'est le fascisme pour ne pas se laisser entraîner sur un faux terrain (114). L'histoire devait donner raison à la Gauche et montrer ultérieurement comment les attaques des «chemises noires» étaient souvent appuyées par la police ou l'armée de l'Etat démocratique quand la contre-offensive des ouvriers était victorieuse et dangereuse.

De 1921 au début de 1923 Bordiga est à la tête du PCI, malgré les oppositions avec l'Internationale, il reste un fervent internationaliste et un zélé commis-voyageur de l'I.C. Des 3 au 6 avril 1922 il participe à Berlin à la réunion des 3 Internationales (II, II1/2, III) pour préparer leur possible unification qui n'aura jamais lieu ; puis, en juin 1922, il représente l'Internationale au Ier Congrès de Marseille du PCF (115).

Cependant, si la discipline envers l'I.C. lui fait accepter de retirer l'abstentionnisme de son programme, la gauche italienne s'oppose à l'I.C. sur de nombreux autres points. La contribution originale de la «sinistra italiana» se borne surtout à un aspect qui explique l'ensemble des autres divergences: c'est la question du parti et de la scission la plus nette possible d'avec les opportunistes.

C'est ce débat qui commence au 3ème Congrès de l'I.C. du 22 juin au 12 juillet 1921. Le Congrès est dominé par la question allemande et la question italienne (116). La vague révolutionnaire commence à refluer et la validité de la scission trop à gauche du PCI commence à subir des critiques (117). Pendant la montée de l'assaut révolutionnaire, la scission n'a pas été beaucoup discutée ; avec le reflux, comme toujours dans ces moments, les doutes surgissent. La «gauche italienne» s'oppose à cette méthode empirique qui consiste à changer de position politique avec les événements, elle refuse, donc, tout compromis avec les «indépendants», comme en Allemagne où en décembre 1920 on venait d'assister à la fusion du PCA (KPD) avec

les indépendants dans le VKPD. Pour la «gauche italienne» abandonner les principes était un danger et ce danger n'était pas imaginaire, car faire des compromis ne pouvait qu'aboutir à faire pénétrer au sein du Komintern un certain «éclectisme». Les compromis permirent l'adoption des thèses sur le «front unique» votées par l'exécutif de l'I.C., et ceci six mois seulement après le IIème Congrès de l'I.C., c'est à dire le 28 décembre 1921. Ainsi, lors du IIème Congrès, il ne s'agissait que de fusionner avec des éléments confus et maintenant, il faut aller plus loin et faire un compromis, un front unique avec toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière. D'abandon en abandon on se retrouve vite déboussolé et sans principes.

Sur ce point la gauche ne transigera pas, elle conçoit le «front unique» de tous les prolétaires «à la base» et dans les usines, ceci devait déboucher sur un assaut révolutionnaire mais il ne s'agira jamais de se mélanger avec d'autres organisations *politiques* (souligné par nous) qui poursuivent chacune des buts différents.

C'est ainsi que la gauche acceptera un «*front unique syndical*» mais n'acceptera jamais un «front unique politique» avec d'autres organisations politiques (118).

«*Nous pouvons prévoir que si on continue dans cette voie des oscillations tactiques illimitées et des alliances contingentes avec des partis politiques opposés, on détruira peu à peu le résultat de sanglantes expériences de la lutte de classe.*» (119)

C'est avec cette optique que le PCI participe le 31 juillet 1921 à la formation de «l'alliance du travail» entre cinq organisations syndicales. La mise en pratique du front unique syndical est, donc, facilement réalisée.

Et le 28 octobre 1922 Mussolini accomplit sa fameuse Marche sur Rome... en wagon-lit, à l'appel du Roi. C'est à cette occasion que la gauche italienne met, encore une fois, en pratique ses positions contre le front unique à propos de la lutte contre le fascisme, en montrant que Mussolini est bien l'expression de la bourgeoisie.

Au IVème Congrès de l'I.C. Bordiga s'oppose aux directives de l'Internationale sur le front unique qui viennent de dégénérer en «*gouvernement ouvrier*» (120). En Allemagne le PCA est le premier dès 1922 à appliquer la tactique du front unique sur le terrain parlementaire en appuyant les gouvernements sociaux-démocrates de Saxe et de Thuringe et à lancer le mot d'ordre du «*gouvernement ouvrier*». Il en résulta, en automne 1923, le gouvernement ouvrier de Thuringe (13 octobre). Au IVème Congrès, Bordiga fait un rapport sur le fascisme :

«*La genèse du fascisme doit, selon nous, être attribuée à 3 facteurs, l'Etat, la grande bourgeoisie et les classes moyennes. Le fascisme incarne la lutte contre-révolutionnaire de tous les éléments bourgeois unis.*» (121)

Il n'est donc pas question de s'unir aux libéraux et aux démocrates qui luttent contre le fascisme, mais il faut lutter contre tous les ennemis à la fois, c'est la tactique que le PCI adopta de 1921 à 1922 non sans succès.

Bordiga est arrêté en 1923, dès lors, la direction du PCI change entièrement de tactique et la gauche perd peu à peu la direction du parti. Dès ce moment, Bordiga va soulever des questions et va avoir des doutes sur la capacité de l'I.C. à lutter contre «l'opportunisme». En prison, il rédige un manifeste «**à tous les camarades du PCI**» qui devait faire rupture avec l'I.C. Il ne devait être diffusé que si l'ensemble de la Direction approuvait le texte. Comme l'exécutif du PCI ne le suit pas, Bordiga ne parlera plus jamais de ce manifeste (122).

Le 26 octobre, Bordiga est acquitté, mais il refuse de reprendre sa place au Comité exécutif et en 1924, il refuse d'être nommé vice-président de l'I.C. Il décline, à partir de cette époque, tout rôle officiel dans le parti et dans l'I.C. A sa suite la gauche aura la même attitude. Dans le manifeste, Bordiga indique:

«*Au cas où d'un tel débat, ne résulterait pas une approbation substantielle... - tout en restant exactement à notre poste dans les rangs des forces communistes guidées selon le vouloir de la majorité de l'Internationale*», qu'il ne prendrait pas «*part aux organes de direction du parti...*» (123)

On peut dater la période où Bordiga prend du champ par rapport à l'I.C., du milieu de l'année 1923. Par discipline, il va s'incliner mais il va reprendre une nouvelle lutte fractionnelle, en créant en 1924 la revue **Prometeo**. Au cours de l'année 1924 la polémique avec la nouvelle direction du PCI s'amplifie. La perspective du nouveau groupe dirigeant du PCI est tracée par Gramsci dans sa lettre à Scoccimaro (124).

En mai, se tient la conférence clandestine de Côme pour préparer le Vème Congrès de

Moscou. La «*Sinistra*» montre encore une fois sa force, 35 secrétaires de fédération sur 44 et 4 secrétaires interrégionaux sur 5 approuvèrent les thèses présentées par Bordiga, Grieco, Fortichiari, Repossi (125). Puis Bordiga part pour Moscou, pour le Congrès qui se tint en juin 1924, il critique durement la «*bolchevisation*». L'I.C. pense régler les errements opportunistes des partis en obligeant ces derniers à s'organiser dans les usines sur la base de cellules d'entreprises:

«*Organiser le parti sur la base de cellules d'entreprises, n'atteint pas son objectif, qui était d'éliminer les défauts maintenant constatés dans les sections de l'Internationale*» (126).

En effet Bordiga pense que la création de cellules supprimera la liberté de discussion dans le parti. Il faut conserver les sections, l'assemblée générale de tous les militants pour que les discussions soient les plus ouvertes possibles au sein du parti.

Comment lutter contre l'opportunisme? Pour Bordiga, c'est uniquement les principes qui peuvent éviter la dégénérescence. Il critique aussi le mot d'ordre de «*gouvernement ouvrier*», le projet de fusion entre l'Internationale syndicale rouge (ISR) et l'Internationale d'Amsterdam, et il fait un rapport sur le fascisme (127).

En 1925 la bolchevisation se fait sentir dans tous les partis. Pour lutter contre ses méfaits, en Italie, un Comité d'Entente est formé en avril 1925 pour préparer le IIIème Congrès du parti. En effet, la gauche est exclue de tous les organes dirigeants à cause de la «*bolchevisation*» du parti ; il n'y a pas d'autres moyens pour se faire entendre : la gauche réplique en créant le Comité d'entente. Ses fondateurs en sont Onorato Damen, Bruno Fortichiari, Luigi Repossi, Ugo Girone et Ottorino Perrone (128). Bordiga n'en est pas l'initiateur, il ne fera que s'y rallier plus tard, et il dira même que son but a été d'éviter une scission trop brutale et irresponsable dans le Parti (129).

Le PCI réagit très vite contre la constitution de ce comité ; Ugo Girone est exclu du parti en juin (130) par la direction bolchévisée. En juillet le comité doit se dissoudre sous peine d'exclusion à la suite d'une décision du Présidium de l'I.C. (131).

Après les mesures disciplinaires, la défaite survient rapidement. La gauche est définitivement battue au Congrès de Lyon du PCI (20 au 26 janvier 1926) du fait des mesures administratives prises à son encontre (132), la «*bolchevisation*» porte ses fruits pour faire triompher les thèses de Gramsci et de Togliatti (133). Bordiga est tout de même élu, contre son gré, dans la délégation du PCI pour l'Internationale. C'est à ce titre qu'il intervient, pour la dernière fois dans les organes dirigeants de l'I.C., au VIème Exécutif élargi en février-mars 1926. L'affrontement entre Bordiga et Staline fit beaucoup d'impression sur tous les participants à cet exécutif. A cette occasion la gauche italienne put faire des déclarations sur tous les sujets à l'ordre du jour et ainsi expliquer sa politique (134).

Qu'allait-il se passer ? Tous les membres de la Direction du parti et de l'Internationale craignaient que Bordiga ne se mette à la tête d'une opposition internationale. De retour en Italie, Bordiga se retire à Naples, acceptant la discipline «jusqu'au bout» comme il l'écrira dans sa lettre à Korsch (135). La «Sinistra italiana» est pourtant bien vigoureuse en Italie et dans l'émigration. La nouvelle direction du PCI a peur d'une rupture des bordiguistes.

Gramsci craint que le parti ne se divise, il veut en conserver l'unité. C'est pourquoi, la centrale commence à se poser le problème de la publication de la déclaration de la gauche au Congrès de Lyon. Cette discussion entraîne la division de la Centrale à égalité (136), beaucoup de membres du parti désiraient l'exclusion de la «gauche» du parti. Cette crainte et ces indécisions aboutirent à la proposition faite à Bordiga de venir travailler à Moscou au sein de l'Exécutif de l'Internationale pour l'éloigner de l'Italie. La Centrale du PCI accepta la proposition de Togliatti dans sa réunion du 20 et 21 avril 1926 (137). Piatniski et Manuilski de l'Exécutif furent contre car la présence de Bordiga à Moscou risquait d'accroître son autorité au sein du Parti (138). Togliatti révisé son jugement et demande alors à la Centrale du PCI de ne pas insister à moins que l'éloignement de Bordiga soit rendu nécessaire à cause de l'aggravation de la situation dans le parti.

A nouveau il y a une discussion dans la Centrale et Gramsci et le Bureau politique s'opposent à ce sujet à l'Internationale (139). Gramsci était contre ce genre de mesure administrative pour résoudre les difficultés. Scoccimarro rapporte le jugement de Gramsci ainsi :

«Il faudra engager sur le plan international une discussion contre le bordiguisme», car «ce n'est pas par ces moyens qu'on pourra liquider l'extrémisme.» (140)

L'attitude de Bordiga reste encore assez mystérieuse, il est partagé entre la scission et la discipline. De 1924 à 1926 il semble que Bordiga veuille créer un courant international mais qu'il ne se dirige pas jusqu'à une opposition organisée. Cette façon d'agir ressemble à celle de Trotsky qui a beaucoup de mal pour se lancer dans un travail fractionnel au niveau international.

Les 16 et 17 mars se tint à Berlin une conférence du parti allemand pour examiner les résultats du VIème Exécutif élargi, à cette conférence Korsch fit une attaque en règle contre l'I.C. et la Russie et il indique clairement que Bordiga était le chef d'un courant international (141). A cette époque, Bordiga se trouve à Berlin où il resta une dizaine de jours, mais malheureusement il n'est pas possible de savoir si des contacts ont véritablement eu lieu. Nous pouvons verser au dossier la déclaration de Togliatti qui déclare au Présidium de juin *«la résistance ouverte des extrêmes gauchistes s'est accentuée après le retour de Bordiga du C.E. élargi»* (142).

Aujourd'hui, il est certain que Bordiga ne fut pas l'âme de ce travail fractionnel, le véritable maître d'oeuvre en fut Perrone, comme nous le verrons. Bordiga se contente de faire le gros dos face aux attaques de l'I.C. qu'il considère comme des provocations afin de pouvoir exclure ultérieurement sa fraction. *«Les batteries de la discipline ont tiré dans la ouate jusqu'à ce jour»* (143).

En fait en Italie, le bureau politique essaye de forcer Bordiga à sortir de sa réserve, de le provoquer (144). Mais, il ne marchera pas et la tactique qui consiste à le provoquer ne réussit pas. Cependant, il n'abandonne pas tout le travail,

«Je crois utile de donner dans les divers pays des manifestations et des déclarations idéologiques et politiquement pareilles... sans pour autant qu'on aille jusqu'à l'extrême du «complot» fractionniste» (145).

Bordiga croit que des événements importants vont permettre de rompre sur des faits clairs et non sur des mesures bureaucratiques, qui éviteraient toute clarification politique de la part de l'I.C.

«Malgré cela, je crois qu'on peut encore attendre. De nouveaux événements extérieurs arriveront» (146).

Fin 1926, Bordiga est arrêté et condamné à 3 ans de relégation à Ustica puis à Ponga, il arrêtera toute activité politique organisée jusqu'à la fin de la guerre. Cependant il est exclu du PCI en 1930, à la suite du rapport Berti (147) car il s'était prononcé, en prison, contre la campagne antitrotskyiste avec 38 autres détenus, 102 suivirent le parti (148).

C'est donc à l'étranger que la «gauche italienne» continuera son travail politique et sans son chef. Il semble que la «gauche italienne» ait pu communiquer avec Bordiga en 1928 et qu'il ait approuvé le travail qu'elle accomplissait. Nous avons trouvé trace de cela dans une lettre d'Ambrogi à Mario de Leone (149) dans les archives Perrone mais cela mériterait d'être plus amplement vérifié. Bordiga recommencera à militer après la guerre en 1945 dans le *Parti communiste internationaliste* où il restera jusqu'en 1952; à compter de 1952 et jusqu'à sa mort il milite dans le *Parti communiste international* (150) qu'il a créé après la scission d'avec le précédent.

Document 1

Dans l'Internationale Communiste

La «bolchevisation» du Parti communiste italien

On ne s'est pas pressé de «bolcheviser» le parti communiste italien. La tâche n'était pas commode: il fallait éliminer l'influence de Bordiga. Or, Bordiga étant en désaccord avec la politique suivie par l'I.C., avait renoncé volontairement à la direction du Parti. Il demeurait à Naples, simple membre de sa section. Pourtant son influence demeurait et chaque consultation du Parti montrait que cette influence était intacte. Bordiga et ses amis constituaient vraiment une gauche et l'immense majorité du Parti était groupée autour d'eux. Telle était la situation qu'il fallait d'abord détruire pour que la «bolchevisation» pût passer.

Les moyens qu'on a employés pour atteindre ce but, nous les connaissons bien: ce sont ceux qu'on a employés ici. L'Internationale forme une direction d'hommes serviles qui constitue une véritable fraction au sein du Parti et, appuyée sur cette fraction, elle met les ouvriers en demeure de

se prononcer pour cette direction; sinon, ils sont contre l'Internationale.

Pour se défendre contre l'action malfaisante et malhonnête de cette fraction, les amis de

Bordiga avaient constitué un Comité d'entente. L'I.C. déclara aussitôt: Ou le Comité sera dissous sans délai, ou tous ses membres seront expulsés du Parti. Il est vrai qu'en même temps, elle donne l'assurance qu'une pleine liberté de discussion précédera le Congrès. Mais il faut voir ce que devient cette promesse à l'application. Le journal du Parti, L'Unità publie la déclaration du Comité d'entente. Seulement il y met un titre: «Un document indigne de communistes»; il l'encadre d'articles et de lettres de représentants de la fraction dirigeante et il met le tout sous cette manchette: «Les membres du Comité d'entente contre l'Internationale.»

C'est la «bolchevisation» telle que nous l'avons déjà vue et cela donne la nausée.

Nous reproduisons ci-dessous la déclaration du Comité d'entente. Les

camarades qui l'ont rédigée ne sont pas et n'ont jamais été syndicalistes; ils ont été, à l'occasion, en désaccord avec nous; ils sont de sincères communistes qui ont la confiance de la masse de leur Parti. Et ils sont amenés à critiquer les nouvelles méthodes de l'I.C. comme nous l'avons fait nous-mêmes.

L'artisan de ce chambardement de la section italienne de l'I.C. a été Humbert Droz, le même que les «bolchevisés» de France et d'Allemagne dénoncent comme un droitier et à qui ils dénie le droit de parler au nom de l'Internationale! La bolchevisation à la Zinoviev continue. L'incohérence et la malfaisance aussi. - A. R.

La déclaration du Comité d'entente

Intervenant dans la situation créée dans notre Parti, le Présidium de l'Internationale communiste voyant dans le Comité d'entente l'embryon d'une fraction au sein du Parti, nous a intimé l'ordre de le dissoudre sous peine d'exclusion.

Le Présidium annonce en même temps qu'il y aura dans le Parti, pleine liberté de discussion avant le Congrès. Mais il ne dit rien des accusations formelles de fractionnisme et de sectarisme portées par nous contre la Centrale du Parti italien, ni d'aucune mesure destinée à éliminer les causes véritables de la crise du Parti.

On ne sera donc pas surpris si nous sommes dans l'obligation de constater avec peine que nous nous trouvons devant une nouvelle application typique des méthodes de direction de l'Internationale que nous avons combattues et que nous combattons. La disposition à soutenir dans les Congrès et dans les discussions, le point de vue des camarades qui font partie des organes dirigeants internationaux suffit à absoudre chaque erreur et chaque faute commises dans la lutte contre l'adversaire bourgeois, et transforme chaque insuffisance, même la plus scandaleuse, en un brevet de pur bolchevisme révolutionnaire et de léninisme. Les méthodes de la Centrale, qui mènent à la désagrégation du Parti, sont couvertes par les dirigeants de l'Internationale

parce que nous sommes en opposition sur divers points de leur politique.

Les remèdes qu'exigerait la situation difficile du Parti et la tension intérieure qui résulte de la campagne déloyale menée par la Centrale contre le Comité d'entente, se réduisent au formalisme mécanique d'une discipline qui ne convainc pas et ne se fait pas respecter.

Le grave problème des tendances et fractions dans le Parti qui se pose historiquement, à la fois comme une conséquence de la tactique politique suivie et comme une réprobation de cette tactique, comme un symptôme de ses insuffisances qu'il faudrait étudier avec la plus grande attention, on prétend le résoudre par des ordres et par des menaces, en soumettant quelques camarades à de rudes pressions disciplinaires, laissant croire ainsi que de leur conduite personnelle dépend l'entier développement favorable du Parti.

Selon cette méthode, antimarxiste en sa substance, stérile dans ses résultats, nous pourrions, imitant en cela tant d'éléments infidèles et opportunistes qui manoeuvrent en marge de notre glorieuse Internationale, commencer à négocier et à marchander avec le Centre dirigeant, à poser des conditions, faire à notre tour des menaces, arriver à un compromis et à une transaction semblables à ceux qui sont le produit de la méprisable tactique parlementaire bourgeoise. Avec de tels compromis plus ou moins laborieux et pénibles, entre personnages et «hommes politiques» plus ou moins influents, on peut, pour un temps, dissimuler les graves problèmes de la vie de l'Internationale et de son action, qui, inévitablement, se représentent par la suite, plus difficiles et plus graves. Nous pourrions, à notre tour, faire peser la menace d'une scission et de la formation d'un nouveau parti en cas d'exclusion, et sur la balance de la «politique» soi-disant communiste seraient éprouvées nos possibilités d'avoir d'autant plus satisfaction que nous nous montrerions en mesure de faire plus de mal au Parti et à l'Internationale.

Mais nous n'agissons pas ainsi. Notre conception de la discipline est toute différente.

De même que nous n'avons pas hésité à renoncer à la direction du Parti, nous ne nous laisserons pas pousser par les provocations répétées de la Centrale à la misérable riposte de fabriquer un parti dissident à l'usage d'un groupe de dirigeants. Devant une contrainte matérielle, nous nous souviendrons que nous tenons avant tout à notre poste de membres du Parti communiste et de l'Internationale que nous conserverons avec une volonté de fer, sans renoncer jamais à nous opposer, par une critique infatigable, à ces méthodes que nous considérons néfastes à l'intérêt et à l'avenir de notre cause.

Accusés de fractionnisme et de scissionnisme devant l'éventualité d'une rupture du Parti, nous sacrifierons à l'unité nos opinions, selon un ordre que nous considérons injuste et dommageable au Parti. Nous montrerons ainsi comment nous, de la gauche italienne, sommes peut-être les seuls pour qui la discipline est une chose sérieuse et non commerciale.

Nous réaffirmons toutes les précédentes manifestations de notre pensée et tous nos actes. Nous nions que la Comité d'entente ait été une manoeuvre visant à la scission du Parti et à la constitution d'une fraction dans son sein, et nous protestons à nouveau contre la campagne menée sur cette base sans que nous ayons eu le droit de dénoncer cette duperie scandaleuse du Parti. Toutefois, puisque le Présidium croit que l'ordre de dissolution du Comité d'entente sera un pas qui éloignera le fractionnisme, nous obéirons; mais en même temps nous devons laisser au Présidium la responsabilité des développements que prendra la situation intérieure du Parti et des manifestations que fera surgir la manière dont la Centrale a administré la vie intérieure du Parti, manifestations que le Comité d'entente a canalisées et disciplinées en une voie utile au Parti et à son avenir. Nous croyons que la suppression prônée du Comité d'entente ne fera que fomenter dans le Parti le fractionnisme que nous n'avons pas voulu et qui pourra prendre, malgré nous, sa revanche.

Il est vrai que nous avons reçu l'assurance que toutes les sanctions disciplinaires prises contre les camarades adhérant au Comité

d'entente, parmi lesquelles l'expulsion du camarade Girone et toute une série de destitutions de charges, seront annulées et que la liberté de discussion pour le Congrès sera absolue. Mais liberté de discussion signifie égalité de droits et de moyens et nous n'aurons de garantie sérieuse que si les propositions faites par nous, en leur temps, à la Centrale, et dont on ne parle plus, sont acceptées.

Il ne devrait pas être permis de tenir les Congrès fédéraux avant un débat dans la presse et la publication des thèses et motions des diverses tendances, d'envoyer aux Congrès des représentants du courant lié à la Centrale pour répéter, sur le compte de la gauche, tout ce qui a été déjà imprimé, sans qu'un camarade, également au courant des éléments du débat, puisse riposter. Il ne serait pas non plus admissible de présenter dans le journal du Parti, c'est-à-dire de tous les camarades, certains articles et déclarations avec des notes et commentaires plus ou moins tendancieux et une mise en scène journalistique, tandis que nous ne pourrions, ni ne voudrions faire de même avec les articles des autres courants. Mais nous ne pouvons transiger sur la défense de ces garanties et nous devons renoncer à l'assurer au moyen de notre travail de contrôle, seul but du Comité d'entente. Les camarades jugeront si ces demandes étaient ou non opportunes et défendront comme ils pourront le Parti contre l'emploi des méthodes que nous avons dû qualifier de «giolittisme», tendant à fausser les résultats de la consultation présente.

Après cette dernière manifestation, le Comité d'entente est dissous. Nous renonçons à tout travail de diffusion de nos textes parmi les membres du Parti et à toutes réunions en dehors de celles convoquées par les organismes du Parti. Bien entendu, cela ne veut pas dire renoncer au droit banal du groupe de camarades qui peuvent se considérer comme les représentants de la gauche, à se concerter pour le travail purement théorique de la discussion et la préparation des thèses, travail dont les résultats sont destinés à paraître exclusivement dans la presse du Parti.

Malgré la virulence où en est arrivée la Centrale, nous nous efforcerons de porter le débat à la hauteur des tâches du Parti et de donner aux camarades la notion complète et juste de l'orientation de la gauche sur les diverses questions, évitant tout ce qui peut être d'ordre personnel ou commérage. Nous souhaitons de ne pas devoir continuer indéfiniment à rectifier les assertions inexactes répandues sur notre compte et réduire le débat sur la politique de la Centrale dans la situation italienne à la chronique peu édifiante de son activité intérieure; mais si nous y sommes contraints nous espérons que cessera le boycottage des lettres de rectification et de protestation que nous avons du renoncer à communiquer aux camarades par une autre voie que celle de la presse du Parti. L'abus ultérieur de tels procédés aboutirait fatalement à des conséquences dont nous avons déjà nettement décliné la responsabilité.

Les camarades nous jugeront. Pour nous, il ne nous importe pas de recueillir une adhésion ou une sympathie superficielle et d'accumuler les voix pour le Congrès; nous voudrions porter le débat et la conscience du Parti au delà des attitudes superficielles et mesquines

sur lesquelles on spéculé quand on veut s'épargner l'ennui d'étudier les questions et de critiquer. Si on veut continuer à organiser la duperie démagogique et à industrialiser le confusionnisme et le trouble, on le peut, mais qu'on ne croie pas construire ainsi rien de durable; le malaise dont souffre le Parti subsistera et on ne sauvera pas la position des groupes et des sous-groupes artisans d'une méthode aussi politicienne, mise en scène vulgaire destinée à tomber rapidement, mettant à nu les périls de l'opportunisme et de la dégénérescence du Parti. Contre ceux-ci nous mènerons toujours une lutte impitoyable, sûrs que l'immense majorité des communistes italiens se lèvera comme un seul homme quand la menace et le danger apparaîtront comme des réalités, balayant le misérable jeu des brouillons et des confusionniste, non pour diviser le Parti, mais pour le conduire intact et compact, sur la voie qui lui est assignée.

Juillet 1925.

Signé: A. Bordiga, B. Fortichiari, O. Damen, F. Grossi, U. Girone, Rag La Camera, M. Lanfranchi, M. Manfredi, O. Perrone, L. Repossi, C. Venegoni.

La Révolution Proletarienne, n° 8, août 1929, p. 21.

A travers ce document nous constatons d'une part les répercussions des débats italiens en France, d'autre part l'importance de la «gauche» et sa volonté de poursuivre la lutte.

Appendice :

Relations entre la Gauche italienne et les autres Gauches.

La Ière guerre mondiale a désorganisé le courant socialiste. Les années 1914-1917 ont connu une intense période de remise en cause des vieilles certitudes et, par conséquent, elles furent une époque de réflexion très fructueuse. Puis, la révolution russe a fait lever des espérances. C'est dans ce contexte que la formation de la gauche communiste italienne s'effectue, elle va acquérir ses spécificités au contact des autres courants révolutionnaires.

L'existence d'autres gauches dans l'Internationale est un sujet d'âpres discussions au cours des années 20. La gauche italienne se considérant comme une partie de l'Internationale prit connaissance des thèses défendues par les «gauches», notamment le KAPD.

Il Soviet a publié les textes fondamentaux du courant de la «*Gauche allemande*» et ceci bien avant la formation du P.C. d'Italie. Une certaine convergence se manifeste même théoriquement et politiquement entre les deux «Gauches». Car, la «gauche italienne», il faut le souligner bien

nettement, malgré les dires de Bordiga lui-même (151) est abstentionniste théoriquement et tactiquement (152). Lénine ne s'y trompe pas en écrivant son livre contre l'«extrémisme» qui est considéré comme une «maladie infantile» (153). Sur deux points, il y a une identité de vue entre les deux courants:

- sur la question de l'abstentionnisme avec le refus du parlementarisme,
- dans le refus de la fusion avec les «indépendants» en Allemagne et les «maximalistes» en Italie : les «deux Gauches» n'entendaient pas se fondre avec des courants opportunistes.

En 1919-1920, Bordiga et la gauche italienne font une différence entre le «bureau d'Amsterdam» et la «Gauche allemande». Le sous-bureau d'Amsterdam pour l'Europe occidentale et l'Amérique est créé début 1920. Le 3 février a lieu à Amsterdam la 1ère conférence avec les délégués d'Angleterre, d'Amérique, d'Allemagne, de Hollande et de Belgique. La «Gauche italienne» en fait le compte rendu dans ***Il Soviet*** (154) et publie «*les thèses sur le parlementarisme*» qui sont très proches de celles défendues par elle-même (155).

Le 23 mai 1920, nouvel article dans ***Il Soviet***, dans lequel il est dit:

«En ce qui concerne ensuite le désaveu du Bureau d'Amsterdam confié à des camarades de valeur et dont l'activité a souvent retenu notre attention, nous ne pouvons pas nous hasarder ici à donner un jugement...»

Mais nous ne voudrions pas qu'Amsterdam fût désavoué pour son attitude correcte, combative et intransigeante contre les opportunistes, les indépendants...»

L'attitude de Bordiga est guidée par le fait que «*le camarade Pannekoek est connu depuis longtemps, qu'il est à la tête d'un excellent parti communiste connu dès avant la guerre et qu'il s'est maintenu sur le terrain internationaliste pendant la guerre*» (156).

A Bologne en 1919, Bordiga rencontre Sylvia Pankhurst de la Fédération des ouvriers communistes d'Angleterre, son groupe édite le ***Workers'Dreadnought***. Ici aussi nous avons une tradition qui est connue depuis plus longtemps. Il n'en est pas de même avec la «Gauche allemande» qui vient de se développer, qui n'a pas encore de tradition et envers laquelle il faut, donc, être prudent.

Bordiga vit dans l'abstentionnisme du KAPD une déviation qui pouvait aboutir à des tendances syndicalistes et anarchistes, identiques à celles de la CNT espagnole ou des IWW américains (157).

«Nous partageons l'opinion des meilleurs camarades marxistes de la majorité du KPD qui jugent qu'il s'agissait d'une tendance petite-bourgeoise hybride, comme toutes les tendances syndicalistes, dont l'apparition a résulté de la chute de l'énergie révolutionnaire du prolétariat allemand après la semaine rouge de Berlin et les journées de Munich. Il en résulte un abstentionnisme électoral de type syndicaliste, c'est-à-dire niant l'utilité de l'action politique du prolétariat et de la lutte du parti, que par partialité et habitude, on confond avec les activités électorales.»

(***Il Soviet***, No II, 11 avril 1920, «*Le parti communiste allemand*»).

C'est pourquoi, en luttant contre L'***Ordine nuovo*** de Turin, qui avait des tendances usinistes et préconisait la formation de conseils en donnant une place secondaire au parti, Bordiga a souvent assimilé le KAPD au groupe de Gramsci (158). La Gauche allemande donnait une place très importante aux conseils d'usine (Betriebsräte) et aux Unions (AAUD), et donnait une place importante aux questions économiques. Par ailleurs, elle combattait les syndicats et les dénonçait comme contre-révolutionnaires. Elle allait jusqu'au bout de la logique de Gramsci, en donnant une partie du rôle des syndicats aux seuls conseils. Mais, «la gauche allemande» était très hétérogène, elle était traversée de multiples traditions. C'est ce qui explique les différences d'appréciations dans les nombreux articles de la gauche italienne sur ce sujet.

Or, si on analyse les positions du seul KAPD, une place est faite au parti centralisé:

«Le prolétariat a besoin d'un parti-noyau ultra formé... Chaque communiste doit être individuellement un communiste irrécusable - que cela soit notre but - et il doit pouvoir être un dirigeant sur place... Ce qui le contraint à agir ce sont les décisions que les communistes ont prises. Et là règne la plus stricte discipline.»

(Intervention de Jan Appel ou Hempel au III^{ème} Congrès de l'I.C., **Protokol des dritten Kongresses der KI**, S. 496)

Cependant, il existait, tout de même une différence importante entre les deux «gauches», l'une donnait une plus grande importance au parti, l'autre donnait un rôle fondamental aux conseils et pour cela les masses prolétariennes devaient apprendre à se diriger elles-mêmes en se libérant des «chefs». Au parti centralisé et très discipliné que préconisait Bordiga, le KAPD, voulait opposer un parti de type nouveau, qui:

«N'est pas un parti de chefs. Son travail principal consistera à soutenir dans la mesure de ses forces le prolétariat allemand sur le chemin qui le mène à se libérer de toute domination de chefs.» (159) (Appel du Congrès de fondation du KAPD , 4-5 avril 1920, dans D. Authier, **La gauche allemande**, Brignoles, 1973, cf. p. 18).

C'est, en grande partie, la raison pour laquelle Bordiga se montra hostile à un tel type d'organisation qui s'était fondé après la scission de Heidelberg en 1919. Il écrit dans son journal, **II Soviet**:

«Le parti politique, dit l'opposition, n'a pas d'importance prépondérante dans la lutte révolutionnaire. Celle-ci doit se développer sur le terrain économique sans direction centralisée... (cette tendance) refuse toute importance à l'action politique et de parti en générale c'est à dire (nie le) parti politique comme instrument central de la lutte révolutionnaire et de la dictature du prolétariat.» (160)

Voilà bien le coeur du débat et ce que ne pouvait pas admettre la gauche italienne. Il y eut une incompréhension profonde de l'origine des positions du KAPD qui aboutit à un amalgame avec le syndicalisme des IWW.

Cependant, Bordiga évolue, il montre sa grande capacité dans le jugement d'une situation. Dans sa lettre de Berlin du 28 juin 1920 il revient sur sa position et semble abonder, dans un certain sens, dans la direction du KAPD (161). Il souligne qu'il ne faut pas confondre le «national-bolchevisme» de Wolffheim et Laufenberg avec le KAPD (162) et que la Direction de ce parti lui avait indiqué qu'ils seraient bien vite écarté (163). Enfin, Bordiga poursuit ainsi:

«La centrale du parti (KPD) était à la fois pour l'entrée dans les syndicats et pour la participation aux élections. La conférence convoquée en juillet à Heidelberg approuva le programme de la centrale. L'opposition contesta à nouveau la régularité de la conférence et demanda qu'on en convoque une autre, après une ample discussion préalable des deux questions dans les organisations du parti.

La centrale, au contraire, fixa la date du second congrès en octobre 1919 selon un critère étrange: les représentants qui n'auraient pas, sur les deux questions du parlementarisme et des syndicats, un mandat conforme à ses directives, en seraient exclus.

Ne vinrent donc au congrès que ceux qui étaient du même avis que la centrale, en particulier de nombreux fonctionnaires du parti, et l'opposition fut déclarée exclue de l'organisation. Les camarades du KAPD m'ont affirmé, avec juste raison, qu'ils n'avaient pas l'intention de constituer un nouveau parti, mais qu'ils furent exclus par un procédé incroyable, alors que si le congrès avait été régulièrement convoqué, ils y auraient eu la majorité. En avril 1920, voyant que toute tentative pour obtenir satisfaction était inutile, ils tinrent le congrès constitutif du KAPD».

Enfin, Bordiga indique que le KAPD possède un caractère prolétarien indéniable et reconnaît sa combativité face à la passivité du KPD lors du putsch de Kapp:

«... la nouvelle organisation est en grande partie plus combative et révolutionnaire et elle développe une plus large activité dans les masses; ses partisans sont les ouvriers qui ne tolèrent

ni le manque d'intransigeance dont le vieux parti fait périodiquement preuve, ni sa conversion au parlementarisme, laquelle le rapproche des Indépendants qui profitent de sa tactique pour mieux se faire valoir aux yeux du prolétariat et de l'Internationale.» (164)

Bordiga pensait que la crise pourrait être résolue par l'IC dans le sens d'une réintégration dans le KPD. A cette époque, il pensait que le danger principal venait des centristes comme en Italie avec Serrati. Il n'était pas d'accord avec la position défendue par l'Internationale qui en Allemagne et en Italie poussait à l'intégration des indépendants ou des «terzini», c'est-à-dire les socialistes italiens partisans de la nouvelle internationale (Komintern). Bordiga dut accepter de discuter avec les «terzini» qui ne voulurent pas au dernier instant se fondre dans le PC d'Italie. Cependant, il n'en fut pas de même en Allemagne où le KPD dut fusionner avec l'USPD pour créer le VKPD. Ce qui fut plus lourd de conséquence, ce fut l'exclusion définitive du KAPD de l'Internationale après le 3ème congrès de l'IC en 1921, après avoir assisté au congrès comme parti sympathisant.

Après le IIème Congrès de IC, la «gauche italienne» avait déjà du abandonner sa position antiparlementaire pour être soutenue par l'Internationale et par discipline pour se rattacher plus solidement au parti mondial de la révolution (165).

Dès lors, il se mit à modifier sa thèse en développant l'idée que la participation aux élections n'était pas un principe, mais une tactique. Tout en restant abstentionniste, il pense que le problème de l'heure est le développement de l'IC (166).

En 1921, le nouveau parti présente ses candidats aux élections:

«Pour des raisons bien claires de discipline tactique internationale, le PC doit participer et participera aux élections. Abstentionnistes, nous devons aussi donner l'exemple de la discipline sans chicaner, sans tergiverser. Le parti communiste n'a donc aucune raison de discuter pour savoir s'il doit participer aux élections. Il doit y participer.

En tant que marxiste, je suis d'abord centraliste, et ensuite seulement abstentionniste.» (167)

En 1924, il évolue encore et devient un chaud partisan des élections:

«Tout bon communiste n'a qu'un devoir: c'est de combattre... la tendance à l'abstention de nombreux prolétaires, conclusion erronée de leur hostilité au fascisme. En agissant ainsi nous ferons une excellente propagande et nous contribuerons à former une conscience résolument révolutionnaire qui nous servira quand viendra le moment, ... de boycotter pour l'abattre la baraque du parlement bourgeois.» (168)

Malgré tout, Bordiga refusera toujours de se présenter lui-même aux élections:

«Je ne serai jamais député et plus vite vous ferez vos projets sans moi et moins vous perdrez de temps et de peine.» (169)

Après avoir abandonné un certain nombre de ses positions initiales pour éviter toute accusation de « gauchisme », il adapta ses positions jusqu'en 1921 date de fondation du parti. Cependant, le parti une fois formé, la gauche italienne n'est pas allée au delà des thèses du IIème Congrès de l'IC et se refusa à adopter le « front unique », tout au moins entre états majors de partis, et la bolchevisation, par exemple. C'est à la fin de 1923 que commence la « bolchevisation » des partis communistes. Cependant il faut attendre le Vème Congrès, en juin 1924, pour que la politique de « bolchevisation » des différents partis communistes soit commencée de façon efficace.

Pour Bordiga la principale mesure à combattre est le mot d'ordre d'«*organisation du parti sur la base des cellules d'usines*», car elle ne sert pas à «*éliminer les défauts d'opportunisme dans les sections de l'Internationale*» (170). Bordiga pense que «*c'est une erreur théorique d'affirmer que le parti à base territoriale est un parti social-démocrate, tandis que la parti fondé sur les cellules est un vrai parti communiste.*»(171)

Les sections permettent la discussion politique et l'unification du parti. Les cellules bloquent la discussion théorique et politique et créent l'apparition d'un appareil et des fonctionnaires. Car «*l'organisation territoriale du parti ne signifie pas renoncer à avoir des organes du parti dans les entreprises.*»

Un autre aspect de la bolchevisation est qu'elle considère la centralisation disciplinaire et l'interdiction du fractionnisme comme une garantie certaine de l'efficacité du parti. La seule garantie d'après Bordiga se trouve dans la justesse des positions politiques et dans le dépassement des divergences politiques par la discussion. Les mesures disciplinaires ne règlent rien il n'y a pas de «*recettes magiques appliquées sur le terrain statutaire*» (171).

Cette discussion avait lieu au sein de l'Internationale, car dès la fondation du PCI, la gauche italienne n'eut plus de contacts directs avec ces « premières » Gauches.

Le point de non retour fut marqué par la fondation de « l'Internationale Communiste

Ouvrière » en 1922 qui regroupait les différents partis communistes ouvriers (173). Les thèses de cette Internationale définissaient la Russie comme principal ennemi du prolétariat mondial et caractérisaient l'État soviétique comme un État « bourgeois » ainsi que la révolution d'Octobre. Il est clair ici que l'évolution politique de cette nouvelle Internationale (KAI) se faisait contre les autres branches du mouvement ouvrier (174).

Dans les chapitres suivants nous pourrons constater que « la gauche » italienne établit une distinction entre « gauche » au sein de l'Internationale et la KAI.

Chapitre 2 :

Les années difficiles : les premières tentatives d'existence autonome de la Gauche italienne 1926- 1928

Dans le premier chapitre nous sommes tombés dans le travers – classique et facile – de faire, uniquement, l'histoire de la « gauche italienne » à travers son chef. Cependant, la gauche italienne est multiple comme l'indique les travaux rafraîchissants de Damen (175).

C'est dans l'émigration que se renforce théoriquement et politiquement la «Gauche italienne ». Elle va être coupée de ses chefs historiques : Bordiga, Damen, Fortichiari, Repossi, emprisonnés ou déportés. La Gauche italienne, dans cette période là, s'organise comme nous le verrons avec les autres groupes de gauche de l'Internationale et principalement l'Opposition de gauche.

L'émigration Italienne

Il existe une tradition d'émigration en Italie qui se généralise dès la fin du XIXème siècle à cause d'une forte pression démographique et d'un large malaise social. Avant la guerre de 1914, on distingue l'émigration du Nord et du Centre qui fournit d'importants contingents d'émigrants à la France, la Suisse, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie formant une main d'oeuvre sur les grands chantiers et dans les travaux publics avec des maçons, des terrassiers et des mineurs. Cette émigration revêt souvent un caractère temporaire.

Très différente est l'émigration qui affecte les ruraux du Mezzogiorno. Elle est dirigée vers les États-Unis, le Brésil ou l'Argentine et elle est presque toujours définitive.

Le flot des émigrants n'a cessé de se gonfler au début du XXème siècle. Il a atteint plusieurs centaines de milliers de personnes par an et culmine en 1913 avec 872.000 départs (176). La Libye présentée par la propagande nationaliste comme le nouvel Eldorado et une excellente colonie de peuplement mais cette politique aboutira à un échec. En 1928, il n'y aura que 2.800 Italiens installés en Libye ; en revanche, 15.000 italiens sont expulsés après la guerre de l'Empire ottoman où ils détenaient des positions clés dans le commerce.

C'est sur cette base que va s'opérer l'émigration politique, plus limitée et en vagues successives à partir de la montée du fascisme. Une première vague touche des dirigeants syndicaux et des municipalités « rouges » en 1921-22. Une deuxième vague très dispersée à travers l'Europe qui touche les cadres du mouvement ouvrier, s'accroît dès la « Marche sur Rome ». Il s'agit d'éviter la terreur fasciste de 1922-1926. Une troisième vague a lieu après 1926. Elle touche les militants les plus en vue du mouvement ouvrier.

La montée du fascisme en Italie obligea beaucoup de militants ouvriers à quitter le pays. Certains à la suite de combats de rue durent échapper à la justice en émigrant en France, en Allemagne, en Autriche ou en Suisse. C'est en France que la majorité des italiens émigrèrent. Un rapport de police de 1938 indique que la colonie parisienne s'établissait à 95.000 personnes dont 79.000 hommes et 16.000 femmes (177). L'émigration politique italienne se fait jusqu'en 1923 vers l'Autriche. Et, dans une lettre du 2 mars 1923, Gramsci et Gennari indiquent au C.E. du PCI que l'Exécutif élargi du Komintern a décidé d'ouvrir un bureau à Berlin et à Vienne. Le Bureau de Vienne devait aider le PCI pour l'organisation et le travail illégal et créer un « Comité de secours » pour les réfugiés italiens devant aussi servir de couverture pour l'activité politique du bureau (178).

Le 10 septembre 1923, le C.E. du PCI écrit au secrétariat du PC autrichien lui indiquant que les émigrés italiens seraient organisés dès lors en France, où leur situation légale serait meilleure (179) du point de vue politique.

Par contre, le 1er octobre 1923, Gramsci arrive à Vienne pour fonder le bureau illégal du PCI en direction de l'Italie et en application des thèses au IVe Congrès de l'IC (180). Le travail politique en Italie est donc dissocié du secours aux immigrés. Ainsi, les membres de la «Gauche italienne» se retrouvent nombreux en France et c'est en France que se pose le plus nettement le problème de la création d'une « fraction » au sein du PCI.

Les relations organisationnelles ont toujours été importantes entre le PCF et le PCI. Déjà Bordiga, au Congrès de Marseille du PCF en 1921, représente officiellement l'Internationale. Puis, la Direction du PCI, enverra Onorato Damen en France, pour lui éviter un emprisonnement, à la suite d'un affrontement armé avec une bande fasciste. Au cours de cet affrontement qui se déroula avant la campagne électorale de 1921, il y eut un fasciste tué et deux autres blessés. Damen à Paris était le représentant du parti auprès du Bureau politique du parti communiste français ; il avait pour tâche d'organiser les groupes de communistes italiens émigrés. Il dirigea l'hebdomadaire de langue italienne de l'**Humanité**. Il rentra en Italie de façon clandestine en 1924 pour se présenter aux élections où il fut élu député de la circonscription de Florence en 1924 (181).

Comment étaient organisés les Italiens en France ?

Les communistes italiens sont membres de groupes de travail et de comités intersyndicaux. À Paris, il existait quatre groupes de travail. Le premier se réunit au 17 rue

Sambre-et-Meuse, le deuxième au 4 bis rue Pleyel, les troisième et quatrième au 120 rue Lafayette (182). Lors d'une A.G., des « groupes de travail italiens » affiliés au PC, le 24 octobre 1925, 105 membres étaient présents (183).

L'influence de la «Gauche» est prépondérante dans le Comité intersyndical italien (184); lors de la réunion du 3 juin 1925, le président de la réunion de ce Comité est «Bianco» qui sera le futur secrétaire de la Fédération de Paris de la «gauche italienne» (185). En 1927, dans le PC la « gauche » italienne est majoritaire en France parmi les émigrés, et dans certaines sections – Paris, Lyon et peut être Marseille – elle est en écrasante majorité (186).

Les membres de la «Gauche» demeurent à l'intérieur du PC le plus longtemps possible tant qu'ils ne sont pas expulsés, ils y défendent leurs positions très fermement. Ils présentent leur **Plate-forme** au Congrès de Lille du PCF en 1926 (187) ; ils font connaître les idées de Bordiga au sein de ses cellules jusqu'en 1929 et même jusqu'en 1930, pour certains. C'est alors que Togliatti pourchasse les « bordiguistes » (188) partout où ils se trouvent et par tous les moyens. Déjà en 1926, ils ont beaucoup de mal à s'exprimer publiquement comme le montre l'Avant-propos des thèses:

« Ne pouvant nous exprimer librement dans la presse officielle du parti, nous prenons la décision de faire connaître, par nos propres moyens, notre pensée aux communistes français. » (189)

C'est à l'occasion de ce genre de situation que l'on peut mesurer le dynamisme et la volonté de la «Gauche italienne». Écartée de l'Internationale, la Gauche devait s'exprimer publiquement pour ne pas risquer de s'isoler. Mais, déjà en 1924, Bordiga lui-même se plaçait du point de vue d'une minorité internationale. *« Amadeo (Bordiga) se place au point de vue d'une minorité internationale. Nous devons nous placer au point de vue d'une majorité nationale. »* (190)

Nous saisissons alors pourquoi la «Gauche» a été si prompte à s'intéresser à tous les problèmes qui se posaient dans les pays où ses membres résidaient, ainsi qu'aux problèmes internationaux.

Si l'on suit le chapitre de la **Plate-forme** qui a été rédigé par Bordiga et qui s'intéresse à la France, on définit la situation de la France comme une «*situation de crise*», qui aura pour conséquence des tensions sociales à cause de « *l'ouverture de la période de chômage qui*

aggravera d'avantage la situation de la classe ouvrière ». Que peut-il se passer sur le plan politique ?

«II est possible que – la crise économique s'élargissant – on constate un changement complet de programme dans le domaine politique. Cette phase... pourra présenter des analogies avec le fascisme italien, et certainement l'appréciation de l'expérience italienne est très utile pour l'analyse de la politique française actuelle.» (191)

Cependant la situation française ne doit pas amener un gouvernement fascisme, car «*il manque une condition fondamentale... le fait d'une grande menace révolutionnaire...*» (192).

La France aura un rôle important à jouer dans la période et «*la classe ouvrière française par son importance numérique et par ses traditions historiques est l'élément central de la situation actuelle et de la lutte sociale*». (193) C'est pourquoi le texte rejette toute lutte pour la démocratie en France, puisque Bordiga estime que la lutte pour la révolution ouvrière est seule réaliste et possible pour les prolétaires français.

«*Ce qui est essentiel, c'est de comprendre que le plan fasciste est en première ligne un plan contre le prolétariat et la révolution socialiste, que c'est donc aux ouvriers de devancer ou de repousser son attaque. C'est une conception erronée que de considérer le fascisme comme une croisade contre la démocratie bourgeoise, l'État parlementaire, les couches petites-bourgeoises et leurs hommes et partis politiques tenant la barre du pouvoir... Selon cette idée, le prolétariat ne devrait que donner l'alarme, prendre «l'initiative»... de cette lutte antifasciste, se battre avec les autres pour défendre les avantages d'un gouvernement «de gauche», considérer comme but victorieux la faillite du fascisme en France...* » (194)

Malheureusement, «*la constitution du parti se fit à Tours sur des bases trop larges*» (195). Que faire ? «*Il faut gagner tout le temps pour nous armer idéologiquement...*» (196)

« 'La solution de ce problème' doit être recherchée dans l'Internationale qui, malgré certains engagements pris dans la dernière session du C.E. élargi, ne paraît pas très nuancée. » (197)

Problème de la création d'une fraction

La «Gauche italienne» a une longue tradition de fraction, qui remonte à la fraction abstentionniste au sein du PSI. Depuis 1923 (198), Bordiga pense qu'il faudra à nouveau aller jusqu'à la création d'une nouvelle fraction. En 1924, Humbert-Droz rédige un rapport à Zinoviev sur l'état d'esprit de Bordiga à la suite d'une discussion avec son ami intime Ruggero Grieco:

«*L'Internationale et le parti sont maintenant dans une ligne anticommuniste et il est du devoir de certains chefs, quand ils constatent une déviation grave, de refuser d'être disciplinés.*» (199)

La fraction aurait pu être créée dès 1923 mais nous savons pourquoi, le Comité d'Entente lui aussi finit par être dissous. C'est l'expérience qui alla le plus loin dans la construction d'un organe indépendant dans le PCI, cependant la peur de l'exclusion de l'IC et du parti aboutit à sa dissolution (200). Tous ces exemples nous montrent que le moment qui détermine la création d'une fraction est un problème important et grave pour la «gauche italienne». Il n'est donc pas possible de créer une fraction, tant que le vieux parti permet une certaine action en son sein et dans ce cas, il faut encore se soumettre à sa discipline.

Cette question se pose à nouveau, en 1926, à la suite de la lettre de Karl Korsch. Ici Bordiga est plus précis, il est pour une opposition mais, à aucun prix, il ne veut fonder un «*bloc d'opposition*» entre différents courants se réclamant de positions théorique et politiques non identiques.

«*Je crois que l'un des défauts de l'Internationale actuelle a été d'être un «bloc d'opposition» locales et nationales.*»

Effectivement la gauche italienne s'était organisée comme une opposition et la dissolution du Comité d'entente n'a pas, malgré tout, dissous tous les liens qui avaient été tissés entre les

membres de la Gauche. Elle reste organisée en courant, c'est l'adresse de Perrone (201) à Milan qui sert de point de ralliement (202) de tous ses membres. Une lettre de Bordiga du 7 juillet 1926 nous indique clairement que la «Gauche» restait prête à passer à un travail supérieur de tendance (cf. : archives Perrone).

Cependant, pour beaucoup d'italiens émigrés qui adhèrent aux idées de la «Gauche» ce travail n'est pas suffisant, et le fait de rester inorganisés désorientent rapidement un grand nombre de militants. C'est là toute l'ambiguïté de la vision de Bordiga: une tendance : oui, mais surtout pas, de fraction. Ce dernier refuse une nouvelle fois la constitution en fraction à Luigi Repossi, député ouvrier de Milan, qui vient le voir à Naples en septembre 1926 (203). Bordiga répond que «*le moment n'est pas encore venu*». Malgré ce refus, Repossi passe outre et lance une requête manuscrite qu'il ira distribuer lui-même dans les boîtes aux lettres personnelles de ses camarades de la «base», pour appeler à la fondation de la fraction. Cette demande n'est pas signée, elle disait en substance ceci:

«... Les éléments de gauche ne doivent pas accepter d'assumer les tâches actuelles mais se constituer en fraction et travailler au milieu des masses, pour rendre au parti sa véritable fonction.

III. Je pense que si tous les éléments de gauche agissent ainsi il ne sera pas possible de prendre des mesures graves contre nous». (204)

En 1927, la lutte révolutionnaire connaît encore d'énormes revers : le fascisme se consolide en Italie, la Russie voit Staline s'affirmer de plus en plus. Mais, c'est à la suite de la défaite de la révolution en Chine, conséquence de la politique menée par le tandem Staline-Boukharine vis-à-vis du Kuomintang et des divergences avec la nouvelle opposition, que l'I.C. subit une nouvelle et grave secousse.

Entre-temps, en novembre 1926, la police italienne perd la trace de Perrone à Milan, et c'est pour cause puisqu'il vient d'émigrer en France en passant par la Suisse (205). Ottorino Perrone est, comme nous l'avons dit, le Centre de la Gauche. Déjà, la police le recherchait car il était assigné à résidence pour deux ans après délibération de la commission provinciale de Milan (206). Et, c'est pour cela qu'il doit coûte que coûte partir pour continuer sa tâche. Perrone occupe encore un poste officiel au sein du PCI, il dirige la Centrale communiste syndicale. Ce n'est pas un cas isolé car d'une part le parti manque de cadres confirmés mais d'autre part c'est la «Gauche» qui dirige la Centrale communiste syndicale jusqu'en 1926. Ses fonctions 'officielles' font qu'il est mal reçu au début par les militants de la «Gauche» en France (207).

Perrone, en arrivant, défend les positions de Bordiga selon lesquelles il n'y a pas lieu encore de fonder encore une fraction. Cette discussion est envenimée par un autre événement. Pappalardi (208) reproche à Perrone d'avoir écrit une lettre de Milan sans raison, ou tout au moins pour le faire rentrer en Italie, afin, disait-il, de le «donner» à la police (209). Ce désaccord personnel ne fera que s'accroître au cours des mois à cause de divergences politiques. Une « première fraction » de la Gauche italienne est créée fin juillet 1927 ; le 1er numéro du **Réveil communiste** est publié le 1er novembre 1927. C'est le «*bulletin intérieur des groupes d'avant-garde communiste*», il regroupe les «*communistes intransigeants*» de Paris et le «*groupe d'avant-garde de Lyon*». Au début les buts du **Réveil** ne sont pas encore nettement définis. La fondation du **Réveil communiste** est saluée par le **Bulletin communiste** (210):

«Il s'agit probablement d'un organe des camarades italiens qui jugent sans doute vieux jeu d'être marxiste, s'appellent «bordiguistes». On y retrouve le style apocalyptique et les néologismes bizarres du tract dont il est question par ailleurs.» (211)

Il ne s'agit de créer ni de nouveaux partis ni une nouvelle internationale. Il faut «*l'unité des gauches*» sur le terrain international». Cependant, cette position proche de celle de Korsch est très prudente et dans la ligne de la Gauche italienne: «*Pas de nouvelle organisation internationale*

sans que le processus de développement d'une ligne de gauche sur le terrain international ne soit accompli» (212).

Cependant, le seul groupe intéressé, à cette époque, par une discussion internationale est celui de Korsch. Depuis mars 1926, il s'est fondé au sein du PC allemand la fraction de la «*gauche intransigeante*» (213) qui sera exclue le 1er mai 1926 du PC allemand. Nous soulignons que ce groupe se forme juste au moment où la «*gauche italienne*» est battue au sein du Komintern. Ainsi, dès que la 1ère fraction se forme, elle essaie de prendre contact avec ce groupe. Nous pouvons constater également que le groupe de Paris du **Réveil**, porte le même nom, groupe des «*communistes intransigeants*». Est-ce des coïncidences ? Sur certains plans, il se rapproche même de certaines positions du KAPD, en indiquant que le parti n'est possible que dans de grandes vagues de luttes:

«*Le processus de germination d'une nouvelle internationale que l'on essaya de pousser à une solution même avant la grande révolution russe à Zimmerwald trouva une conclusion prématurée lorsqu'à la suite de ce grand mouvement historique initialement prolétarien, en 1919 on voulut forcer l'histoire du mouvement révolutionnaire.*» (214)

Ce en quoi, il se trouve très proche de l'attitude de Rosa Luxembourg qui était opposée à la fondation de l'IC et le **Réveil** regrette vivement l'attitude du délégué du KPD, Eberlein, qui ne vota pas contre la proclamation de l'IC en 1919. Cette fondation «*devait être fatale dans la suite au développement d'un véritable parti communiste mondial, ainsi qu'elle devait supprimer dans le Komintern toute possibilité de régénération*» (215).

Les membres de la fraction de 1927?

Ses éléments s'étaient regroupés autour de Michelangelo Pappalardi, professeur de lettre (216), il est né le 8 novembre 1896 à Campobasso (217) et il adhère dès le début à la fraction abstentionniste du PSI. (...) D'avril 1920 au 20 janvier 1921 il est le secrétaire de la Chambre du Travail de Castellammare di Stabia où il soutient des grèves qui se terminent par des affrontements; il est arrêté le 20 janvier 1921. Entre-temps, le PCI le présente aux élections de mai 1921, où il est battu. En avril 1922 il est nommé secrétaire de la Chambre du Travail de Naples. C'est à cette époque qu'il rencontre régulièrement Bordiga. En décembre il quitte Naples (218). Et en 1922, il se trouve en Autriche (219), puis, en 1923, en Allemagne. A cette époque il rentre en contact avec des éléments de la «*Gauche allemande*», alors qu'il est pressenti par l'I.C. pour aller aux U.S.A. aider au développement de la section américaine de l'Internationale (220). Le projet échoue finalement. Entré en France où il réside d'abord à Marseille (221), il démissionne le 10 novembre 1923 du P.C. d'Italie. Sa démission est acceptée par Tasca (Vallé) au nom du comité exécutif le 30 novembre (222).

Au cours de l'année 1925-26 il entre en correspondance avec Bordiga (223) et il travaille avec lui pour traduire les **Thèses de Lyon** (224) avant de lui demander de former une fraction (225). C'est durant les années 1926-27 que Naville rencontre Pappalardi. Naville le juge comme quelqu'un de très fin, très intelligent et d'une conversation agréable.

Avec Perrone, ils lui font connaître Bordiga et la Gauche italienne, les rencontres se font à la librairie ouvrière (226) (67 Bd de Belleville à Paris). Tous les autres membres du groupe étaient des ouvriers. A Paris, les deux frères Corradi, par exemple, étaient dans ces années là des ouvriers menuisiers puis mécaniciens avant d'exercer la profession de chauffeur de taxi. Au moment de sa création le groupe compte une cinquantaine ou une soixantaine de membres (227). A Lyon, un rapport de police (228) nous indique de qui était constitué le groupe:

«... Dans la «*fraction ouvriériste*», les membres représentent un petit noyau d'une quinzaine de personnes mais ils ont une notable activité. Le secrétaire du groupe est Rossi Ludovico. Parmi les éléments les plus en vue de la fraction on note : Bonito Antonio, surnommé «*Dino*», et Bonsignori Alfredo. » (229)

Sur quels problèmes s'est effectuée la scission?

1 - De décembre 1926 à juillet 1927 le groupe qui suit Perrone et le groupe de Pappalardi sont contre le «*bloc des oppositions*» (230). Ce mois là, la «Gauche italienne» encore unie avait publié dans *L'Humanité* une résolution dénonçant les «oppositions» à la suite d'une assemblée d'information du groupe Treint-Giraud (231). Au cours de l'année 1927 le groupe de Perrone se rapproche du « bloc des oppositions» (232).

2 - Sur la question syndicale, le PCI avait laissé la «Gauche» dominer les syndicats bien au delà de 1926 alors que cette dernière était déjà rejetée du Parti. C'est pourquoi il y eut une nouvelle manoeuvre de la direction du PCI pour l'écartier des organes dirigeants communistes des syndicats lors d'une réunion générale des Comités intersyndicaux italiens de Paris au café de la «Bellevilloise». La Direction du PCI demande l'adhésion à l'Internationale syndicale d'Amsterdam alors que les membres qui vont fonder le **Réveil** s'y opposent. La position de Perrone est ambiguë ; étant encore un dirigeant syndical officiel, il est obligé de défendre la position du PCI (233), par ailleurs, la position de la Gauche défendait encore «*le front unique syndical*». Ainsi, la nouvelle position du PCI qui consistait à créer un front unique au niveau syndical avec les antifascistes, pouvait être confondue avec la tactique de la «Gauche» italienne de 'front unique syndical'.

Les membres du **Réveil** vont attaquer cette politique violemment même publiquement à travers un article dans le numéro un du journal (234) et un tract (235).

Comment le **Réveil** va-t-il évoluer ?

Le **Réveil** explique dans un long article sur la Russie que la NEP en 1921 est un important recul par rapport au communisme de guerre. La NEP est «*une première manifestation idéologique d'une classe ou de plusieurs couches sociales qui ne sont pas la classe ouvrière.*» (236)

Puis, ce groupe pense qu'en 1927 la dégénérescence de l'État russe est accomplie et qu'il n'existe plus de dictature du prolétariat en Russie à cause de la «*bureaucratization de l'appareil étatique*».

«*La bureaucratization de l'appareil étatique, l'éloignement total de cet appareil de la classe ouvrière, les manifestations idéologiques non prolétariennes dans l'appareil lui-même dénotent que la dictature du prolétariat en Russie n'est plus une réalité dans le pays de la plus grande révolution de la classe ouvrière.*» (5)

Même si ce groupe critique le courant de Perrone, par rapport à des prises de positions contingentes, le problème de la nature de l'URSS est très important et va faire l'objet d'un débat approfondi dans le petit milieu des «Gauches» au cours de toutes les prochaines années jusqu'au deuxième conflit mondial.

Sur les liens avec le «bordiguisme», le **Réveil** jusqu'au numéro 2 de son journal se réclame de la pureté bordiguiste. Ce sont de fidèles émules de «*notre grand chef du communisme italien*», et ils rejettent les «*soi-disant bordiguistes ou perronnistes qui se sont détachés de notre groupe en juillet 1927*».

Au fil des numéros, la critique de Bordiga se fera plus pressante, il lui sera reproché d'être resté trop fidèle à la ligne de Lénine, d'avoir voulu rester dans l'IC pour ne pas «*quitter les masses*». La principale critique porte sur le problème de la fraction.

«*Nous avons... il y a deux ans soutenu vis-à-vis du camarade Bordiga la nécessité de la fraction ouverte, car nous disions que la bolchevisation avait accompli son rôle de*

socialdémocratisation du Komintern, et nous ne voyons pas de possibilité d'organiser sur le terrain de la discipline, une résistance sérieuse, à la base, du Komintern.»(238)

En 1928-1929, au moment où l'Opposition de gauche commence à s'organiser autour de Trotsky, le groupe du **Réveil** dénonce les continuateurs du «léninisme» et les défenseurs de «l'État ouvrier» russe (239). Après avoir critiqué Bordiga et les trotskystes, ce groupe va-t-il se retrouver tout seul à innover d'autres traditions?

Ainsi ce groupe semble se tourner plus nettement vers la «Gauche allemande». Deux articles de Korsch sont publiés, dans le numéro I, «*Dix ans de lutte de classe dans la Russie des **Soviets***» et dans le numéro 3, «*La gauche marxiste en Allemagne*». Mais ce dernier article est présenté ainsi :

«Il va de soi que ce fait ne comporte ni notre fusion organique avec le groupe de Korsch, ni la soumission de notre ligne nettement gauchiste aux directives de l'idéologie et de l'action korschiste qui tend à un éclectisme dangereux.»

Il est même expressément dit:

«Cet éclectisme pourrait détourner nos camarades allemands de la véritable ligne révolutionnaire et les ramener au maximaliste suranné.»

Pappalardi, dans le numéro 5, du **Réveil**, rédige un article de critique sur le korschisme et **Kommunistische Politik**. Il pense qu'il est faux de dire que

«La contre-révolution bourgeoise dans la nouvelle Russie commence en même temps que la révolution prolétarienne». Car cette idée empêche de comprendre le mécanisme de l'évolution et la situation actuelle. «Il est évident en effet que si l'on nie le caractère prolétarien de la révolution d'Octobre, on nie en même temps sa dépendance vis-à-vis de la crise mondiale du capitalisme.» (240)

En fait, dès le milieu de l'année 1928, sa méfiance de la confrontation politique avec d'autres courants des Oppositions isole le groupe du **Réveil**, au moment où les militants qui suivent Perrone fondent la «grande fraction»: «*la Fraction de Gauche du PCI*» et où se développent en France tous les groupes de l'Opposition.

«Nous n'avons pas craint ni ne craignons aujourd'hui l'isolement provisoire de la masse prolétarienne.» (241)

Tout en se démarquant du sectarisme le **Réveil** ne craint pas de se couper des masses. Et, dès 1929, il est le seul en France à préconiser la sortie de l'IC et à ne plus travailler en son sein à la création d'une fraction de gauche: «*Hors de l'Internationale de Moscou!*». Les quelques militants qui se trouvaient encore dans le P.C.F. donnent alors leur démission (242).

De la discussion entre le **Réveil** et **Prometeo** (243) nous extrayons les prises de positions essentielles qui expliquent la suite des relations entre les deux groupes. Dans l'article «*Noi e Prometeo*» (244), le **Réveil** dénie à la «grande fraction» le droit d'utiliser le titre de **Prometeo** qui est le fond commun à toute la «sinistra italiana». Il est indiqué, pour la première fois, que les divergences entre les deux groupes proviennent d'un désaccord plus profond avec Bordiga lui-même au sujet du bon moment pour fonder une fraction. Le rédacteur de l'article (245) reconnaît que la «grande fraction» suit correctement la pensée de Bordiga. La séparation était, par conséquent, inévitable.

La réponse de **Prometeo** (246) fait effectivement remonter le désaccord à la fin de l'année 1926. Pour le **Réveil**, l'organisation d'un courant politique ne suffisait plus aux futurs membres de ce journal car, ils voulaient déjà, organiser une «fraction internationale». **Prometeo** rappelle son plein accord avec les '5 points' de Bordiga contenus dans sa lettre à Korsch (247). De même, **Prometeo** souligne qu'il ne comprend pas la position du **Réveil** à propos de la situation italienne puisque l'alternative «*fascisme ou communisme*» est revendiquée par les deux groupes. Enfin, **Prometeo** termine ce long article en soulignant l'importance de la discussion puisqu'il y a des

incompréhensions qui méritent d'être clarifiées et il demande de poursuivre ce débat pour «renforcer idéologiquement notre fraction.»

Certains membres des «*groupes communistes intransigeants*» de Paris refusent d'aller si loin dans le rejet de l'héritage et de la tradition bordiguiste et rejoignent la «grande fraction» après sa fondation en avril 1928 à Pantin (248). La tendance de Pappalardi ne va pas disparaître. De nouveaux membres viennent renforcer le groupe qui ne pourra plus se prévaloir de la «Gauche italienne». D'abord cinq éléments autour de H. Bayard participant au groupe des «*communistes ouvriers*», viennent s'y agréger. C'est à cette époque que paraît le 1er numéro de L'**Ouvrier communiste**, qui est l'organe des «*groupes ouvriers communistes*» (249).

En 1930 Dautry (250) d'une part, Dori et André Prudhommeaux d'autre part qui dirigent la librairie du 67, boulevard de Belleville viennent grossir le groupe. Dès lors il acquiert une direction plus française. Le terme «d'**Ouvrier communiste**» fait référence à «*L'Internationale communiste ouvrière*» (KAI).

«*Nous avons participé à une expérience révolutionnaire moins complète que celle de nos camarades allemands... Ancré à la tradition bordiguiste, il nous a fallu de longs efforts pour chasser de notre pensée le système de préjugés qui nous cachait encore cette réalité, puisée directement dans la lutte de nos camarades allemands.*» (251)

L'**Ouvrier communiste** est «*une branche retardataire de la véritable « gauche allemande*», celle dont en 1919 et 1920 les représentants étaient Pankhurst en Angleterre, et en Hollande les tribunistes: Gorter et Pannekoek.» (252) Le **Réveil** critiquait encore en 1928 Pannekoek et Pankhurst comme «*un mélange absurde des éléments les plus disparates.*»(253) Pour la première fois en français paraîtra la brochure de Gorter **Réponse à Lénine** en feuilleton sur plusieurs numéros du journal. Il est dit: «*Gorter avait raison et Lénine tort. La ligne léniniste a mené aux pires défaites...* » (254).

Nous pouvons constater nettement l'évolution accomplie en quelques années: de la critique à la «Gauche allemande» au rejet des positions léninistes.

De nombreuses lettres sont écrites et des discussions vont être menées avec les Hollandais du «*Gruppe Internationaler Kommunisten*» (GIK) et les Allemands de l'AAU et du KAPD. A cette époque il se développe dans plusieurs pays des noyaux «*ouvriers communistes*», en 1929 en Autriche et au Danemark par exemple avec le groupe qui publie le journal danois **Mod Strømen** (255).

Cependant l'**Ouvrier communiste** fait aussi des critiques très dures au KAPD à cause de l'ancienne présence en 1927-28 du député au parlement du Reich, Schwarz, (256) et aboutira à la même position que l'AAU (257). En effet, alors que ces groupes sont anti-parlementaires le KAPD se commet avec un de ses membres qui est encore député au Parlement allemand comme à l'époque où il se trouvait au KPD (258).

Miasnikov, du groupe «*Ouvrier communiste russe*» participe épisodiquement au journal, dans lequel il semble avoir rédigé des articles. Miasnikov est un «vieux bolchevik» (259) qui s'opposa dès 1921 à la ligne suivie par le parti à propos de la NEP et du manque de «*démocratie ouvrière*» dans le PCR et les **Soviets**. Il s'était battu en Russie pour la liberté de critique. Il est contre l'interdiction de la grève après Cronstadt par exemple.

Le groupe de Miasnikov s'est donc élevé avant Trotsky contre la politique suivie dans le PCR, c'est pourquoi il avait organisé le «groupe ouvrier» du parti bolchevik. Il est expulsé du parti en 1922, puis il fait paraître à Berlin le Manifeste du groupe que le KAPD diffusera. Miasnikov est ensuite attiré en Russie où il est arrêté et torturé, il réussit à s'enfuir en Perse, puis en Turquie. Pour pouvoir le faire venir en Europe et lui éviter de retomber dans les «griffes» de Staline, Korsch, le KAPD et L'**Ouvrier communiste** lancent une campagne qui réussit en 1930 (260) puisqu'il obtient un visa pour la France. Il n'y aura jamais véritablement accord entre ce groupe et Miasnikov :

«Nous avons donné à ce camarade notre solidarité, mais nous n'avons jamais fait adhésion au Comité de Berlin. Or, il se trouve que le camarade Miasnikov n'est pas d'accord avec nous.» (261)

Quelles sont les positions du **l'Ouvrier communiste**?

En plus de l'antiparlementarisme commun à toutes les «Gauches», le groupe a quatre positions originales :

1 - La question nationale. Il n'est pas possible de soutenir les mouvements nationaux qui

«ne peuvent que servir de prétexte aux développements de conflits internationaux, même être artificiellement provoqués pour déclencher une guerre» (262).

Les autres gauches n'ont pas de position aussi tranchée à ce sujet.

2 - La question syndicale. Ici aussi le groupe va plus loin que les autres groupes notamment ceux de la «Gauche allemande»:

«On ne peut conquérir les syndicats à la révolution, on ne peut créer des syndicats révolutionnaires.» (263).

Et il s'élève contre l'AAU qui transforme les comités d'usine *«en formes qui remplacent le syndicat classique.»* (264)

3 - Parti et conseils. C'est ici qu'on jugera l'évolution depuis le bordigisme, pour qui le parti est l'organe fondamental au sein de la classe:

«... Nous ne sommes pas pressés de fonder un nouveau parti, d'élargir notre base d'organisation... Nous avons pour but de former un parti vraiment révolutionnaire, et c'est dans ce but que nous préférons demeurer encore pour longtemps une secte.» (265)

C'est donc vers des idées «luxembourgiistes» sur le parti que se dirige ce groupe:

«Le rôle du parti n'est pas un rôle de suprématie qui tend à s'éterniser, c'est un rôle d'éducation, qui complète la conscience politique de la classe ouvrière.» (266)

4 – Sur la Russie. Contrairement à une partie de la «Gauche allemande», le groupe reconnaît que la révolution russe a été une révolution prolétarienne. Comme le **Réveil, l'Ouvrier** souligne que le début de la contre-révolution est à placer au début de la NEP.

Qu'est-ce que les révolutionnaires doivent penser sur la révolution Russe ?

La première idée est que :

«La dictature prolétarienne... ne peut ni développer le socialisme ni se conserver elle-même, si elle ne développe pas la révolution prolétarienne sur le terrain international.»

La deuxième idée c'est que *«la dictature du prolétariat est la dictature des conseils et non la dictature d'un parti»*, elle est *«l'organisation anti-étatique du prolétariat conscient.»* (267)

•••

Au cours de l'année 1931, il y a une crise politique au sein du groupe. Le mode de vie individualiste de Prudhommeaux n'est pas accepté par tous. Par ailleurs, Pappalardi n'accepte pas une (268) certaine évolution rapide de certains vers la remise en cause du marxisme. Les époux Prudhommeaux démissionnent au début 1931:

«*Prudhommeaux et sa femme ont f... le camp, tant mieux*», c'est «*l'élimination de la petite bourgeoisie intellectuelle*» voulant se «*faire un nom sur le dos de la classe ouvrière*» (269).

Cependant, l'Ouvrier cesse de paraître quelques mois après et les membres du groupe se dispersent (270). La police italienne indique que Pappalardi se sépare des membres de son groupe à Lyon en juillet 1931 (271).

Les époux Prudhommeaux et Dautry vont continuer leur évolution et publieront le 1er mai 1931, le premier numéro de **Spartacus** (272).

Note annexe:

L'évolution du groupe de **L'Ouvrier communiste** nous semble instructive et semble mériter que nous nous attardions sur le phénomène qui touche plusieurs pays européens. Il y eut dans les années 1930 une recomposition parmi les groupes révolutionnaires et surtout un débousolement de certains courants ouvriers qui n'étaient pas reliés à une tradition politique plus ancienne telle que la «Gauche italienne» ou la «Gauche allemande» dont le représentant officiel de ce dernier courant est le G.I.C. de Hollande (273).

En 1931, en France, Pappalardi se retrouve à nouveau isolé, les autres membres de **L'Ouvrier communiste**, surtout regroupés à Lyon sont une «quinzaine» (274), ils sont organisés autour de «Rossi Ludovico, le secrétaire» du groupe. «*Les éléments les plus en vue sont Bonito Antonio «dino», et Bonsignori Alfredo*» (275). Ils effectuent alors une évolution plus rapide que celle de Prudhommeaux, comme nous le verrons ci-après, vers l'anarchisme. Ils participent au «*Circolo Sacco et Vanzetti*» et Rossi rédige des articles de **Lotta anarchica** (276).

Après le départ des Prudhommeaux il ne paraîtra qu'un numéro de **L'Ouvrier communiste**, le numéro 13 en italien en janvier 1931. Cinq mois après, le premier numéro de **Spartacus** voit le jour en mai 1931, Dautry rejoint le groupe initial. Au sein du groupe on trouve des conseillistes comme Bayard et des éléments divers. L'on ne connaît que trois numéros de **Spartacus** (n° 2, 1er juin et n° 3, 1er juillet 31). Sous le titre nous trouvons l'exergue suivant, «*Anarchistes, communistes, sans parti...*»

En 1932 Prudhommeaux quitte Paris et publie un numéro unique du **Soviet** dans lequel il fait ses «*adieux au marxisme, même spontanéiste et sans parti*» (277). Jean Maitron indique que :

«*André Prudhommeaux fut, avec Voline, un de ceux qui exprimèrent avec le plus de force le courant anarchiste français.*»(278)

Ce même groupe publie ensuite la **Correspondance Internationale Ouvrière** dont le premier numéro est publié le 25 septembre 1932 (279). A partir de cette époque, les regroupements sont très difficiles à suivre ; en effet, dans ce journal cohabitent différentes orientations politiques.

Le journal est lié avec le **Bulletin d'Information Internationale** (INO) qui est édité par Karl Kraus à Francfort au 40 Rothinstrasse. C'est un ancien ami d'Otto Rühle, et avec **The Council** de Guy A. Aldred (280); ces groupes fondent le *Centre d'Information ouvrière* qui a pour

centre l'adresse de Dautry à Paris, avenue Daumesnil. Ces groupes possèdent des ramifications en Belgique avec une adresse à Bruxelles chez P. Mahuri (281) et en Hollande, chez L. Lopez Cardoso (282), ex-trotskyiste. Nous pouvons constater que de nombreux reclassements s'opèrent au travers de ces regroupements.

Dans la **Correspondance Internationale Ouvrière**, il y a encore des ex-bordiguistes. Dans le numéro 2 (283), il y a un article qui retrace les problèmes qui se sont posés à la formation du PC d'Italie, il est écrit par un certain Vico qui semble être Rossi (284).

En 1933, sur les numéros 3 et 4 vont apparaître des articles du **Soviet** de Bordiga.

Prudhommeaux continue son évolution, il fonde la Fédération Anarchiste Française avec un nouvel organe qui paraît le 1er juillet 1934, **Terre Libre**, c'est l'organe de «*L'Eveil Social*», écrit-il.

Avec les événements d'Espagne, il part à Barcelone en juillet 1936, où il restera cinq mois, il édite alors **L'Espagne antifasciste** (285). Il retourne à Nîmes (286) en janvier 1937 où il fonde le Secrétariat de Documentation Ouvrière et édite **L'Espagne Nouvelle**.

Bernerri est cofondateur du Secrétariat (287) et **Guerra di Classe** est l'organe frère (288). Le journal prend alors le titre de : *L'Espagne Indomptée* en 1938. Après la guerre et jusqu'à sa mort Prudhommeaux participe à la Fédération Anarchiste (F.A.) (289).

Chapitre 3

Ottorino PERRONE

“Vercesi”

Avant de commencer l'histoire de la gauche italienne dans l'émigration, nous tenons, tout particulièrement, à redonner à Ottorino Perrone la place qu'il mérite. Il est méconnu par tous les historiens qui retracent l'histoire du PCI, car il n'a pas été un homme public durant les premières années d'existence du PCI de 1921 à 1926. Il faut, cependant, le comparer à une sorte d'«éminence grise» (290). Après 1926, il restera l'homme clé de la «Gauche italienne» dans l'émigration. A partir de 1940 sa rigueur théorique s'affaiblira, et, jusqu'à sa mort il gardera un rôle plus effacé. Faire un chapitre sur Perrone nous impose de faire des retours en arrière et des anticipations mais on voudra bien nous excuser d'user de cette méthode en raison de la nécessité d'évoquer ce homme particulier à l'existence exceptionnellement remplie.

L'homme

Il naquit à Aquila le 9 mai 1897 ; un rapport de police du 13 février 1925 retrace le son portrait (291) :

«Il mesure 1,70 mètres, il est mince, sa chevelure est noire, touffue et plate, le visage est de dimension moyenne, de forme ovale et pâle, avec un front haut, barré de sourcils noirs et arqués. Les yeux noirs sont de taille moyenne ainsi que le nez aquilin. Les oreilles sont grosses, mais la bouche est moyenne et soulignée par des moustaches noires, courtes et épaisses. Les épaules sont larges, le cou fin et de longueur normale.»

Ce rapport est une véritable mine de renseignements, il continue et précise que les mains et les pieds sont petits, l'allure désinvolte, la mise toujours décente. Nous pouvons faire confiance à ce rapport pour sa précision; en poursuivant sa lecture nous obtenons quelques renseignements sur le caractère de Perrone, il a alors 27 ans, nous sommes en 1925:

«Il possède une réputation d'exalté en public. Cependant il a un caractère renfermé et il est de bonne éducation. Il a une intelligence très vive et une très grande culture. Il possède un diplôme de comptabilité, il est docteur en économie et en droit de l'Université de Venise...»

Le rapport se termine par deux phrases dignes d'un véritable rapport de police qu'il est bien évidemment:

«C'est un habile et très fort propagandiste à cause de son intelligence, ses relations et sa culture. C'est pourquoi il doit être considéré comme très dangereux. Avec les autorités, il a une conduite courtoise mais qui frise, quelquefois, l'ironie.»

Avant son entrée en politique, Ottorino Perrone, durant la première guerre mondiale, fait son service militaire dans l'Artillerie où il obtient le grade de sergent. Il est même envoyé à l'Ecole militaire de Modène où il suit un peloton d'élèves officiers, cependant, il ne peut obtenir le grade d'officier en fin de stage car il est déclaré temporairement inapte (292). Pourquoi ?

A la fin de la guerre, il rentre à Aquila où il travaille à la Société Industrielle Aterno.

Ses débuts politiques

C'est en 1920 qu'il commence à militer ouvertement (293), puis il s'installe à Venise pour suivre les cours de l'Ecole de Commerce (octobre 1920). Dans cette ville, il rencontre Mario Cavarocchi et Pietro Venturi communistes locaux connus (294). A Venise tout en poursuivant des études supérieures, il milite activement, il fait un travail syndical (comme Bordiga à Naples), il est nommé Secrétaire de la Chambre du Travail. Parallèlement, il tient de nombreuses réunions politiques aussi bien à Venise que dans les communes avoisinantes. Il assiste en 1921 au Congrès de fondation du PCI (295). Ses qualités sont officiellement reconnues en 1922, il est chargé d'organiser la propagande à Padoue d'abord, puis à Trieste où il est le rédacteur du journal du parti **II Lavoratore**.

L'année 1922 année du 2ème Congrès du PCI à Rome, Bordiga présente ses fameuses thèses sur la tactique (rédigées avec Terracini). Ces thèses sont en opposition avec l'orientation de l'I.C. Bordiga y affirme que la tactique ne peut pas être fluctuante, mais doit être déterminée à l'avance en fonction des périodes historiques que traverse le mouvement révolutionnaire (296).

En 1923, son rôle dans le parti est de plus en plus évident, il est en relation directe avec les membres du Comité exécutif du P.C. présents à Rome (297). Ces dirigeants sont alors Ruggero Grieco, Bruno Fortichiari et Umberto Terracini. Il est chargé par la Centrale, cette même année, de réorganiser les Fédérations provinciales de Venise et d'Aquila.

C'est ainsi qu'il est rapatrié par la police le 28 avril 1923 de Venise à Aquila, pour propagande subversive. Au congrès de Rome, Perrone soutient le rapport de Bordiga et se trouve déjà à la gauche du parti. Cependant, au IVème Congrès de l'I.C. (298), Bordiga bien qu'opposé à la fusion entre le PCI et le PSI qui vient d'expulser son aile droite, accepte de se soumettre à la volonté de l'Internationale et d'accepter que certains éléments dans le parti. Toutefois au dernier moment la fusion souhaitée par l'I.C. n'aura pas lieu à cause de l'opposition de Nenni qui n'adhère pas à toutes les exigences de l'IC.

Pendant toute cette période Perrone continue, malgré ses désaccords, son travail politique, et par discipline se soumet aux décisions de l'Internationale (299).

Bordiga reste toujours intransigeant ainsi à sa sortie de prison il refuse de reprendre sa place au Comité exécutif comme, plus tard, en 1924, il refusera d'être nommé vice-président de l'I.C. Les désaccords entre Bordiga et l'I.C. datent déjà de la fin de 1922 (300) mais ils vont s'accroître.

Perrone organise la «Gauche»

A cette époque Perrone devint *«l'organisateur technique et l'âme de la gauche»* (301). Il vient habiter à Milan au cours des premiers mois de 1924 où il prépare la Conférence clandestine du PCI qui aura lieu à Côme en mai de cette même année. Cette conférence doit préparer le Vème Congrès de l'I.C.

Au cours des débats de Côme, Bordiga s'oppose une fois de plus à la tactique de l'I.C. au sujet du «Front Unique» et de la fusion avec le PSI. La «gauche» présente une motion qui est largement majoritaire et opposée à la position présentée par le Comité Central présidé par Gramsci (302). Le rôle de Perrone est décisif au cours de cette Conférence ; la police commence d'ailleurs à s'intéresser vivement à lui. Il est, de nouveau rapatrié à Aquila le 21 mai 1924 (303). Cela ne l'empêche pas de se rendre à Moscou en juin en passant par la Suisse et Berlin. Il assiste avec Bordiga au Vème Congrès de l'I.C. en juin 1924.

Au retour d'U.R.S.S., il est surpris à la frontière le 18 août 1924 par des douaniers en compagnie de Ennio Gnudi (304), alors qu'ils franchissent la frontière Suisse près de la localité de Monte Viasco; ils sont amenés au commissariat de Luino sur le Lac Majeur. Perrone est à nouveau transféré à Aquila où il est interrogé. Mais, ce qui trouble le plus le commissaire de police, c'est son manque de coopération durant l'interrogatoire.

«*Il est soumis à un interrogatoire à la questure d'Aquila. Il déclara qu'en juin 1924 il s'était rendu en Suisse au moyen d'une carte de séjour du Consul Suisse de Milan et que de là il avait continué jusqu'en Russie. Il ne veut pas révéler l'itinéraire parcouru. Il déclare être resté deux mois à Moscou et avoir participé au Congrès International. Il ne veut pas dire les noms des camarades italiens présents avec lui au Congrès et il se refuse à donner les noms de ceux qui sont partis avec lui d'Italie...* » (305)

Un autre rapport de police nous renseigne sur ses activités à son retour de Russie.

«*Il se rend souvent à Venise pour terminer son doctorat et il loge chez la famille Zecchini au n° 189 de la rue Tolentini.* » (306)

Plus tard, il se maria avec Ida Zecchini.

Le rapport de police poursuit : «*... Pendant la période où il fut à l'étranger, il semble qu'il demeura seulement à Zurich où il a organisé un complot contre le fascisme et contre S. E. Mussolini.* » (307)

Cette partie du rapport est totalement fantaisiste puisque la gauche italienne s'est toujours opposée à tout acte individuel ou terroriste, même si bien souvent elle défend les terroristes, «*enfants perdus de la petite bourgeoisie*».

1925 ouvre une nouvelle période, celle de la *bolchevisation* du PCI, et la «Gauche» écartée commence à perdre quelque influence au sein des structures officielles du Parti.

En avril, la « gauche » se voit obligée de créer le «*Comité d'Entente*» pour se regrouper et de pouvoir intervenir au cours du IIIème Congrès du parti (Congrès de Lyon).

Bordiga s'en explique dans un article publié dans ***l'Unità*** du 2 juillet 1925 :

«*La création du Comité d'Entente... était l'unique moyen pour pallier les inconvénients créés par leur méthode (celle du nouveau Comité Central) de diriger le parti...* »

Mais, Bordiga a toujours, comme nous l'avons déjà dit, le souci d'agir sans détruire le parti qu'il a eu tant de mal à créer, et il précise : «*... et pour orienter de façon la moins dangereuse les réactions de la périphérie contre les systèmes du centre.* » Cependant, ce « Comité » devra être vite dissous sous peine d'exclusion de l'IC. Perrone durant ces derniers mois vient de s'installer à Milan où il devient le trait d'union entre les membres de la gauche éparpillés en Italie ou à l'étranger. D'une part il travaille en étroite collaboration avec Bordiga au moment du Comité d'Entente, mais d'autre part, il est le secrétaire de la Centrale communiste syndicale (308). Cette fonction intéresse la police ; en effet, dans un rapport en date du 21 février 1925, il est dit

«*...qu'il réside à Milan au n° 32-E de la rue Rivoltana. Il représente le Comité National du syndicat communiste et il prend part au congrès des représentants des agriculteurs communistes qui a lieu à Milan les 8, 9 et 10 février.*» (309)

Au Congrès de Lyon des 20 au 26 janvier 1926, la «Gauche » est définitivement battue dans le PCI du fait des mesures bureaucratiques prises par la nouvelle direction gramscienne du Parti. Comme toujours, la «Gauche» s'est battue et Perrone a beaucoup travaillé pour faire prévaloir ses idées et les défendre le plus clairement politiquement. (310)

Bordiga est élu au Comité Central sous la pression personnelle de Gramsci, il précisera à la tribune de l'Internationale que son inclusion a été «*forcée*» (311). Il obtient 9,2 % des voix à Lyon (312) et deux sièges au Comité Central. La gauche est toutefois définitivement écartée un peu plus tard à la suite de 'l'affrontement' verbal entre Bordiga et Staline au VIème plénum de l'Exécutif élargi de l'IC à Moscou en février-mars 1926.

Après Lyon, Perrone retourne à Milan où il recommence son travail syndical ; il habite maintenant cours Garibaldi et les réunions ont lieu dans sa chambre (313).

Durant l'été 1926, la Centrale du parti veut imposer son orientation politique au Comité syndical et Perrone répond à Germanetto :

«*La «Gauche» se refuse à accomplir son travail historique par la force : nous n'acceptons pas l'ultimatum.*» (314)

Quelques jours après, Perrone est arrêté puis remis en liberté surveillée, comme beaucoup de membres du PCI (315) ; sa maison est saccagée. Pendant ces derniers mois, l'activité de Perrone ne se résumait pas à une simple activité de militant, mais il continuait son travail d'organisateur de la «Gauche».

En effet, on peut lire une lettre de Bordiga à Ambrogi qui se trouve alors à Moscou, dans cette lettre il confirme l'adresse de Perrone pour tous les contacts (316). À cette époque Perrone a 29 ans, il est alors un membre clé du PCI, pourtant les historiens du PCI, comme nous l'avons déjà souligné, parlent rarement de son existence avant 1928 et la fondation de la fraction.

Le Comité Central du parti se réunit à Rome le 7 août 1926, à l'ordre du jour, il y a l'exclusion des membres du parti qui ne reconnaissent pas la validité du Congrès de Lyon. Il s'agit, en fait, des membres de la «Gauche». Parmi les possibles exclus, il est question de Perrone, avec Bordiga, Bruno Fortichiari, Repossi, Lanfranchi de Pavie, Ramazzotti de Novarre (317). Cette réunion est rapportée dans un nouveau rapport de police (318) ; après une longue discussion, Gramsci s'oppose à leur exclusion. Le nom de Perrone apparaît à côté de celui de Bordiga, de Fortichiari ou de Repossi et sur le même plan.

En novembre 1926, la police perd sa trace ; Perrone vient de quitter Milan pour Paris où il arrive en décembre. Il est encore un représentant officiel du parti dans l'émigration, il fait parti du Comité Central des «groupes de travail» du parti qui publie **Il Lavoratore italiano** avec Pastore (319) et l'ex-député Di Vittorio (320). Ces deux derniers sont des membres de la nouvelle direction du Parti. L'ensemble de ce Comité Central est extradé de France en août 1927 et Perrone s'installe alors à Bruxelles (321). C'est quelque temps avant, comme nous l'avons déjà signalé, que la rupture s'était réalisée avec les éléments autour de Pappalardi. Enfin, en 1928, date de la création de la fraction, la vie de Perrone sera définitivement liée à celle de la «sinistra italiana» en exil (322).

Pour vivre il obtiendra une place comme comptable au sein des syndicats socialistes, et par ce moyen il reste en contact avec le monde syndical. En 1937, on lui connaît des difficultés avec le syndicat Général des employés, où les communistes staliniens le dénoncent et demandent son exclusion. Il est accusé par Vandenboom (323) qui écrit un article pour le dénoncer dans **La Voix du Peuple** du 6 avril 1937 et ce dernier écrit sur «*Le trotskysme à la rescousse de Franco*» (324). Mais, le Comité administratif de l'Association des typographes réagit à la campagne du Syndicat des employés et maintient Perrone dans son syndicat (325). Il en est enfin exclu le 25 octobre 1938 par la section de Bruxelles. Le 20 novembre il adresse un recours qui aboutit, malgré tout, à sa réintégration (326). Un fait plus grave et plus bizarre mérite d'être cité, mais que nous ne pouvons malheureusement pas vérifier, Perrone au cours des années 1938-39 sera accusé par son secrétaire, Decaro (327), membre aussi de la Fraction d'agent de la GPU (328).

Au début de la guerre mondiale, en 1940, la Fraction est dissoute et Perrone abandonne volontairement toute activité militante (329). Quand la Gauche italienne se reforme à Marseille ce sera sans lui. Cette dernière se recrée effectivement en 1942 avec son appendice la «Fraction française de la Gauche communiste». Puis elle est reconnue par la Fraction italienne au Congrès de Marseille en mai de cette même année (330).

Perrone a effectivement arrêté tout travail politique public pendant la guerre pour deux raisons :

1 - l'une tenant à l'inexistence sociale du prolétariat (331) pendant la guerre, puisqu'il est battu par la bourgeoisie qui lui a imposé sa solution : la guerre impérialiste ;

2 - l'autre tenant au fait que l'économie de guerre (332) sauvait le capitalisme de sa crise pendant un certain temps. C'est pourquoi «*toute activité révolutionnaire dans la période se présente comme de l'activisme aventuriste*» (333).

Cependant en 1943 des évènements importants interviennent en Italie, des grèves (334), et la chute de Mussolini remplacé le 27 juillet par le Maréchal Badoglio. Le 29 juillet Vercesi se présente au Consulat d'Italie à Bruxelles pour demander son rapatriement en Italie (335). Son passeport lui sera refusé quelques jours plus tard.

Au même moment, à Milan, se fonde le Partito Comunista Internazionalista avec d'anciens membres de la gauche assignés à résidence jusqu'alors. Le parti se constitue autour de Mario Acquaviva, Onorato Damen, Bruno Maffi, Luciano Stefanini, Vittorio Faggioni (336). Le 1er novembre 1944 paraît le premier numéro de **Prometeo** (troisième série).

C'est alors que se place l'épisode le plus âprement discuté de la vie de Perrone. Au cours de l'année 1944 (octobre 1944) se forme à Bruxelles un Comité de Coalition Antifasciste italien, et Perrone y participe activement, il en deviendra le président, à côté de De Brouckère, chef du parti socialiste belge. Dans une réunion publique, Perrone présente De Brouckère comme étant «*l'ami des ouvriers italiens immigrés*» (337). Dans ce comité il y a un regroupement de partis politiques italiens depuis les chrétiens jusqu'aux communistes officiels.

Il y participe, aussi, comme rédacteur au journal **L'Italia di Domani**. Le comité central de la Fraction de Gauche reconstituée à Marseille, en l'apprenant, adopte une «*Résolution d'exclusion de Vercesi*». Ceci intervient seulement en janvier 1945 à cause de l'impossibilité de contacts rapides du fait des hostilités (338). La participation à un regroupement «antifasciste» lui sera toujours reprochée, mais Bordiga et son organisation attendront quelques temps avant la mort de Perrone pour faire des critiques plus ouvertes sur ce point (339).

Dans l'euphorie de la fin de la guerre et la reprise de l'activité politique de Bordiga toutes les divergences politiques sont quelques peu gommées. En 1945, se crée le Parti Communiste Internationaliste qui voit le regroupement de nombreux éléments combattifs et notamment toute la «Gauche italienne». Perrone est, lui aussi, présent dans les mois qui suivent. De même, il existait dans le sud de l'Italie, autour de Bordiga une organisation appelée «*Fraction de gauche des communistes et socialistes italiens*» (340), celle-ci se fonde également au sein du Parti Communiste Internationaliste (de Damen) en juillet-août de cette même année (341).

Dans l'euphorie du regroupement les fautes passées sont-elles oubliées ? Par ailleurs, à cette époque, le parti possède véritablement une base très importante en Italie (342) du Nord. Plus de trois mille ouvriers s'y regroupent à Turin et à Milan. En 1952 intervient une grave rupture entre les éléments autour de Onorato Damen qui gardera le nom de «Parti Communiste Internationaliste» et le nom du journal **Prometeo**, et par ailleurs, des éléments autour de Bordiga. Ces derniers sont minoritaires et prennent le nom de «Parti Communiste International» et qui publie : **Il programma comunista**. Perrone jusqu'à sa mort, en 1957, restera dans cette dernière organisation. L'indomptable volonté de Perrone permit à la «gauche italienne» de ne pas disparaître, d'être un trait d'union entre les différentes période de la *Sinistra italiana*, de ne pas être reléguée dans l'oubli de l'histoire et de franchir victorieusement la période la plus noire du mouvement ouvrier. En faisant vivre la fraction dans «l'émigration» il a permis d'établir la continuité entre les années vingt et les années quarante.

Bordiga dans un article commémoratif à la mort de Perrone (343) disait :

«*Cette continuité sans éclats publicitaires Vercesi, l'a représentée alors presque seul; cette continuité, la représentent tous ensemble ceux qui dans la bataille de chaque jour, restent les soldats anonymes d'une même armée.*»

Après avoir retracé les faits marquants de la vie de Perrone, contrairement à l'esprit de la «Gauche» italienne qui s'est toujours opposée à l'existence individuelle des chefs - on peut constater qu'aucun article n'est signé dès 1950 dans ses organes de presse – reprenons le court normal de l'histoire de ce courant (344).

Chapitre 4 :

Fondation de la Fraction de la Gauche du PCI

1928

La fraction italienne se trouve au coeur de la crise du mouvement communiste. Le «*tournant obscur*» amorcé en 1923 approchait de son dénouement. Lentement Staline avait conquis l'appareil du parti russe. Dans sa lutte pour le pouvoir il s'allia d'abord à Kamenev et à Zinoviev contre Trotsky, puis à Boukharine et Rykov contre la Nouvelle opposition : Trotsky-Zinoviev-Kamenev (345).

La lutte aboutit à l'exclusion de Zinoviev et de Trotsky du parti russe le 14 novembre 1927 ainsi que des centaines de ses membres; le 23 novembre le Présidium de l'IC approuva sans réserve, puis le 15ème Congrès du parti russe entérina cette mesure.

Le 15ème Congrès terminé, Staline amorce la «*troisième période*» de l'IC, ou son tournant dit de «*gauche*», grâce auquel il se débarrassera aussi de Boukharine. Pour régler le malaise des différents partis communistes, Staline convoque dans la même année 1928 le 9ème Plénum (346) et le 6ème Congrès de l'I.C. (347)

Une lutte violente est en train de se dérouler dans l'Internationale, les anciens camarades de Lénine ont compris trop tard que sous le couvert d'une lutte "idéologique" Staline plaçait ses pions avant de les écraser les uns après les autres. Bordiga détecte rapidement les «*tendances opportunistes*» à l'oeuvre dans l'Internationale puisqu'il se solidarise dès le début avec le combat de Trotsky. Toutefois, il n'avait pas saisi tous les véritables enjeux de ce qui se passait en Russie. Il pense à la dégénérescence de la IIIème Internationale et alors que dans le même temps, il avait l'impression que l'URSS connaît une révolution victorieuse et possède un gouvernement prolétarien. C'est le nouveau changement intervenu qui modifie profondément le cours des choses en créant ce que Boris Souvarine (348) appelle le «*national-socialisme stalinien*» et une nouvelle religion le «*léninisme*», en un mot nous voyons poindre le totalitarisme moderne psychologiquement démontré dans ***L'Aveu*** de London. C'est nouveau mais le phénomène inconnu désarme tous les marxistes de l'époque. Bordiga est impuissant avec ses schémas tirés des expériences historiques du mouvement ouvrier. Comment répond-t-il?

Bordiga dans la lettre de réponse à Karl Korsch disait:

«Il faut laisser s'accomplir l'expérience de la discipline artificielle et mécanique en respectant cette discipline jusque dans ses absurdités de procédure tant que cela est possible.» (349)

Or en février 1928 au cours du 9ème exécutif élargi de l'I.C. il est décidé qu'on ne peut pas soutenir Trotsky et adhérer à l'Internationale. C'était exclure du même coup la «*gauche*». Cet événement va entraîner la formation de la fraction:

«La décision du 9ème Exécutif élargi proclama l'incompatibilité de l'adhésion au trotskysme et de l'appartenance à l'internationale. Sur le terrain des termes conventionnels on comprenait l'énorme portée d'une telle décision jetant une sinistre lumière sur la lutte contre les groupes d'avant garde du prolétariat russe.»

L'heure où notre crise pouvait être résolue sans faire recours à la fraction est passée et ceci par la faute des dirigeants staliniens russes pris en tenaille entre les difficultés russes et les dirigeants des autres partis qui ont immobilisé les partis communistes: ils ont empêché que le prolétariat

des autres pays, sur la base d'une juste vision des graves problèmes en discussion, apporte au prolétariat russe le fruit et la contribution de son expérience propre.

Cette heure est dépassée, maintenir encore le silence, signifierai permettre le succès de l'équivoque sur notre groupe et l'échec de toute réaction ouvrière contre l'opportunisme, et ainsi lors de prochains événements révolutionnaires, nous trouverions le prolétariat complètement battu. Ceci nous ne le voulons pas.

... Nous avons seulement voulu donner vie à la fraction quand aucune autre solution à la crise n'a été possible et quand elle imposait la renonciation à la possibilité d'intervenir efficacement dans la lutte révolutionnaire.» (350)

Jusqu'en 1928 la «sinistra italiana» n'avait pas d'organe de presse pour développer ses positions politiques, elle n'avait pas non plus d'existence organisée. Ecartée du PCI sauf des organisations syndicales communistes où la «Gauche» se maintient jusqu'en 1927 tout en bravant les lois d'exception, en Italie même (351), les éléments bordiguistes sont obligés de s'exiler, on en retrouve dans tous les pays d'Europe, en Russie et en Amérique tout aussi résolus à continuer le combat. En Italie, elle peut difficilement continuer un travail strictement politique, soumise partout où c'est possible à la délation des «communistes officiels» (352) et contrainte à l'illégalité depuis les lois d'exception de Mussolini. C'est à la fin de 1925 que le ministre de la justice de Mussolini, Alfredo Rocco, met au point les premiers textes législatifs destinés à modifier la structure des pouvoirs publics.

En novembre-décembre 1925, les lois sur les associations et la presse restreignent grandement l'exercice des libertés. Puis la loi du 24 décembre 1925 permet de révoquer tous les fonctionnaires qui ne sont pas fidèles au gouvernement. Une autre loi de la même date crée pour Mussolini la fonction de chef du gouvernement avec la totalité de l'autorité exécutive. Une loi du 6 avril 1926 étend le pouvoir local des préfets qui deviennent tout puissants dans les provinces.

C'est le 4 novembre 1926 que sont promulguées les «lois fascistissimes» ou lois de défense de l'Etat, elles achèvent de détruire les dernières libertés en Italie avec l'annulation des passeports, des sanctions contre les émigrés clandestins, la suppression de tous les journaux antifascistes et de tous les partis politiques, pour finir elle institue le délit d'opinion. Enfin la loi du 31 janvier 1936, dirigée contre les «fuorusciti», les émigrés qui ont quitté l'Italie volontairement ou expulsés, prévoit des peines de perte de la nationalité et la confiscation de tous les biens.

Entre-temps la loi de novembre 1926 a créé l'OVRA : Organisation de Vigilance et de Répression de l'Antifascisme ou Oeuvre Volontaire de Répression des Antifascistes (353), c'est la police politique du régime (354).

Hors d'Italie, le nouveau combat de la «sinistra» italienne se développe, ce combat se fera après l'expulsion de la plupart des oppositionnels de l'Internationale et le développement de groupes oppositionnels à l'I.C. et ceci dans tous les pays. Tout en conservant ses caractéristiques italiennes, la «Gauche» s'insère dans la vie politique de chaque pays où elle possède des membres, en même temps elle joue un rôle d'aiguillon au niveau international, de toutes les Oppositions en développement (355). Les membres de la gauche du PCI sont dans leur grande majorité arrêtés, les rescapés restent en Italie. Perrone s'appuie sur des émigrés plus anciens des années 1921 et 1925 ceux qui avaient fui l'Italie à la suite des premiers combats contre les fascistes ceux qui avaient été les plus durs c'est-à-dire avant l'installation de Mussolini à la tête de l'Etat.

C'est surtout en Belgique et en France que le plus grand nombre de travailleurs italiens, par tradition, émigrent; il en est de même pour les travailleurs faisant partie de la «Gauche». Si l'écrasante majorité est composée d'ouvriers, c'est logiquement parce que le parti sous la direction de Bordiga avait orienté son action en direction des centres ouvriers à Turin et Milan et que la «Gauche» avait toujours dirigé les organisations syndicales du parti (356) bien après l'écrasement de la «Gauche» et après 1926.

Nous reviendrons sur la sûreté théorique et la rigueur politique de ces ouvriers formés dans les luttes, les grèves en Italie et la lutte décidée contre la montée du fascisme. Ces ouvriers tranchent nettement et emportent souvent l'admiration au sein des oppositions naissantes dans tous les pays où ils militent (357). Une fois que la fraction est créée nous allons assister au passage d'une opposition informelle au sein des partis communistes à une organisation centralisée.

Il est difficile de retracer l'histoire et l'origine de tous les membres de la fraction, cependant il est intéressant d'essayer de se perdre quelque peu dans ces méandres. Les difficultés dans ce domaine tiennent à deux raisons. Il est d'une part de tradition dans la Gauche italienne de ne jamais personnaliser la vie politique de l'organisation (358) et des militants. D'autre part les membres de la Gauche ont toujours été pourchassés par la police des pays d'exil: France, Belgique et Luxembourg, c'est pourquoi, ils ont travaillé dans une semi-clandestinité (359).

Comment s'organise la fraction?

Elle fonctionne comme le parti officiel et parallèlement à lui, avec un organe central, des fédérations et des sections ou groupes. La seule différence d'avec le parti bolchevisé consiste dans le refus de Bordiga, dès le début de la bolchevisation de créer des cellules (360). L'introduction de cellules dans les P.C. s'est avérée être un instrument extrêmement efficace pour les bolchéviser. Bordiga avait vu juste.

A Pantin en 1928 on élit un comité central provisoire qui sera remplacé à la 2ème conférence de la Fraction par un Comité central de 7 membres: 3 bruxellois, «Candiani» ou Enrico Russo (361), «Pieri di Firenze» ou Borzacchi et Perrone. Il y a trois parisiens, «Peri» ou Giovanni Bottaioli, «Alfredo Bianco» ou Bruno Bibbi et «Nero» ou Jean Tornielli. Il y a aussi un membre de la fédération de Lyon, «Tullio» ou «Mario Marini», de son vrai nom Aldo Lecci.

Au sein du C.C., un comité exécutif est nommé qui est composé des 3 parisiens avec «Bianco» pour secrétaire. La Fraction est composée de 4 fédérations, une en Belgique, une à New York et deux en France, l'une à Paris et l'autre à Lyon chargée des relations avec le sud: Marseille et l'Italie (362).

Il y a aussi des membres isolés qui ne se rattachent à aucune fédération comme Ambrogi qui est à Berlin, et De Leone à la frontière Suisse à Annemasse-Ambilly où il vient de créer une épicerie. La gauche possède aussi un groupe au Luxembourg et un en Russie. A l'arrivée de Virgilio Verdaro de Moscou, il y aura une cooptation dans le Comité Central et le Comité exécutif sera transféré à Bruxelles, Verdaro en deviendra son permanent et secrétaire rétribué par la Fraction.

Le nombre de membres

Une circulaire datée du 25 janvier 1931 du C.C. demande à toutes les fédérations d'établir une liste précise des membres et de suivre le paiement des cotisations. A partir de ce moment, il est fait une stricte différence entre les membres et les sympathisants proches. Si en 1926, la gauche représente un millier de membres dans l'émigration une sélection s'opère entre membres actifs et sympathisants. En 1930 tous les membres qui n'ont pas de régularité dans le paiement des cotisations et dans l'assistance aux réunions deviennent uniquement des sympathisants. Il est intéressant de souligner que la «Gauche italienne» tout en se réclamant de principes d'ultracentralisation n'a pas pu les mettre en pratique immédiatement. Il a fallu attendre trois ans pour qu'une séparation soit établie entre membres et sympathisants proches.

Les émigrés italiens pourchassés, à la recherche la plupart du temps d'un travail, sont arrivés malgré tout à s'organiser sur plusieurs pays, à faire très démocratiquement circuler tous les documents internes, à les faire voter (363) et à faire adhérer à la fraction de nombreux ouvriers italiens encore membres du Parti communiste jusqu'en 1934 (364). Ils forcent l'admiration.

En 1931, une lettre intérieure de Bianco indique - à l'époque où le Secrétariat de «l'opposition» (365) veut établir les mandats des différentes sections internationales en vue de la future Conférence de l'Opposition:

«Il est impossible de donner un chiffre pour l'Allemagne, la Suisse, la Russie et l'Italie».

Nous savons par ailleurs que la Fédération de Paris était divisée en trois groupes: un à Paris d'une dizaine de membres et deux autres en banlieue, à Bezons et à Fontenay, de 7 à 8 membres chacun. La fédération de Lyon possédait une vingtaine de membres (366) et celle de New York en avait 9. La fédération de New York était en contact avec un petit groupe d'émigrés à Philadelphie qui avait le statut de groupe sympathisant (367).

La fédération de Bruxelles avec ses 9 membres était en contact étroit avec le groupe du Luxembourg.

Autour de cette soixantaine de membres bien organisés, qui possédaient une carte de l'organisation, il existait des sympathisants. A Moscou se regroupaient avec Verdaro quelques membres (368). En Italie celui qui établit le contact est «Milo» (369).

Indépendamment du nombre, l'influence de la fraction est assez grande dans l'émigration parmi les ouvriers puisque la centrale officielle du P.C.I. pensait que la gauche était plus importante que le parti officiel (370) et que Naville aussi faisait une hypothèse supérieure (371). Pour la vente des journaux, il est reconnu que le chiffre de vente est supérieur à celui des journaux de toutes les autres oppositions réunies (372) , alors que la presse est vendue uniquement à des Italiens immigrés, en 1929-1932.

Qui sont les membres de la Fraction?

Une lettre d'Ambrogi à Mario de Leone nous indique qui sont les membres (373):

«La masse de nos camarades est une masse prolétarienne qui a besoin de notre aide et estime d'une manière particulière le fait que nous ayons vécu longtemps en Russie...»

A part Vercesi (374) qui est juriste et comptable, Ambrogi qui est avocat et Verdaro professeur d'histoire, nous avons Mario de Leone et Jean Tornielli le trésorier qui est entrepreneur à Vincennes, en Italie il était conseiller provincial de Turin (375) qui sont des intellectuels, tous les autres membres de la fraction sont des ouvriers. Toutefois, ces militants de base du PCI ont acquis *«une certaine culture»* et ils en *«imposent à tous ceux qui les rencontrent»* (376).

Il est intéressant de préciser l'itinéraire politique d'un certain nombre de militants qui indique la fidélité au mouvement ouvrier des membres de la «Gauche». Virgilio Verdaro dit Gatto Mammine est membre du PSI depuis 1901. Il est originaire de Florence. Depuis la guerre il est gagné aux idées de gauche du PSI. A Bologne au cours du XVIème Congrès du PSI (5-6 octobre 1919)

Verdaro est un des plus fermes défenseurs de la formation du parti communiste (377). En février 1920, il est élu à Turin avec Bordiga et Giovanni Boero secrétaire de la Commission exécutive de la Fraction abstentionniste. Les 8 et 9 mai 1920 à Florence lors de la 1ère Conférence nationale de la fraction, Verdaro la préside (378).

Verdaro n'est pas un homme public, mais un membre du PSI puis du PCI de tout premier plan. Il réside en Russie depuis 1924 mais il arrive à en sortir pour Berlin le 2 juin 1931 (379).

Mais sa compagne Mariottini sera retenue en otage en Russie. **Prometeo** a lancé des campagnes pour sa libération. La G.P.U. annonce la capitulation de Mariottini, puis elle disparaît dans un camp (380) jusqu'en 1940, date à laquelle elle peut rejoindre son compagnon en Suisse. Verdaro reste le secrétaire de la fraction jusqu'à la IIème guerre mondiale puis il se retire en Suisse pendant la guerre. Il ne rejoint pas le Parti communiste internationaliste après la guerre (381).

Avant de poursuivre les biographies des militants dans les différentes sections il nous faut dire un mot du malheureux Mario De Leone que nous retrouverons pendant la guerre d'Espagne où il meurt d'une crise cardiaque. Né à Naples, le 17 août 1897, il était marin, puis capitaine. Très jeune, il rejoint la lutte de Bordiga; son nom apparaît déjà sur le numéro 1 du **Soviet** dès décembre 1918. Il est alors le secrétaire d'un syndicat régional de Naples. Il participe à la fondation du PCI à Livourne et se dévoue totalement à ses activités militantes, il disait :

«Je n'ai rien connu des plaisirs de la jeunesse, aucun besoin en dehors de celui de me jeter à corps perdu dans le mouvement ouvrier» (382).

Puis il se rend en Russie au début des années 1922, en tant que représentant officiel du PCI auprès de l'I.C. Sentant le vent tourner, il réussit à sortir de Russie alors qu'il était encore temps en 1929. C'est au cours de cette période qu'il devient un des meilleurs amis d'Ambrogi (383). Le 7 novembre 1929, il quitte Moscou (384) et il s'installe à Annemasse où il essaye de fonder un commerce. Il y perd sa femme à cause de mauvais traitements et de malnutrition consécutive à des difficultés financières, il doit alors se séparer de ses enfants qui rejoignent l'Italie.

Il reprend contact avec la fraction durant les années 1930. Au printemps de 1936, il est le représentant officiel de la fraction à Barcelone. Il prend parti pour la «minorité» en juillet 1936, il repart alors s'engager à Barcelone dans la colonne Lénine du POUM (385). Il meurt à Barcelone d'une crise cardiaque en novembre 1936, à 46 ans.

1 - A Paris: Dans une lettre de Bianco de la Fédération (386), nous apprenons que Tornielli est originaire de Turin et que *«les autres membres de Paris viennent de la région de Livourne, ce sont tous des éléments de la base»*.

Beaucoup de membres de la fraction à l'étranger sont originaires de Toscane. Il semble que cette émigration soit due à une terrible répression dirigée par les fascistes contre les communistes (387), c'est pourquoi beaucoup durent émigrer pour éviter la prison.

Bruno Bibbi (388), lui-même, est né à Carrare le 5 juillet 1901, il a fait parti des «squadre d'azione» contre les fascistes et, d'après la police, il était très courageux (389). Dès son arrivée en France, il a subi de nombreux arrêts d'expulsion. Le premier intervient à Marseille en 1924 (390), le deuxième à la suite d'une interpellation le 1er mai 1928. Entre-temps il se marie avec Renée Cugnet le 14 décembre 1929, avec qui il aura une fille Monique, née le 28 octobre 1929. Son fils Ottorino, meurt à la naissance le 20 septembre 1931. Pour déjouer les recherches de la police les lettres du secrétariat parviennent au nom de Renée Cugnet. Il est expulsé de la Fraction en 1937, à cause de soupçons portés sur lui. Ses camarades verront en lui un agent de la police italienne, l'OVRA. Il semble qu'il en était rien ; à la fin de la guerre, il retourne en Italie où il réintègre le Parti communiste Internationaliste. Il vivait encore aux environs de Carrare en 1978.

Giovanni Bottaioli, «Butta», «Peri», appartient encore au Comité Central de la fraction reconstituée à Marseille de 1940 à 1944.

Luigi Danielis, dit «Gigi» est né à Palnova le 27 avril 1901, il remplace Bruno Bibbi en 1937 comme secrétaire de la fédération de Paris, en 1944 il participe aux organes dirigeants du nouveau parti : le Parti communiste Internationaliste en Italie.

Sont aussi à Paris les deux frères Corradi qui exercent diverses professions de la mécanique au travail du bois. Pierre Corradi dit «Piero» vient du **Réveil communiste** puis il adhère à la fraction en 1929. (Les frères Corradi sont nés à Paris d'immigrés italiens (391)). Au moment de la guerre d'Espagne Pierre Corradi est membre de la minorité. Les frères Corradi adhèrent au nouveau parti (le Parti communiste Internationaliste) en 1944..

2 - En Belgique: nous avons avec Perrone et Verdaro, Ferdinando Borsacchi dit «Pieri», la police a du mal à l'identifier. Elle le confond avec Luigi Borsacchi qui à cette époque n'a rien à voir avec la fraction (392). Borsacchi est de Florence et sa profession est mécanicien automobile, puis il devient mécanicien de haute précision, il n'avait jamais de mal à trouver un emploi.

Russo Enrico dit «Candiani» est né le 22 septembre 1895 à Naples où il exerçait la profession de mécanicien. L'ordonnance de la Commission provinciale du 22 novembre 1926 l'a assigné à résidence pour trois ans et six mois mais il a pu s'échapper et partir pour Bruxelles (393). En 1917, il avait créé à Naples la section locale de la FIOM et il en devient le secrétaire syndical (394).

Un autre membre de la fédération de Bruxelles est connu à cause de son assassinat tragique commis par des membres du PCI officiel à la libération en Italie, il s'agit de Fausto Atti (395).

3 - A Lyon: autour d'Aldo Lecci dit «Mario Marini» qui est le secrétaire de la fédération nous avons Piccolo Lenano né à Volcarino le 8 février 1895. Ce simple militant avait le contact facile avec les autres ouvriers et il essayait souvent fort heureusement de convaincre les militants qui suivaient le PCI. C'est ainsi que la police ne comprenant pas bien comment se déroule l'activité militante décrit ainsi son rôle,

«son rôle dans la fraction était d'essayer d'obtenir des renseignements de la part des communistes ou d'essayer de les convaincre individuellement» (396).

Dans la fédération un autre membre jouait un rôle important, il s'agit de Carlo Mazzuccheli dit «Tre» (397). Deux autres membres n'ont pas pu être identifiés par la police, il s'agit d'«Il Friulano» d'Udine «déjà ami de Scoccimaro en 1925, il habite Lyon-Montplaisir» (398) et de «Bruno il Rosso». Il a été expulsé de Belgique et du Luxembourg où «il s'est procuré une carte d'identité du nom de Vannini Bruno. Il est de Milan, il a 25-26 ans, il habitait alors chez Luigi Repossi. En 1921, il faisait parti des «Squadra di difesa» et parallèlement il exerçait la profession de métallurgiste» (399). Nous ne pouvons déterminer s'il s'agit de Bruno Zecchini, car ce dernier est né à Venise puisqu'il s'agit du propre beau-frère de Perrone qui est marié avec Ida Zecchini. Cependant, la description semblerait être en accord avec sa vie réelle. Ce dernier avait réussi à s'échapper des Iles Lipari où il était assigné à résidence depuis 1926.

A Lyon avec Aldo Lecci, il y avait d'autres militants qui joueront un rôle important à Marseille quand la fraction s'y repliera durant la guerre. Ainsi, Otello Ricceri dit «Piccino», ouvrier bijoutier à Florence qui a émigré en France en 1925. Il était très attaché à la fraction et, par ailleurs, très courageux; en 1931-32 lors de la vente de **Prometeo** à Lyon, il eut un traumatisme crânien à la suite d'une rixe avec des militants du PC. Il est décédé en 1976 à Marseille toujours militant du PCI (bordiguiste) (400).

Nous ne nous appesantirons pas, ici, sur Ottorino Perrone (401) dit Vercesi c'est un des membres les plus importants de la Fraction et nous lui avons déjà fait une place spéciale et à part. C'est un des membres les plus représentatifs de la Fraction, les membres du **Réveil** appelaient «perronistes» les membres de **Prometeo**. Perrone était doué d'une étonnante capacité d'écriture, un orateur né et d'une passion sans limite pour les questions politiques. Capable de grande clarté pour les questions théoriques les plus ardues, Vercesi sera le moteur de cette petite organisation.

L'I.C. et la Fraction

C'est donc l'expulsion de Trotsky mais surtout les décisions du XVème Congrès du PCR, proclamant «*l'édification du socialisme en un seul pays*» et celles du 9ème exécutif élargi de l'I.C. qui décident qu'on ne pourrait soutenir Trotsky et adhérer à l'Internationale. Les bases de la formation de la Fraction étaient enfin réunies, les hésitations de 1925, 1926 et même 1927 étaient enfin dépassées, la «gauche italienne» ne pouvant plus défendre ses idées au sein de l'I.C., se trouve obligée de fonder une fraction. La Gauche italienne se réunit en mai 1928 à Pantin pour fonder une «fraction ouverte». Toutes les idées de la Fraction vont être réunies dans la résolution finale adoptée de façon unanime par tous les membres présents de la «sinistra».

Résolution

«La conférence décide de:

1 - se constituer en fraction de gauche au sein de l'Internationale communiste,

2 - élire un comité central provisoire,

30 - publier un bimensuel qui s'appellera **Prometeo**,

4 - développer des groupes de gauche qui auront pour tâche de se battre sans répit contre l'opportunisme et les opportunistes. Une telle lutte se réclame du Manifeste communiste, des thèmes du IIème Congrès de la IIIème Internationale, des thèses de Rome, des thèses de la Conférence Nationale (Consultative) (402) du PCI, des thèses présentées par Bordiga au Vème et VIème Congrès mondial, des thèses présentées par la gauche au Congrès de Lille de la SFIC et tous les écrits du camarade Bordiga. Assigner comme but immédiat:

a) la réintégration de tous les expulsés de l'Internationale qui se réclament du Manifeste communiste et qui acceptent les thèses du IIème Congrès Mondial

b) convocation du VIème Congrès Mondial sous la présidence de Léon Trotsky

c) mise à l'ordre du jour du VIème Congrès Mondial de l'expulsion de l'Internationale de tous les éléments qui se déclarent solidaires des résolutions du XVème Congrès russe.» (403)

Cette résolution est importante car elle permet à la fraction de se doter d'un cadre d'action, au moment où se développent dans tous les pays des groupes oppositionnels. En 1926-1927, la «sinistra italiana» est très divisée, il est même impossible de parler d'une seule entité politiquement unie. Certains comme Repossi en Italie ou la tendance du **Réveil communiste** avec Pappalardi dans l'émigration étaient pressés d'agir et de se constituer en fraction beaucoup plus tôt.

D'autres comme Bordiga, puis Ugo Girone (404) ne désiraient pas faire un travail fractionniste dans le parti. Les militants dans l'émigration ont une autre attitude car ils sont expulsés des différents partis communistes et de l'Internationale et ils sont poussés à s'organiser, à part, contre leur gré.

Sans abandonner ses spécificités, la fraction est solidaire du combat de Trotsky et de l'Opposition russe. La Gauche italienne ne se conçoit pas comme un groupe italien, elle se reconnaît dans le combat international et donc celui de Trotsky qui n'est pas seulement un membre important du parti russe mais encore le plus brillant second de Lénine ainsi que le dirigeant le plus connu de l'Internationale. C'est aussi pour l'instant, la seule opposition qu'elle reconnaît car cette dernière a élaboré un programme politique (405).

Nous venons d'expliquer, la raison théorique qui permet la création de la fraction. Elle tient à l'argument suivant : l'Internationale n'a pas pu «*éliminer de ses rangs l'opportunisme et les opportunistes*», il faut en conséquence, comme en 1919, se constituer en Fraction pour chasser les

éléments «opportunistes» puis créer ultérieurement le nouveau parti dès que les conditions politiques seront réunies. Et pour ce faire il faut réclamer la convocation du VIème Congrès de l'I.C. qui devra se réunir sous la présidence de Léon Trotsky.

Statutairement, il n'était pas possible d'exclure des membres de l'Internationale sans la convocation d'un congrès. C'est pourquoi la Fraction fait un recours devant le VIème Congrès (406). La «sinistra italiana» a foi dans l'Internationale. Sera-t-elle réintégrée ? En réalité, elle ne comprend pas que Staline est déjà le maître incontesté et que l'I.C. ne peut plus être «redressée». A cette époque, dans de nombreux pays, se crée une Opposition avec, la plupart du temps, les anciens fondateurs des différents PC.

Ces oppositions qui pullulent dans de nombreux pays, ne sont pas homogènes et viennent d'horizons politiques fort différents. En France, les choses sont encore plus diverses. Souvarine et le «Cercle communiste démocratique» représentent la «droite» des Oppositionnels. Le concept de droite et de gauche est utilisé à cette époque dans les P.C. et dans l'Internationale mais il est très difficile de le définir. Après le Vème Congrès de l'I.C., on considère les défenseurs de Zinoviev comme faisant partie de la «gauche» et les partisans de Boukharine comme constituant la «droite».

Après 1927 les partisans de Trotsky et les Zinovievistes qui ne capitulent pas composent l'Opposition internationale unifiée (407). Les oppositionnels qui ne s'organisent pas directement autour de Trotsky, tels que Souvarine, seront considérés comme des oppositionnels de «droite».

Les autres groupes qui apparaissent sont plus difficiles à caractériser à leur création. Le groupe «*Contre le courant*» qui publie une revue du même nom à partir du 20 novembre 1927 et qui porte en exergue «*Organe de l'opposition Communiste*» - pendant un certain temps elle veut apparaître comme le véritable organe de l'opposition en France- lance un appel pour regrouper tous les groupes existants en France. Ce groupe autour des Paz, Lorient, Jean Barrué, Lucie Colliard, Delfosse, en juin 1928 cherche à rassembler les courants, qu'ils soient de droite ou de gauche. Mais sans méthode politique claire, cette expérience va faire long feu, ce groupe, en effet, ne possède aucune tradition politique et subit des influences très diverses qui le font évoluer entre la gauche et la droite. Ces militants apparaîtront bien vite comme des intellectuels qui travaillent comme un cénacle.

C'est en juin que la convocation pour une conférence nationale est lancée par le groupe **Contre le courant** pour les 14 et 15 juillet 1928 à Paris, à tous les groupes suivants (408)

- l'opposition de Lyon et de Limoges de Marcel Body,
- la **Révolution prolétarienne** de Rosmer et Monatte,
- le «Cercle communiste démocratique Marx-Lénine», de Souvarine,
- l'«Unité Léniniste», de Barré-Treint,
- le **Réveil communiste**,
- **Prometeo** pour la fraction italienne,
- La lutte de classe, autour de Naville.

La plupart des réponses furent négatives car souvent les groupes étaient constitués de membres qui se connaissaient de longue date à l'intérieur du PCF. Par exemple, tous les groupes éprouvent une solide rancune à l'encontre de Treint, «le Capitaine» qui avait exclu les différentes oppositions au nom de la «bolchevisation» en suivant les directives de Zinoviev (409).

Le refus de **Prometeo** nous intéresse, ici. Il est (410) important de le souligner car ce style de réponse se répétera souvent au sein de l'Opposition. Ce refus n'est cependant pas définitif, la fraction précise sa méthode de discussion qui doit être mûrement préparée par une plate-forme politique, il ne s'agit pas de se précipiter dans une conférence. C'est donc une longue lettre que le Comité central de la fraction enverra le 8 juillet (411), cette lettre est signée par Vercesi. Le groupe

Contre le courant pense que le regroupement des oppositionnels peut se faire sur la base d'une lutte contre le tournant de l'I.C., contre le tandem Staline-Boukharine.

Dans un premier temps, la Fraction considère que l'antistalinisme n'est pas suffisant pour regrouper tous les éléments oppositionnels épars:

«Il est inconcevable que tous les événements que nous avons vécus puissent se renfermer dans l'anti-stalinisme, et il est tout à fait sûr que cette base - l'anti-stalinisme - ne fournit aucune garantie pour la régénération du mouvement révolutionnaire.»

Puis, nous arrivons au coeur de la pensée de la «Gauche» qui estime que toutes ces oppositions sont un «signe de faiblesse». Ainsi, pour l'instant, il est important de polémiquer sans complaisance pour aboutir ensuite après réflexion à des résultats plus solides:

«Il y a beaucoup d'oppositions. C'est un mal, mais il n'y a pas d'autres remèdes que la confrontation de leurs idéologies respectives, la polémique pour aboutir après à ce que vous allez nous proposer... Notre mot d'ordre c'est d'aller en profondeur dans notre effort sans nous laisser guider la suggestion d'un résultat qui serait en réalité un nouvel insuccès. Nous pensons qu'il est indispensable de se connaître réellement avant d'en arriver à affirmer si tel ou tel groupe fait une véritable critique de gauche.»

La Gauche italienne a tiré profit de l'expérience qu'elle a eue avec les groupes de **L'Ordine nuovo** et des Terzini en Italie. En effet, elle s'est retrouvée affaiblie par le regroupement avec des éléments peu déterminés lors de la fondation d'un parti plus large en 1921. Aujourd'hui, «la gauche» demande d'abord la rédaction d'une plateforme et de textes précis avant d'entamer une unification plus étroite qui serait, dans les conditions présentes, un affaiblissement plutôt qu'un renforcement.

En fait, la Gauche italienne ne reconnaît que l'Opposition de gauche russe qui, elle, possède une véritable plateforme politique. Les autres oppositions de gauche, pour elle, n'existent pas. Elles ne sont que des appendices de celle-ci ou bien, ce qu'elle pensait en 1928, des «gauches» en formation. Ultérieurement, sa conviction sera faite, et dès 1932, elles ne seront que des appendices de la Gauche russe.

Comment se manifeste, dans ses premières années d'existence, le travail de la Gauche italienne? En premier lieu son outil d'intervention le plus important est son journal **Prometeo** qu'elle diffuse auprès des ouvriers émigrés, en France, en Belgique et aux Etats Unis.

Le journal paraît tous les 15 jours très régulièrement de 1929 à 1934, sauf au cours des mois d'été: juillet et août. Cela représente plus de 100 numéros sur 4 pages du numéro 1 du 1er juin 1928 au numéro 107 du 5 juin 1934. Puis avec la parution de **Bilan** en français, la parution sera mensuelle du numéro 107 du 5 juin 1934 au numéro 153 du 3 avril 1938, date du dernier numéro de **Prometeo** de la IIème série, cela représente 46 numéros publiés en 4 ans.

Il semble que le numéro était vendu entre 5000 et 6000 exemplaires pendant la période 1929-1935. Cette indication vient d'une lettre envoyée à New York qui disait que 500 exemplaires étaient distribuées dans cette ville, mais l'argent ne rentrait pas facilement (412). Parmi les abonnés on peut noter Tasca, dirigeant du PCI et représentant de ce parti à l'Internationale à Moscou jusqu'en 1930. Nous avons pu consulter la collection de **Prometeo** grâce à sa collection conservée par l'Institut Feltrinelli à Milan.

Le journal se compose de rubriques. La page 1 comprend des articles sur la situation italienne ou des articles d'actualité; la page 2 comporte des articles sur la situation internationale ou les rapports d'autres groupes de l'Opposition. En page trois de vieux documents, des articles de Bordiga ou de Trotsky, de Lénine sont publiés. La page quatre est réservée «A la vie de la fraction».

Avec le journal, les ouvriers italiens membres de la fraction ont une activité politique régulière dans les usines où ils travaillent ainsi qu'en milieu ouvrier. Cette activité se fait sur le terrain revendicatif et syndical.

En France, par exemple, la politique de la fraction est de prôner l'unité syndicale: c'est depuis 1922 la politique de la gauche italienne. C'est pourquoi la fraction s'élèvera contre la création d'un front unique des oppositionnels dans la CGTU. Quand Rosmer, Claude Naville, etc... essayeront de créer l'Opposition unitaire avec Dommanget et des membres oppositionnels de l'Enseignement, elle s'y opposera, rejoignant, avec d'autres prémisses, les positions de Trotsky (413).

La fraction distingue toujours le travail syndical et le travail politique. Il ne doit pas y avoir de fractions syndicales séparées, il faut toujours travailler unitairement, à condition que le parti ou la fraction puisse développer ses propres idées dans ce cadre. A cette fin la fraction crée un Comité syndical pour centraliser son action politique et syndicale mais c'est tout. Cette attitude politique n'aboutit pas à une organisation séparée au niveau syndical. Ce mode d'organisation et de travail est assez original et il est peu courant au sein des autres PC (414).

C'est ainsi que le P.C. d'Italie avait conçu son intervention jusqu'en 1927, tant que la «Gauche» dirigeait le Comité syndical du parti. Grâce à son activité, au cours de la «IIIème période» de l'Internationale la Fraction va obtenir un écho encore plus large parmi les ouvriers italiens membres du P.C. Les ouvriers sont désorientés par les changements brusques de politique de l'Internationale. Ainsi on peut lire dans **Prometeo** une lettre d'adhésion de quatre ouvriers de La Seyne en 1932 (415), «*Voix de protestation dans le parti*», cette lettre est signée, Rini, Alfredo, Casa, Bertollo. Ces membres du parti avaient déjà été accusés de «fractionnisme» pour avoir discuté avec «*un vieil ouvrier membre de la fraction*».

Un autre exemple est fourni par le numéro de **Prometeo** du 25 juin 1933 (416) où l'on peut lire une demande d'adhésion de trois italiens membres du parti à New York, cette lettre est signée Giordano, Francesco et Guerino. Puis en Belgique, il y a une autre adhésion signée Ferro (417).

En 1933 la position de l'I.C. devient intenable. Les partis communistes laissent les ouvriers complètement désarmés face à l'arrivée d'Hitler au pouvoir. C'est pourquoi les PC subissent une nouvelle et grave crise avec une importante hémorragie de leurs membres (418).

En 1934, à New York la Fédération de la fraction constate un nouvel afflux de membres, d'abord c'est Angelo Pizzica (419), puis, le 4 février de nombreuses adhésions sont à nouveau signalées, enfin celles de «Casanova» et «Sana» (420). En France la même chose se produit, avec l'adhésion de «Welter» (421).

D'autres modes d'intervention rendent bien sensible l'impact de la gauche en Belgique. En 1932, il y a de grandes grèves chez les mineurs. Ce mouvement fut extra-syndical ce qui permit à la fraction d'avoir une assez grande audience et d'agir unitairement avec la Ligue des communistes Internationalistes de Belgique de Hennaut (422). Ces deux organisations purent avoir un large écho parmi les ouvriers (423).

La fraction va aussi développer une grande activité au sein du Secours rouge. Quand elle sera exclue du Secours rouge au niveau international en septembre 1931 (424) il ne sera pas possible d'appliquer la mesure en Belgique car la Fraction est majoritaire au sein de certains comités régionaux de ce mouvement.

Voilà quelques exemples qui soulignent l'importance de la Fraction au sein de l'émigration italienne en 1933-34. Le nombre des membres de la fraction avait augmenté pour passer à plus d'une centaine dans les trois grands pays de l'émigration, France, Belgique, Etats Unis.

Avant d'aller plus avant, dans l'histoire de la Gauche italienne et de ses prises de position de politique générale et internationale, nous voudrions retracer la vie d'un de ses membres Ersilio Ambrogi.

De nombreux chercheurs ont souvent eu des difficultés pour identifier ce personnage, tels Michel Dreyfus, Robert Paris ou Paolo Spriano. Sa vie est la vie de nombreux révolutionnaires qui n'ont pas saisi la transformation de l'Etat soviétique en Etat totalitaire et le rôle que la théorie marxiste allait jouer. Pour toutes ces raisons nous avons jugé bon, une fois de plus, de distraire, quelque peu, l'attention de notre lecteur.

Chapitre 5 :

Ersilio Ambrogi

La vie d'Ambrogi est instructive pour notre propos car elle illustre deux réalités:

- en premier lieu la lutte de la Gauche italienne contre l'opportunisme et le réformisme, dès avant la 2ème guerre mondiale,
- en deuxième lieu l'influence du déroulement inexorable de l'histoire cahotique de cette période qui a broyé bon nombre d'hommes à cette époque.

Ayant trouvé une documentation inédite sur la vie d'Ambrogi dans les Archives Perrone, il nous a semblé très important de nous attarder sur ce drôle de personnage. Les travaux de Madame Mettewi-Morelli, et Andreucci et Detti viennent amplement confirmer nos découvertes.

Ambrogi est né d'une famille bourgeoise le 16 mars 1883 à Castagneto Carducci près de Pise. Dans sa jeunesse il adhéra aux idées anarchistes (425), puis, fortement influencé par les idées de Sorel (426), alors très répandues en Italie, il est attiré par les conceptions syndicalistes révolutionnaires (427).

En 1901, à 17 ans, il adhère au PSI et appartient dès le début à la gauche de celui-ci. En 1904 il est condamné à 11 mois de prison pour des «faits politiques graves» (428). Il s'exile à Paris de 1905 à 1909. Puis il poursuit des études juridiques à l'université de Bologne où il obtient une licence en droit en 1912. Avec Bordiga il fait partie de la fraction abstentionniste (429) dont il sera d'ailleurs le délégué pour la province de Pise.

Dans le même temps, Ambrogi, à la fin de ses études juridiques, s'oriente vers le barreau. A 27 ans, il épouse Oberdana Macchi dont il aura un fils, Ellenio. Nous verrons plus tard que celui-ci sera l'otage de la police italienne au temps de Mussolini.

Les années 1920 décideront de l'avenir de ce militant. En effet, au cours des premiers mois de 1920 et jusqu'à l'apogée du mois de septembre de cette même année, le climat social devient particulièrement tendu en Italie: les occupations d'usines se multiplient et une très forte répression se développe: à Florence, le 29 août 1920, trois personnes sont tuées. Les forces de l'ordre interviennent durement et les groupes fascistes armés lancent des expéditions punitives qui sèment la terreur. Quelques jours avant les événements de Florence, le 13 juillet, les fascistes ont provoqué des événements anti-slaves à Trieste et dans la province; à Bologne, le 21 novembre il y aura huit morts et cinquante blessés; le 20 décembre, une expédition fasciste partira de cette même ville en direction de Ferrare où de graves affrontements feront quatre morts et trente blessés (430). Le PSI face à des événements aussi graves ne propose aucune perspective de lutte aux ouvriers; il est tout occupé par l'approche des élections communales et provinciales. La fraction abstentionniste critique vivement ce manque de réaction qui sera évoqué lors de la Conférence d'Imola, le 28 novembre 1920.

Ambrogi en tant que délégué de la province de Pise est présent à cette réunion qui sera déterminante pour la fondation du PCI. Il se situe d'ailleurs dans le groupe le plus intransigeant qui souhaite une rupture rapide et nette d'avec le PSI (431).

Il est à remarquer que Bordiga lui-même ne prend pas une position si extrême. Il souhaite attirer certains maximalistes pour s'unir avec le groupe de «L'**Ordine nuovo**» et acceptera dans

les mois suivants d'abandonner le préalable de l'abstentionnisme pour fonder le futur parti communiste.

Dans cette période troublée les événements se précipitent. Ambrogi, maire de Cecina dans la province de Pise depuis 1920, provoque malencontreusement des réactions violentes dans sa commune en faisant retirer un monument commémoratif.

Il Mondo du 15 mars 1921 rapporte les faits:

«Le 9 décembre 1920 l'administration communiste de Cecina, présidée par l'avocat Ambrogi, enlève à l'Hôtel de Ville, la pierre commémorant la victoire...»

Le 25 janvier quelques fascistes de Pise et de Livourne viennent la nuit et replacent la pierre. Le lendemain matin Ambrogi la fait enlever, et avec un Manifeste de défi aux fascistes proclame la grève générale de protestation (...)

Le soir du 26 une trentaine de fascistes arrivent de Livourne et une quinzaine vont voir le Commissaire de Cecina l'avertissant qu'ils ne partiraient pas avant que la pierre soit remise. Le Commissaire réussit à persuader les fascistes de retourner à Livourne et les fascistes retournaient à la gare en passant par la place...»

Il s'ensuit une altercation et:

«Tombent blessés Leoni Dino qui mourut le 19 février à l'hôpital de Livourne et Bertili qui resta alité pendant plus de 20 jours.»

Ambrogi est arrêté (432). Peu de temps après, aux élections de mai 1921, il est élu député communiste dans la circonscription de Pise (il était déjà président du conseil provincial de Pise). Les autorités le mettent en liberté provisoire et il en profite pour quitter l'Italie. Il sera jugé par contumace par la Cour d'Assises de Padoue le 23 janvier 1924 (433) et condamné pour complicité d'homicide et tentative d'homicide à 21 ans, 10 mois et 15 jours de réclusion et deux ans de surveillance spéciale (434).

La deuxième période de la vie d'Ambrogi commence. Nous le trouvons donc en 1921 à Berlin représentant du PCI auprès du parti communiste allemand. Son rôle officiel l'amène à fréquenter conférences, congrès et séances du Bureau Politique et Syndical de ce parti (435). En relation avec les organes illégaux de celui-ci, il est chargé du contrôle des émigrés acheminés en Russie et de leur retour en Italie via Berlin. Ceci l'amène à être en étroite relation avec le centre politique et illégal du parti en Italie et avec le Komintern.

Bien que participant ainsi aux activités des groupes, sur le plan des principes il n'est pas en total accord avec les dirigeants du PCA: des divergences se font jour en raison des différences d'opinions entre l'Internationale et le PCI, notamment à propos de la nouvelle tactique de «front unique».

Malgré tout, à la fin de 1921 et au début de 1922, Ambrogi se rend en mission à Moscou pour participer à la séance de l'Exécutif élargi de février. Il y restera quelques temps: tout d'abord il occupe le poste de représentant du PCI à Moscou alors vacant (436) dans l'attente de l'arrivée de Gramsci (437). A l'arrivée de celui-ci le P.C.I. décide qu'ils doivent travailler ensemble car ils sont dotés de qualités complémentaires. Bordiga qui dirigeait alors le parti les estimait l'un et l'autre.

Pendant qu'Ambrogi séjourne en URSS les divergences plus haut évoquées entre Moscou et le PCI s'accroissent. Tandis que Gramsci bien que défendant la position de Bordiga majoritaire à l'intérieur du PCI, est déjà attiré par les positions de l'Internationale, Ambrogi se montre inébranlable, et, de ce fait, devient la «bête noire». Une altercation violente l'oppose à Zinoviev, dont il sort provisoirement vainqueur. Mais en définitive, Zinoviev réussit à obtenir le départ

d'Ambrogi pour Berlin sous prétexte que sa présence là-bas est nécessaire pour assurer le transit de nombreux délégués qui devaient participer au prochain congrès (438). Le développement intéressant de la situation allemande suffirait d'ailleurs à l'attirer vers Berlin. Il remplace à ce poste le délégué du PCI, Scoccimaro (439). Il est important de noter que c'est au cours de ce premier séjour à Moscou qu'Ambrogi entre en relation avec le GPU.

Septembre 1922, marche sur Rome des fascistes, les délégués du IVème Congrès doivent rentrer illégalement en Italie mais aucun n'est inquiété grâce à l'excellent travail d'Ambrogi de retour à Berlin. Cependant, la politique de l'Internationale est de plus en plus opportuniste et les relations entre Ambrogi et la nouvelle centrale du PCA se refroidissent beaucoup. Brandler a été réhabilité par l'Internationale et est devenu à côté de Zinoviev un sous-secrétaire de celle-ci.

Ambrogi jouit encore en 1923 de la pleine confiance et du soutien du PCI, mais en février 1923 Bordiga est arrêté et la politique du PCI va se modifier insensiblement, Gramsci va prendre la direction du parti et la fermeté qu'il montrait quand Ambrogi était près de lui va peu à peu s'évaporer. Cependant Gramsci ne céda pas aux pressions qui voulaient faire supprimer le poste tenu par Ambrogi ou qui voulaient le remplacer par Tasca qui occupait, alors, le même poste auprès du PCF à Paris.

Pendant ce temps la situation évolue en Allemagne, le mouvement révolutionnaire fait faillite, la direction Brandler décline et tout laisse prévoir une reprise de l'influence de la gauche du parti.

Le procès d'Ambrogi eut lieu à cette époque en Italie, et le gouvernement italien fit une demande d'extradition auprès du gouvernement allemand. Ambrogi fut prévenu rapidement et l'Ambassade soviétique lui procura un passeport immédiatement pour partir en Russie. Il part vers le mois de juin 1924. Arrivé en Russie, il demanda à Terracini de le mettre en rapport avec le G.P.U. qui l'utilisa très rapidement. Au début le travail ne l'occupait guère, il prenait connaissance des documents diplomatiques italiens ou français et rédigeait des notes succinctes en russe. Puis le travail se développa rapidement avec la reprise des relations diplomatiques entre la Russie et la France.

Il devient rapidement le chef d'un énorme service de traduction et prit le nom d'Epidavros. Pendant la période qui va de 1924 au début de l'année 1927, Ambrogi fut un fonctionnaire loyal et sérieux du Commissariat des Affaires Étrangères en relation avec le GPU.

Cependant, au moment où se développe au sein du parti russe la lutte avec l'opposition, on lui demande confidentiellement sa position. Ambrogi l'expose d'abord oralement puis il demande de pouvoir l'écrire. Il rédige un document pour plus de clarté (440), et c'est alors qu'il doit suspendre ses activités puis il est informé par les dirigeants du GPU que malgré ses positions au sein du Comintern on lui permet de reprendre son travail (441). Pendant ce temps un processus d'exclusion se mettait en place devant la Commission Centrale de Contrôle du PCR.

Nous avons déjà cité une lettre de Bordiga à Ambrogi du 7 juillet 1926, ce qui montre qu'il continuait ses activités politiques oppositionnelles durant cette période. Il est en relation avec un groupe d'émigrés italiens de gauche comme Virgilio Verdaro et Arnaldo Silva, etc... (442). C'est avec ces militants qu'il signera la lettre qu'il avait demandé la permission d'écrire (443).

Nous avons aussi cité la lettre écrite le 26 janvier 1927 à Perrone pour lui demander de « prendre l'initiative » et lui donner son avis pour prendre des contacts avec l'opposition russe.

Le 5 décembre 1927 il écrit à Trotsky, directement en français (444) :

« *Camarade Trotsky,*

Je crois avoir l'occasion dans les prochains jours de communiquer avec les camarades italiens qui ... (illisible) ... de ton projet de nos relations directes avec l'opposition russe.

En réalité, j'ai tenté d'établir ces liaisons, mais avec peu de succès et j'ai l'impression que quelqu'un tente plutôt des liaisons avec des éléments que nous considérons décidément perdus.

On répète les mêmes fautes qui ont créé les premières discussions dans notre parti.

Je crois être suffisamment renseigné sur la ligne de conduite que tiendra l'opposition après les derniers événements qui certainement étaient prévus d'avance.

Il paraît qu'il y a des dissensions au sein de l'opposition. Mais il est difficile de les saisir.

Voilà des questions entre autres qui demandent essentiellement une plus urgente explication pour laquelle il me paraît utile de m'adresser directement à vous dans l'espoir de renseigner les camarades italiens et exposer mon point de vue et celui de quelques membres de la gauche qui se trouvent là.

C'est à vous d'apprécier si une utilité peut venir de ce colloque et s'il mérite que vous lui consacriez quelques minutes. Je sais d'ailleurs que le temps est trop précieux pour vous.

Je vous ai téléphoné plusieurs fois d'après vos instructions sans avoir la chance de vous trouver et ce soir même, on m'a répondu de téléphoner dans une demi-heure, puis une heure et enfin on m'a communiqué que vous étiez parti, il y a cinq minutes.

Je n'insisterais pas longuement s'il s'agissait d'un simple intérêt personnel mais convaincu que la lutte intérieure du parti russe est amenée à jouer un rôle toujours grandissant dans les autres partis de l'Internationale et que de sa solution dépend le redressement de l'Internationale. Je pense aussi qu'il faut soigner les liaisons avec les camarades étrangers non seulement dans un but d'information mais dans un but de collaboration réciproque.

Voilà ce qui à mon avis peut justifier mon insistance, mais pour ne pas continuer à vous téléphoner tous les jours au hasard, je vous prie si vous attachez quelque utilité à ce colloque, de me prévenir vous même lorsque vous serez libre. Vous connaissez déjà mon adresse et mon téléphone que d'ailleurs je vous répète ici,

Epidavros,

Pap... (illisible), 8 - log. II

Tél. : 1-69-11

En attendant, cordialement.»

Cette lettre montre que Trotsky même après son exclusion du parti russe et avant son exil, possédait une certaine liberté de mouvement en URSS. Par ailleurs, il ne pense pas que les événements vont si mal tourner dans le parti russe, dans l'Internationale et le mouvement ouvrier. La «Gauche italienne» en URSS reste bien isolée, et, elle non plus, n'est pas capable de comprendre ce qui se passe et de réagir.

Les révolutionnaires russes qui ont été capables de faire une révolution, de faire trembler l'Europe, se sont montrés des enfants face à la contre-révolution et à la terreur stalinienne. L'activité fractionniste se poursuivra et le groupe italien à Moscou écrira d'autres textes. Epidavros et Verdaro signent une autre lettre le 21 février 1929, publiée dans le **Bollettino Interno** de la fraction, numéro 2, d'avril 1931 en page 14 et 15. Une troisième lettre est signée de trois noms: Epidavros, Verdaro et Silva, elle est datée du 11 mars 1929 et la quatrième lettre est un appel de ces trois derniers contre la délibération de la Commission Centrale de Contrôle du PCR du 10 mai 1929, qui les a exclus du parti communiste soviétique (445).

Le 19 avril 1929 Germanetto écrit à Iaroslavsky (446) en citant une lettre d'Ercoli (Togliati) pour lui demander d'être sans indulgence avec les bordiguistes et aussi avec les trois éléments de Moscou. L'expulsion interviendra le 21 mai 1929. La lettre inédite citée (447) indique combien l'opposition «bordiguiste» effrayait Togliatti à cause de son importance théorique et à cause de son existence dans plusieurs pays. La mise au pas des partis communistes sera très longue. L'expérience d'Ottorino Perrone nous l'enseigne. En 1927 il est exclu du parti italien, il est réincorporé dans le parti français et en septembre 1927 le parti belge lui montre une lettre écrite par le parti italien de mise en garde contre lui (448).

En même temps Ambrogi comprend que le pays est en train de changer et qu'il vaut mieux émigrer, c'est pourquoi, il commence à faire les démarches nécessaires pour partir. Mais, il ne possède aucun papier, il est toujours recherché par l'Etat italien, c'est pourquoi il semble accepter une certaine collaboration à l'étranger avec le GPU, par conséquent, il ne sera pas totalement libre de ses mouvements et il ne pourra pas quitter Berlin (449). Tout ceci ne peut rester que très hypothétique (450).

En arrivant à Berlin en août 1931, il dut obtenir un permis de séjour et ensuite un permis de travail. Pour cela il eut une entrevue avec la police centrale allemande qui se termina par une perquisition très minutieuse: tous ses documents lui furent retirés mais restitués ultérieurement.

Dès cet instant il prit une part très active à la vie de la fraction italienne sous le nom de « Massimo ». Au début de son séjour à Berlin, il reste dans une semi-clandestinité, c'est pourquoi il arrive difficilement à reprendre le contact avec le Centre de la fraction et Ottorino Perrone, comme le montre la lettre qu'il écrit à Paris le 7 octobre 1930 (451). Cette lettre est très instructive car elle indique la teneur des rapports entre les membres des différentes oppositions et l'excellence de leurs rapports.

Pendant toute la période où il habitera Berlin sa collaboration avec la « gauche » sera très importante ses écrits ont une grande fermeté et sûreté de ton : ses apports théoriques seront très précieux. Cependant nous commençons à connaître une période d'agitation intense, le national-socialisme se rapproche dangereusement du pouvoir. Ambrogi expliqua naïvement et contre l'avis de Perrone, le danger à Moscou et demanda de pouvoir soit rentrer dans l'illégalité, soit aller dans un autre pays. Or télégraphiquement, le GPU lui communique de rentrer en Russie.

Ambrogi accepte l'invitation et retourne à Moscou à la fin de l'année 1932.

C'est le 30 janvier 1933, quelques mois plus tard, que Hitler arrive au pouvoir en tant que Chancelier du Reich. À son retour à Moscou, Ambrogi est violemment interrogé par la police puis les documents de la Fraction sont saisis, mais ils lui seront vite restitués. Le GPU ne lui demandera plus de collaborer avec lui. Ambrogi dut chercher du travail pour faire vivre sa femme Luiba et son fils Foresto ; heureusement, il connaissait des italiens qui travaillaient depuis une dizaine d'années en Russie (452). Il obtint donc un travail dans l'Oural, et ceci en accord avec le GPU. Il se mit à diriger des travaux de construction et d'agriculture pour industrialiser cette région.

Il se mit avec courage et enthousiasme au travail, il dut faire taire sa conscience et il dut approuver un certain nombre de faits qu'il avait violemment combattu, auparavant, «à cause de cette période de reconstruction forcenée qui s'ouvrait devant lui» (453). Tout allait bien jusqu'au jour où il vient à Moscou sans autorisation, il est alors retenu et le G.P.U. lui demande d'accepter une déportation «volontaire» dans l'Oural (454). Ambrogi se révolte, il refuse tout ce qui lui est offerts et reste à Moscou. Il eut une réunion avec Iaroslowski préparé par un dénommé «Artusof». Il fut décidé au cours de cette réunion qu'Ambrogi demanderait sa réadmission dans le Parti. Et cela fut maintenu malgré l'avis contraire d'Ambrogi et l'intervention (455) de la délégation italienne (lettre de mars 1934 au CC du PCR). De toute façon, Ambrogi n'obtint jamais sa nouvelle carte du parti.

Cependant les lettres écrites par Ambrogi à Iaroslowski, Molotof et Staline (456) prouvent qu'on voulait seulement l'acheter et le priver de sa libre «responsabilité» politique. Cet épisode n'est pas très clair car s'il refuse de renier son passé il écrivit aussi une brochure contre la fraction: **Per l'unità del Partito** (457).

C'est à cette époque qu'il posa à nouveau le problème de son départ, fort heureusement à cette époque l'U.R.S.S. changea sa politique. La Russie adhère à la S.D.N., c'est pourquoi, la répression reprit pour les vieux et les nouveaux dirigeants mais de façon moins voyante. Un bien triste épilogue se préparait pour Ambrogi. Après de nombreuses tentatives auprès des autorités soviétiques et du G.P.U., Ambrogi se décide à aller trouver l'ambassade d'Italie (458) pour faire jouer sa nationalité italienne et demander son transfert.

Cependant, les autorités italiennes consentent à réclamer son transfert à condition qu'il accepte de devenir un agent de renseignements auprès de la fraction. Les bases de son accord sont : le transfert à Bruxelles et la possibilité de revoir son fils Ellenio. Dans ces conditions, on lui donnera effectivement un visa pour pouvoir se rendre à Bruxelles. Par ailleurs, il semble que le GPU ait accepté son transfert sous condition : il devait devenir leur agent de renseignements auprès de l'opposition, mais le GPU retient sa deuxième femme Liuba et son fils Foresto comme otages. Sa femme Liuba est de nationalité russe - fille de l'ancien consul d'URSS à Milan - et ne peut pas faire jouer une autre nationalité pour se faire extradier. Il ne pourra jamais obtenir leur départ et après la guerre il n'obtiendra plus aucune nouvelle ni de sa femme ni de son fils.

À son arrivée à Bruxelles, le 20 juin 1936, ses anciens camarades de la fraction le repoussent et il est hébergé quelque temps chez un ancien ouvrier, Alfredo Morelli, de la fameuse usine d'avions que Bordiga avait aidé à construire en Russie pour l'armée rouge (459).

S'il est certain qu'Ambrogi est un agent double entre 1936 et 1940, il est très difficile de soutenir comme Madame Mettewie-Morelli ou Dante Cornelli, qu'il fut un agent de la G.P.U. en Allemagne de 1929 à 1932 (460).

Cet homme, broyé par l'histoire, devient dès lors le jouet des événements. En 1940, il est pris par la police allemande avec d'autres immigrés italiens. Le consul d'Italie à Bruxelles demande à la Gestapo sa libération «*pour services rendus*». Puis, quand on n'a plus besoin de lui, il est à nouveau arrêté et remis par la police allemande à la police italienne. Il est jugé devant le tribunal de Verdane le 2 mars 1942, il a pour défenseur et avocat son fils Ellenio. Il est condamné à un an et demi de captivité à Capodimonte sur le lac de Bolsena.

Au début des années 1944, il est envoyé dans un camp de concentration en Allemagne et à la fin de la guerre il retourne en Italie en mai 1945.

C'est brisé et déçu qu'il adhère au PCI en 1956 où il n'exercera aucune responsabilité politique. Parallèlement, il s'installe comme avocat à Livourne. Il meurt le 11 avril 1964 à 81 ans après une existence assez extraordinaire digne des meilleurs romans d'espionnage. Mais cette vie est un peu celle de tous les membres de la IIIème Internationale, certains ont eu une mort tragique: Andrès Nin, Kurt Landau, et Trotsky lui même ont été liquidés par la G.P.U. (461). A sa mort le PCI dans **L'Unita** retracera sa vie en passant sous silence l'épisode «bordiguiste» de sa vie (462).

Si nous avons voulu distraire le lecteur de notre propos, en faisant ce détour, c'est pour souligner deux aspects:

- la dégénérescence de la IIIème Internationale a surpris les militants les plus aguérís. Souvent bien des chercheurs et des historiens ont du mal à comprendre comment des militants dévoués à la cause du prolétariat ont pu trahir, se suicider (Joffé, etc.) ou abandonner, tout simplement, le combat. C'est en ce sens que la vie d'Ambrogi est, peut être, un début de réponse, toute pleine de contradictions. Cet agent volontaire du GPU est vite pris au piège de son propre jeu.

- l'histoire de ce militant, au sein des organes centraux de la IIIème Internationale, permet de comprendre l'importance des idées bordiguistes parmi les membres de l'Internationale dans le monde. Cela nous permettra de comprendre comment s'est développée l'opposition internationale dans les années 1929-30 et au-delà.

Annexe - Lettre de Nin, en français

«Barcelone le 19 février 1931.

Mon cher ami,

Je t'ai écrit plusieurs fois sans résultat. Et je le regrette beaucoup, car je voudrais avoir un contact régulier avec toi. Quelle est ta situation ? As-tu réussi à arranger tes affaires?

Comment va Liouba ? et le petit ? Qu'est ce que tu sais du parti italien ? Comment vont les choses en Allemagne ? Quant à moi, je viens de sortir de prison, il y a une semaine, après un séjour de deux mois. La situation est nettement révolutionnaire, mais, hélas, nous n'avons pas de parti. Comme conséquence de ce fait, nous ne pouvons pas profiter d'une situation exceptionnellement favorable. La tâche essentielle de l'opposition doit consister à créer un grand parti sur la base d'une plate-forme politique juste qui réponde à la situation. L'absence du parti peut nous amener sous peu à une vraie réaction fasciste, qui entreprendrait une réaction féroce.

Moi, je travaille beaucoup, j'écris, je donne des conférences et suis en contact avec les forces communistes d'ici. Je suis bien loin de l'isolement auquel s'imaginaient me condamner les gens de Moscou.

Ecris, je serai très content d'avoir de tes nouvelles.

Une bonne poignée de main.

André Nin.

Ecris à mon nom et à cette adresse

Ateneo Barcelonés - Apartado-97»

Notes :

(1) Discours de Bordiga au VI^e Plénum de l'Exécutif élargi de l'IC à Moscou en février-mars 1926 (à la 5^e séance, le 23 février 1926). « **Protokoll der Erweiterten Executive der Kommunistischen Internationale** », Moscou, 17 février-15 mars 1926, Hambourg 1926. Cf. **Programme communiste**, numéro 69-70, mai 1976, Paris, p. 58.

(2) Lénine, **Que faire ?** Éditions Sociales, Paris, 1969, pp. 162, 163.

(3) Lénine, **La maladie infantile du communisme, le gauchisme**, Moscou, 1920.

(4) Maximilien Rubel, « **Saint Simonisme et Marxisme** », Études de marxologie. **Cahiers de l'ISEA**, IV, numéro 6, juin 1970.

(5) M. Rubel, **Marx critique du marxisme**, Payot, Paris, 1974, p. 9.

(6) Le terme de « gauchisme » ne peut être retenu car c'est une épithète polémique utilisée par Lénine dans *La maladie infantile*, 1920, in **Œuvres complètes**, Moscou (1920).

(7) « Gauche allemande ».

(8) « Gauche italienne ».

(9) Il n'existe pas plus de « léninisme » qu'il n'existe de « marxisme ». Cependant, il existe une pensée théorique de Lénine qui a évolué suivant les périodes de sa vie.

(10) A. Kriegel, **Les communistes français**, Seuil, Paris, 1968, pp. 234-235.

(11) Critique des critiques de **L'Accumulation du capital** (1912), Maspéro, Paris, 1967, tome II.

(12) Alain Guillerm, **Autogestion et socialisme**, n° 35-36, octobre 1976 ; M. Rubel, *Marx critique du marxisme*, Paris, Payot, 1974 ; Y. Bourdet, « **Rosa Luxembourg et le marxisme anti-autoritaire** », dans **L'homme et la société**, numéro 24-25, 1972, pp. 249-263.

(13) A. Glucksmann, **La cuisinière et le mangeur d'hommes**, Paris, Seuil, 1975, p. 63.

(14) Marx, Notes sur l'étatisme et l'anarchie de Bakounine (1874) ; et Alain Guillerm, « *Marx et idéologie marxiste* », in **Autogestion et socialisme**, numéro 35-36, octobre 1976.

(15) R. Luxembourg, **Grève de masses, parti et syndicats** (1906), Paris, Spartacus, 1947.

(16) Lukàcs, **Histoire et conscience de classe** (1923), Paris, Minuit, 1960.

(17) Kautsky, **Les trois sources du marxisme** (1907), Paris, Spartacus, 1977, et Gombin, **Les origines du gauchisme**, op. cit. p. 57.

(18) **Œuvres complètes**, t. 5, pp. 355-544 (1902).

(19) Robert Michels, **Les partis politiques** (1914), Paris, Flammarion, 1971.

(20) C. Castoriadis, **L'institution imaginaire de la société**, Paris, Seuil, 1975.

(21) Op. cit. p. 91.

(22) Op. cit. p. 83.

(23) « *Théorie et activisme* », réunion de Milan du 7 septembre 1952, in Travail de groupe, n° 4, mai-juin 1957, cf. p. 91 et sq.

(24) Cf. Introduction de R. Paris, in **Écrits politiques** par Antonio Gramsci, Gallimard, Paris, 1974, tome I, pp. I à 59.

(25) G. Germanetto, **Memorie di un barbieri**, Rome 1962, p. 120 ; A. Tasca, **I primi dieci anni del PCI**, Bari, 1971 ; M. Garlandi (R. Grieco), *La situation en Italie et les tâches immédiates du PCI*, **L'Internationale communiste**, XII, 19-20, 10 juillet 1930, pp. 1319-1338 ; F. Bellini, G. Galli, **Storia del partito comunista italiano**, Milan, 1953. La liste pourrait être plus complète, cependant il est préférable de se limiter ici aux précurseurs ou aux acteurs de l'époque eux-mêmes.

(26) Lettre du 5 janvier 1924, citée par R. Paris, **Écrits politiques**, op. cit. Tome II, cf. pp. 41, 242.

(27) Introduction G. Berti, **I primi...**, op. cit. p. 35.

(28) La première dissolution était intervenue en 1939-40 au déclenchement de la guerre, prononcée par Vercesi à Bruxelles.

(29) **Discours** de Bordiga au VI^e Plénum, 9^e séance, 25 février 1926, op. cit. p. 71.

(30) **Lettre** de Bordiga à Korsch, Naples, 28 octobre 1926, in **Russie et révolution dans la théorie marxiste**, Spartacus, Paris, 1978, et le discours de Bordiga, op. cit. ; **Lettre** de Gramsci à Togliatti, Terracini et autres, de Vienne, 9 février 1924, in **Écrits politiques**, op. cit. p. 268.

(31) **Discours**, op, cit., p. 71.

(32) Même en Argentine, cf. **Esbozo de historia del PC de la Argentina**, Commission de Contrôle du CC du PC, Anteo, Buenos Aires, 1947, cf. pp. 41 et sq.

(33) Nous verrons au cours de l'étude que la plupart des membres de la «Gauche italienne» sont des ouvriers.

(34) «*Résolution de la fraction sur le conflit sino-japonais*», **Bulletin d'Information**, n° 5, mars 1932, p. 3.

(35) Y. Craipeau, **Le mouvement trotskyste en France**, Syros, Paris, 1971, p. 199, 285.

(36) L. Trotsky, **La révolution espagnole**, Minuit, Paris, 1975, p. 425.

(37) **Discours** de Bordiga, op. cit. p. 70. L'Intervention de la Fraction à la Conférence de la Ligue Communiste de France répond aux accusations de «bordiguiste». «*Nous avons toujours cru que le fait de s'opposer à la qualification de trotskystes n'avait pas seulement une valeur occasionnelle, mais que cela relevait de la notion marxiste de la fonction des hommes et des chefs dans le mouvement prolétarien... De même que le «trotskysme», le «bordiguisme» n'existe pas.*» **Bulletin d'Information**, numéro 3, novembre 1931, p. 6.

(38) L. Trotsky, **Oeuvres**, Edi, Paris, 1978.

(39) P. Spriano, **Storia del PCI**, Einaudi, Torino, 1967 (cf. bibliographie) .

(40) R. Alcara, **La formazione e i primi anni del PCI nella storiografia marxista**, Milano, 1970.

(41) G. Berti, **Introduzione a i primi dieci anni del PCI**, in Annali Fettrinelli, a VIII, Milano, 1966.

(42) A. Bordiga, **Storia della sinistra comunista**, Milano, 1964.

(43) G. Berti, «*Il gruppo del Soviet nella formazione del PCI*» in **Stato operaio**, décembre 1934 ; «*Problema di storia del PCI e dell'Internazionale comunista*», in **Rivista storica italiana**, a, LXXXII numéro 1, 1970 ; *La frazione comunista al convegno di Imola*, Roma, 1971 ; A. de Clementi, **A. Bordiga**, Torino 1971; «*La politica del PC d'Italia nel 1921-22 e il rapporto tra Bordiga e Gramsci*» in RSS, a. IX, 1966, numéro 26 et 29;

F. Bellini et G. Galli, **Storia del PCI**, Milano, 1953; F. Livorsi, «*A. Bordiga, nella storiografia del PCI*», in Studi storici, a IX, no 2, 1974; P. Togliatti, **La formazione del gruppo dirigente del PCI**, Rome, 1962 ; «*Appunti per una critica del bordighismo*», in **Stato operaio**, avril 1965.

(44) Camatte, **Invariance**, Brignoles numéros de 1968 à 1980.

(45) Introduction aux tomes I et II, **Écrits politiques** de Gramsci Gallimard, Paris, 1974-1975.

(46) **Tout est possible !** Denoël, Paris, 1975. L'erreur la plus grossière est la confusion entre Prudhommeaux et la «Gauche italienne», cf. pp. 77 et sq.

(47) D. Montaldi, **Korsch e i comuniste italiani**, Savelli, Roma, 1975 ; *Saggio sulla politica comunista in Italia*, **Quaderni piacentini**, Piacenza, 1976 ; A. Peregalli, **Il comunismo di**

sinistra e Gramsci, Dedalo libri, Bari, 1978 ; S. Corvisieri, **Trotsky et le communisme italien**, Samonà e Savelli, Rome, 1969.

(48) Mémoire de maîtrise, Paris I, 1972, C.H.S.

(49) Mémoire de maîtrise, Paris, 1980.

(50) Il est quelquefois dit que la fraction est exclue en 1930 de l'opposition internationale de Gauche, cf. Léon Trotsky, **Oeuvres**, tome I, Edi, Paris, 1978, p. 64.

(51) Connu sous ce nom dans le roman de Jean Malaquais, **Planète sans Visa**, le Pré aux Clercs, Paris, 1947 (il n'est malheureusement pas possible de donner plus de précisions car ce militant ne le désire pas).

(52) **Lettre** de Marx à Ferdinand Freiligrath, 29 février 1950, cf. **Le parti de classe**, Tome II, Maspero, Paris, 1973, p. 73. «*Un parti s'affirme victorieux, lorsqu'il se scinde, toute en étant capable de supporter la scission*», citation d'Hegel in K. Marx, **Oeuvres**, t. I, La Pléiade, Paris, 1965, p. 160.

(53) «*La consigne de l'heure : ne pas trahir*», in **Bilan**, n° 36, novembre 1936, p. 1173.

(54) **Lettre** du 12-17 septembre 1874, **Cahiers Spartacus**, n° 36, Paris, 1970, p. 105.

(55) Sorge avait démissionné en août 1874.

(56) **Discours** de Bordiga au VI e Plénum de l'I.C., op.cit.

(57) P. Spriano, **Storia del Partito Comunista italiano**, tome I et II, Einaudi, Torino, 1976.

(58) G. Arfé, «*Italie : les socialistes, l'Éthiopie et la Libye*», in La 2ème **Internationale et l'Orient**, sous la direction de G. Haupt et M. Rébérioux, Cujas, 1967, p. 195.

(59) A. Rosmer, **Le mouvement ouvrier pendant la guerre**, Tome I, De l'Union sacrée à Zimmerwald, Librairie du travail, Paris, 1936, pp. 370 et sq.

(60) Michele Fatica, **Origini del fascismo e del comunismo a Napoli (1911-1915)**, Nuova Italia, Firenze, 1971.

(61) **Die taktischen Differenzen in der Arbeiterbewegung**, Hambourg, Erdmann, 1909, 132 p. et S. Bricianer, **Pannekoek et les conseils ouvriers**, Edi, Paris, 1969, cf. p. 66.

(62) **Réflexions sur la violence**, Rivière, Paris, 1946, 495 p. (1ère édition 1908).

(63) J.P. Nettel, **La vie et l'oeuvre de Rosa Luxembourg**, Maspero, Paris, 1972, Tome 1 et 2, 960 p.

(64) G. Arfé, **Storia del Socialismo italiano (1892-1926)**, Einaudi, Torino, 1965, p. 17. Ceci est aussi à relier avec l'explication de la force de l'anarcho-syndicalisme en France qui ne connaîtra pas jusqu'à la fin du XIXème siècle une grande industrie, cf. explication du chapitre «La France», dans **Histoire générale du socialisme**, sous la direction de J. Droz, Paris, 1977, tome III, PUF, pp. 175 et sq.

(65) Numéro du 14 mai 1876.

(66) Cf. Bakounine, **La vie d'un révolutionnaire, Kaminsky**, Béliaste, Paris, 1971.

(67) L. Cortesi, **Il socialismo italiano tra riforma e rivoluzione**, Dibattiti congressionali del PSI, 1892-1921, Rome, Ed. Laterza, 1969.

(68) G. Arfé, op.cit. cf. pp. 10-11.

(69) Cf. Virgilio Verdaro, dans **Bilan**, No 24, octobre, 1935, p. 809. Verdaro était un membre important du PSI avant de devenir membre de la Gauche communiste italienne.

(70) Le parti allemand est formé à Gotha les 22 et 27 mai 1875, le parti français est fondé à Marseille en 1879, la même année le parti ouvrier belge voit le jour.

(71) G. Arfé, op.cit., p. 9 dans **La 2e Internationale et l'Orient**, sous la direction de G. Haupt et M. Rébérioux, Cujas, 1967, p. 198.

(72) Virgilio Verdaro, op.cit.

(73) Michele Fatica, **Origini del fascismo e del comunismo a Napoli (1911-1915)**, Nuova Italia, Firenze, 1971, cf. pp. 11 et sq.

(74) Cf. G. Arfé, op.cit., pp. 86 et sq.

(75) G. Arfé, in **La 2e Internationale et l'Orient**, op.cit., pp. 193 et sq. ; **Le origini del PCI**, op.cit., p. 8.

(76) *Le débat sur le marxisme*, article de Tullio Calucci, le théoricien de la Fraction, "Rileggendo Marx" ("En relisant Marx"), dans **la Soffità**, n° 2, du 16 mai 1910.

(77) La résolution de fin de Congrès donne la majorité à la gauche, Mussolini présente la résolution pour la gauche, elle obtient 12.556 voix, la résolution Reina : 5.633, la résolution Modigliani : 3.250 voix, il y a 2.027 abstentions représentant les partisans de Bissolati, ils venaient de former le 10 juillet, pendant le congrès, le Parti socialiste réformiste italien. L. Cortesi, **Le origini del PCI**, La Terza, Rome, 1977, pp. 42 et sq.

(78) **Le origini del PCI**, op.cit., pp. 65 et 94.

(79) P. Spriano, **Torino operaia nella grande guerra**, Torino, 1960, pp. 36-37 ; pour la formation de Bordiga, cf. P. Spriano, **Storia del PCI**, Op.cit., p. 11.

(80) Costantino Lazzari est secrétaire du parti de 1912 à 1919. C'est une grande figure du parti socialiste italien, il fait parti de la gauche au Congrès de Reggio-Emilia en juillet 1912.

(81) **Lettre** de la fraction communiste abstentionniste du PSI au Comité de Moscou de la IIIème Internationale, écrite le 10 novembre 1919 par Bordiga.

(82) **Lettre** du 10 novembre 1919, op.cit.

(83) **Le origini del PCI**, op.cit. pp. 109 et sq.

(84) Introduction de R. Paris dans **Ecrits politiques** d'Antonio Gramsci, Gallimard, Paris, 1974, tome I.

(85) *Résolution* de Tasca, **Storia della sinistra comunista (1912-1919)**, op.cit., p. 178 et dans **Avanguardia**, No 257 du 15 septembre 1912.

(86) *Résolution* de Bordiga, **Storia...**, op.cit., p. 179.

(87) «*Al nostro posto*», dans **Avanti!** 16 août 1914.

(88) Zibardi dans **L'Avanti!** 1er mai «*Attorno al Congresso, Tipi ed episodi*».

(89) L. Cortesi, **Le origini del PCI**, Laterza, Roma, 1977, t. I, p. 111.

(90) *Ibid.*, p. 109.

(91) La gauche révolutionnaire hésita à la suite de l'article célèbre de Turati et Treves

«*Proletario e resistenza*», dans **Critica sociale**, 1-15 novembre 1917, qui entraîna une polémique très dure dans le parti.

(92) A. Gramsci, **Ecrits politiques**, Gallimard, Paris, 1974, I, p.428.

(93) L. Cortesi, op.cit., p.127. «*Vous avez dit : le Grappa est notre patrie. Eh bien, il l'est pour nous tous, pour toute l'assemblée!*» (le mont Grappa fut une position disputée).

(94) N° 1 (1 au 22 déc. 1918) porte «organe des sections du PSI de la province de Naples», mais ces sections sont, en majorité, favorables à la Gauche; le n° 17, du 13 avril 1919 «organe du PSI pour la Campanie», le n° 42, 20 octobre 1919 «organe de la fraction Communiste abstentionniste du PSI».

(95) **Il Soviet**, numéro 3, 16 février 1919, signé D.L., peut-être Ludovico Tarzia.

(96) L. Cortesi, op.cit., p. 168.

(97) **Il Soviet**, numéro 24, août 1919.

(98) Chirurgien célèbre. Il quittera l'Italie en 1926 pour l'Amérique centrale, restera en contact avec la fraction italienne en exil. Corradi l'a rencontré à Paris dans les années 30 avant son retour en Italie.

(99) **Il Soviet**, numéro 42 du 20 octobre.

(100) B. Fortichiari, **Comunismo e revisionismo in Italia**, Tennerello, Torino, 1978, cf. p. 51.

(101) Ibid.

(102) Ibid.

(103) La 2ème lettre arrivera au secrétariat de l'IC le 2 janvier 1920.

(104) B. Fortichiari, op.cit., p. 214.

(105) **Programme communiste**, n° 60, octobre 1973, p. 62, reprint d'**Il Soviet**, n° 24, 3 octobre 1920.

(106) **Manifestes, thèses, et résolutions des IV premiers Congrès de l'I.C.**, Librairie du travail, Paris, 1934, p. 41.

(107) Camatte, **Bordiga et la passion du communisme**, Spartacus, Paris, 1974, p. 208. Les numéros du **Soviet** ont une rubrique en français «*Pour nos lecteurs étrangers*» dès le n° 4, IIIème année, du 1er février 1920.

(108) **Avanti!** Éd. piémontaise, 21 octobre 1920 - le Comité exécutif est composé de Bordiga, Fortichiari, Bombacci, le 1er numéro d'**Il comunista**, organe de cette fraction, paraît le 14 novembre 1920 à Bologne.

(109) La fraction abstentionniste est présente dans toute l'Italie et constitue la partie la plus décidée et la plus importante des membres du nouveau parti qui va naître.

(110) L. Cortesi, op. cit. , p. 221, «*Débat sur les conseils et le contrôle ouvrier*».

(111) Bruno Fortichiari, op. cit., cf. p. 58.

(112) **Il comunista**, 19 décembre 1920, n° 5. Après le Congrès de Tours du PCF, Zinoviev semble se ranger sur cette position cf. p. 282, de Cortesi. Puis le message du C.E. de l'I.C. signé par Zinoviev rappelle la nécessité de rompre d'avec les «réformistes», p. 284.

(113) Le PSI fera un «*pacte de pacification*» avec Mussolini, de même, en 1924, la direction de Gramsci du PCI fera la politique des démocrates en se retirant sur l'Aventin après l'assassinat de Matteoti. Il faudra attendre la réaction de l'Internationale sous la demande de Bordiga pour que la politique «de l'Aventin» soit condamnée. Le député Repossi retournera au parlement en novembre 1924 et dénonce l'attentat fasciste contre le député Matteoti.

(114) A cette époque la position défendue par Bordiga est défendue par tout le parti.

(115) Bordiga s'exprimait très correctement en français. P. Robrieux, **Histoire intérieure du parti communiste**, Fayard, Paris, 1980, 577 p., pp. 93 et sq.

(116) Le congrès se solde par l'échec de la gauche au niveau international, cf. D. Authier et J. Barrot, **La gauche communiste en Allemagne**, Payot, Paris, 1976, 388 p. 1.

(117) La récupération du courant de Serrati ne put avoir lieu à cette époque en Italie.

(118) «*Les tâches de notre parti*», dans **Il comunista**, mars 1922 et les *Thèses de Rome*, ou thèses sur la tactique du PCI en réponse à l'I.C.

(119) Ibid.

- (120) Dans P. Broué, **La révolution en Allemagne**, Minuit, Paris, 1971, pp. 580-634.
- (121) **Rapport** de Bordiga sur la fascisme au IV^e Congrès de l'I.C. (12^{ème} séance - 16 novembre 1922) dans **Communisme et fascisme**, Programme, Marseille, 1970, pp. 81 et sq.
- (122) Stefano Merli, **Nuova documentazione sulla «svolta» nella direzione del Partito comunista d'Italia nel 1923-1924**, VII, 23, septembre-décembre 1964, pp. 513-540. En français dans **Invariance**, n° 7, Brignoles, septembre 1969, pp. 92 à 98. P. Togliatti, **La Formazione...**, op. cit., p. 54. Les lettres de Gramsci du 18 mai 1923, du 12 janvier 1924, et du 9 février 1924, in **Ecrits politiques**, op.cit., tome III.
- (123) Ibid.
- (124) **Lettre** du 5 janvier 1924, dans **Ecrits politiques**, op.cit., t. 2, p. 240.
- (125) Amadeo Bordiga, «*Una pagina della Battaglia rivoluzionaria*», dans **La tattica del Comintern**, Ed. Sociali, Venezia, 1976, p. 182.
- (126) **Thèses de Lyon - 1926**, dans **Programme communiste**, Marseille, 1973, cf. p.121.
- (127) 23^e séance - 2 juil. 1924, dans **Communisme et fascisme**, op.cit.
- (128) Ottorino Perrone est encore un personnage méconnu dans la gauche, il semble être le véritable animateur de la Gauche depuis la Conférence de Côme. Bordiga le suggère dans son article, «*Ottorino Perrone una page de la bataille révolutionnaire*», in **Programma Comunista**, n° 22, oct. 1957. P. Corradi l'indique aussi.
- (129) **Lettre** du 22 mai dans l'Unità du 2 juillet 1925.
- (130) Ibid.
- (131) Bordiga est obligé de télégraphier à Zinoviev pour lui demander la réintégration de Ugo Girone.
- (132) **La Révolution prolétarienne**, n° 8 - août 1925, p. 20. (Décision en annexe).
- (133) La fédération de Milan offrit un lieu garanti et en sécurité pour le Congrès, Lyon fut choisi pour «filtrer» les délégués de Gauche. Cf. Fortichiari, op.cit. p. 115.
- (134) Interview de Corradi, citant les paroles de Marion, un des leaders de 1926 de PCF, quand la Gauche alla remettre au Comité central rue Lafayette les Thèses présentées à Lille, au III^{ème} Congrès du PCF. Cf. aussi **Programme communiste**, n° 69, p. 352.
- (135) Lettre de Bordiga, 28 oct. 1926, Naples, in **Programme communiste**, n° 68, octobre 1975 (meilleure traduction).
- (136) G. Somai, «*La mancata «venuta» di Bordiga a Mosca*», in **Storia Contemporanea**, X, 1979, 2, p. 325 sq. Aucun acte du Congrès de Lyon n'a été publié par la direction du PCI.
- (137) A.P.C. 419/24-28.
- (138) G. Somai, op.cit., cf. p. 327.
- (139) **Lettre** de Scoccimarro du 29 juillet 1926.
- (140) **Lettre** de Scoccimarro du 28 août 1926 à l'I.C. et Togliatti.
- (141) APC 498/102-109, dans G. Somai, op.cit.
- (142) APC 276/26, 6-27, dans Ibid.
- (143) **Lettre** à Korsch, 28 octobre 1926, cit.
- (144) **Rapport** de Grieco du 27 juillet au sujet du VI^{ème} Exécutif élargi.
- (145) **Lettre** à Korsch, op. cit.
- (146) Ibid.
- (147) *Rapporto dell'organizzazione dei deportati di Ponza - **Questione Bordiga*** (relatore)

Jacopo/Berti), APC, 827/156-68 et P. Spriano, op.cit., t. 2, cf. p. 255.

(148) Corvisieri, **Trotsky et le communisme italien**, Samonà et Savelli, Roma, 1969, cf. p. 66.

(149) **Lettre** d'Ambrogi du 28 janvier 1931 dans les archives Perrone.

(150) P. Bourrinet, **La gauche communiste italienne**, mémoire de maîtrise, Paris, 1980.

(151) Tous ces documents cf. Bordiga, Sur la brochure de Lénine, condamnation des futurs renégats, Ed. Programme, Paris, 1972. **Thèses de la fraction abstentionniste** au IIème Congrès de l'I.C. **Programme communiste**, Marseille.

(152) Ibid.

(153) Lénine, **L'extrémisme, maladie infantile du communisme**, (1ère ed. Moscou, 1920), Paris, Ed. Sociales, 1968.

(154) «*Le mouvement communiste international*», 25 avril 1920.

(155) Publié par **Kommunismus** du 27 mars 1920 et du 3 mars 1920, **Ordine nuovo**, n° 43, 1920.

(156) Ibid.

(157) Point 18 des thèses du Ier Congrès de l'I.C. sur les «*tâches principales de l'I.C.*», semblables à la pensée de Bordiga, cf. p. 47, **Pamphlets, thèses dans le premier Congrès de l'I.C.**, Maspero, Paris, 1970.

(158) En fait Bordiga a caricaturé la pensée de Gramsci dans ce domaine, cf. **L'Ordine nuovo**, I, No 3, 24 mai 1919, p. 231, **Ecrits politiques**, R. Paris, Gallimard, Paris, 1974 et **L'Ordine nuovo**, II, No 12, 14 août 1920, p. 369 ; **Ecrits**, Op.cit.

(159) Les mots soulignés sont en italiques dans le texte.

(160) «*Les tendances au sein de la IIIème Internationale*», dans **Il Soviet**, n° 15, 23 mai 1920.

(161) **Il Soviet**, 11 juillet 1920, n° 18, «*La situation en Allemagne et le mouvement communiste*».

(162) Barrot et Authier, **La gauche allemande**, Payot, Paris, 1976, 388 p.

(163) **Il Soviet**, 11 juillet 1920, op.cit.

(164) **Il Soviet**, op.cit.

(165) Bordiga n'abandonne pas véritablement l'abstentionnisme cf. «*A la veille du IIIème Congrès de l'IC*», discours de Zinoviev dans **L'Internationale Communiste**, n°. V, n° 16, 31 mars 1921 : «*Il y a en Italie une tendance anti-parlementaire qui payait le tribut au syndicalisme et de laquelle le camarade Bordiga était le chef. Nous devons dire, avec la plus grande satisfaction que les communistes de ses amis se sont rangés à la discipline de l'Internationale et forment maintenant le noyau le plus sûr du nouveau parti communiste.*»

(166) Onorato Damen, op. cit.

(167) **Il comunista**, A. Bordiga, 14 avril 1921.

(168) **Stato Operaio**, A. Bordiga, 28 février 1924.

(169) **Lettre** de février 1924, citée dans **Bordiga et la passion...**, op. cit., p. 215.

(170) Bordiga, **Thèses de Lyon**, dans **Défense de la continuité du Programme communiste**, Marseille, **Programme communiste**, 1973, pp. 121-122.

(171) Ibid.

(172) Ibid.

(173) **La Gauche communiste allemande**, op. cit., KAPD (Allemagne), KAPH (Hollande),

Parti communiste ouvrier anglais, Parti communiste ouvrier bulgare, le Groupe ouvrier du parti communiste russe.

(174) **Proletarier**, 1922. « *Die Thesen des Ie Kongresses der KAI* ».

(175) Biographie ci-dessous. **Onorato Damen, Bordiga, Validità e limiti d'una esperienza**, Epi, Milan, 1977, cf. p. 148.

(176) P. Milza et S. Berstein, **Le fascisme italien** (1919-1945), Paris, Seuil, 1980, p. 25.

(177) Rapport de la préfecture de police de Paris, avril 1938, 138.000 C, boîte 28. La colonie italienne sera en France de 200.000 à 300.000 membres.

(178) **Atti sequestrati al Partito Comunista d'Italia dalla Questura di Milano**, 1920-1923, Scat. I, et dans **Movimento operaio e socialista**, a, XXI, 1975, n° 1-2, p. 23.

(179) **Lettre** du 10 septembre 1923. Archivio Centrale dello Stato, **Atti sequestrati...**, op. cit., scat. 3.

(180) **Atti sequestrati...**, op. cit., scat. 3.

(181) «*Una vita al servizio della lotta di classe*», dans **Battaglia comunista**, n° 14 du 10 octobre 1979.

(182) Rapport de police - B/A - 96 P, de décembre 1925, Préfecture de police de Paris – Boîte archive n° 96.

(183) Rapport de police 13.800 L - 18, du 25 octobre 1925 - Boîte 284.

(184) Rapport de police, op. cit., du 4 juin 1925. La réunion se tenait 33, rue Grange-aux-belles.

(185) Cf. infra, chapitre suivant. Bordiga écrit une lettre politique à Bruno Bibbi (dit Bianco) le 22/6/1926, dans archives Corradi.

(186) Interview de Piero Corradi, Paris, mai 1978, à l'époque du Comité d'Entente (1925-26) ; «*la gauche émigrée en France représente un millions de membres. Dans certaines sections et cellules du PC la gauche était majoritaire à Paris, Lyon et souvent à Marseille.*» Rossi, «*Considérations sur le Front unique*», in Cahiers du Bolchevisme, II, 48 du 30.IV.1926 et II, 51 du 15.VI.1926.

(187) Plate-forme rédigée par Bordiga même en ce qui concerne sa partie sur la France qui diffère de celle de Lyon sur l'Italie.

(188) Cf. **lettre** reproduite infra, chapitre suivant.

(189) Plate-forme rédigée par Bordiga, op. cit. En fait il y eut l'article de Rossi dans les **Cahiers du Bolchevisme**, op. cit.

(190) **Lettre** de Gramsci à Togliatti du 9 février 1924.

(191) Plate-forme de gauche, Lille, 1926, p. 41.

(192) Op. cit., p. 44.

(193) Op. cit., p. 42.

(194) Op. cit., p. 43.

(195) Ibid., p. 46.

(196) Ibid., p. 53.

(197) Ibid., p. 55

(198) Manifeste, op.cit., publié par Stefano Merli, **Nuova documentazione...**

(199) Rapport du 15 février 1924, dans J. Humbert Droz, **Il contrasto tra L'Internationale e il PCI**, Feltrinelli, Milano, 1969, cf. pp. 82 et sq.

(200) Ibid.

(201) Cf. infra et aussi **Communismo et révisionismo in Italia**, op.cit., pp. 167 et suivantes.

(202) **Lettre** de Bordiga à Ambrogi du 7 juillet 1926 (inédite).

« Très cher,

J'essaye à tout hasard ton ancienne adresse. J'ai eu la copie de la traduction française de la première partie des thèses (Thèses de Lyon), et aussi des interventions prises en note: le tout nécessite une bonne révision, que je n'ai pas encore eu le temps de finir.

Une meilleure traduction des thèses, en ce qui concerne les deux premières parties, complétée d'une troisième partie pour la France (travail effectué pour le congrès de Lille du PCF) est déjà faite par mes amis de Paris (groupe autour de Pappalardi, correspondance entre Pappalardi et Bordiga, Bibliothèque de Follonica province de Grosseto en Italie) pour le congrès de Lille : il me tarde de l'avoir.

*Je ne pars pas pour diverses raisons (peut-être s'agit-il de son départ pour Moscou?, cf. op. cit. **La Mancata**, mais il ne semble pas) (demande d'exil faite par Pappalardi à Bordiga que celui-ci refusa?), envoie moi une réponse. Mes affaires personnelles vont comme-ci comme-ça, depuis mon retour (de Russie après le Plénum) je suis sans travail et maintenant, je viens de trouver quelque chose.*

Essaie de m'accuser réception de la présente et je répondrai si cela est nécessaire.

Salut à tous. Mes salutations, pour toi, très affectueuses.» (Signé) Amadeo

P.S. : l'adresse que je t'ai donné de Milan n'est plus la bonne. As-tu reçu de Perrone son adresse rectifiée? Je crois pouvoir trouver un endroit pour que l'on puisse m'écrire sans donner d'adresse personnelle.» (Les parenthèses sont de nous). Archives Perrone.

(203) Danilo Montaldi, **Korsch e i comunisti italiani**, Savelli, Roma, 1975, p. 22.

(204) Ce texte est une réponse indirecte à Bordiga qui pensait que la Fraction une fois formée serait exclue immédiatement. Repossi semble penser que le nombre empêcherait toute exclusion. Le texte intégral inédit est manuscrit, in archives Piero Corradi:

«Les raisons de mon désaccord d'avec la gauche sont:

I - Par rapport à la situation de l'Internationale qui va toujours plus à droite, elle devrait proclamer rapidement la constitution de la fraction, même si cela doit entraîner un violent conflit avec elle, je pense que, de cette situation, se créera très rapidement une clarification favorable.

II - Nationalement, le système utilisé et en usage par les dirigeants du parti est mauvais. Les éléments de gauche ne doivent pas accepter d'assumer les tâches actuelles mais se constituer en fraction et travailler au milieu des masses pour rendre au parti sa véritable fonction.

III - Je pense que si tous les éléments de gauche agissent ainsi il ne sera pas possible de prendre des mesures graves contre nous.

Pour le reste, je renvoie à la circulaire que j'ai diffusée». Nous ne possédons pas, malheureusement, la circulaire indiquée.

(205) Cf. **Promemoria**, rapport de police de 1927 in Casier Perrone, aux archives d'État à Rome.

(206) À la suite de l'attentat contre Mussolini du 31 octobre 1926, par un enfant de 15 ans, Anteo Zamboni, il y eut une vague d'arrestations qui commence le 8 novembre dans les milieux communistes. Le prétexte était bien pauvre.

(207) Interview de P. Corradi, Paris, 1978.

(208) Cf. Ci-après.

(209) Une lettre de Perrone « événements graves, mère malade, faire ce que vous savez...», in archives P. Corradi, Paris. Renato Pierleoni se rend clandestinement en Italie. Il ne trouvera personne puisque Perrone est déjà parti. Pappalardi rapprochera ultérieurement à Perrone cette

mesure inconsidérée, car les militants de la Gauche ont pensé un moment qu'il y avait une réunion importante à Milan.

(210) **Bulletin communiste**, numéro 22-23, oct-nov. 1927, p. 358.

(211) Tract-manifeste distribué par les membres du **Réveil** après la réunion de la Bellevilloise et à la fondation du groupe "Aux camarades du PC - Aux ouvriers révolutionnaires», cf. **Bulletin Communiste**, op. cit., p. 372.

(212) **Le Réveil communiste**, I, 1er novembre 1927.

(213) D. Montaldi, **Korsch e i comunisti italiani**, op.cit., p.24.

(214) **Le Réveil communiste**, numéro I, 1er novembre 1927.

(215) Ibid.

(216) Op.cit., les rapports de police le mentionnent sous le nom de Pappalardo, ACS, Min. Int., DG.PS, Dager, Casellerio Politico Centrale, M. Pappalardi.

(217) Dans la Molise, d'une famille traditionnaliste, ses trois soeurs furent religieuses.

(218) Confession de Luigi Belli du 19 avril 1942, lors de son arrestation à la frontière le 19 avril 1942, dans Casellerio, M. Pappalardi, op.cit.

(219) Lettre de Torquato Luneidei au secrétariat du PCI (Vienne, mi-mai 1923) indique que Pappalardi venait de partir pour Berlin, in Archives Centrales de l'État , Casellerio Politico Centrale, à T. Luneidei et in Movimento operaio e socialista, a. XXI, 1-2, 1975.

(220) Mettewie-Morelli, **Lettres et documents d'E.Ambrogi**, Annali, Feltrinelli, 1977.

(221) Casellerio, M. Pappalardi, op.cit.

(222) N.P. - 3985 du 30.11.1923 :

«A Monsieur Pappalardi - Marseille,

Nous prenons acte de ce que tu exposes dans la lettre du 10.11.23 et nous acceptons ta démission du parti. Le Comité exécutif du P.C.I. - Signé Vallé.»

(223) **Lettres**, Archives Corradi, Paris.

(224) **Lettre** de Bordiga du 7 juillet 1926, Archives Corradi.

(225) Interview de Corradi, octobre 1980.

(226) Interview de P. Naville, janvier 1981.

(227) Interview de Corradi, octobre 1980.

(228) Rapport du 24 novembre 1931 du Commissaire adjoint envoyé en mission à Lyon par la police italienne pour enquêter sur la gauche italienne. Division A.G.E.R., n° 441/03600.

(229) Bonsignori Alfredo était l'adjoint d'Ambrogi maire de Cecina ; il fut condamné comme lui par la justice italienne, pour la mort d'un fasciste.

(230) Cf. photo sur laquelle on voit tous les « bordiguistes» réunis en 1926-1927.

(231) **Le Réveil communiste**, numéro 2, janvier 1928.

(232) Pour la création de la 2e fraction, appelée « perroniste», cf. ci-après.

(233) Luigi Repossi et Ottorino Perrone dirigeaient le Bureau syndical du PCI, puis Perrone, et en 1926-1927 les membres de la gauche, cf. **Comunismo e revisionismo in Italia**, op.cit., p. 79.

(234) **Le Réveil communiste**, numéro 1, 1er novembre 1927.

(235) Ibid.

(236) Ibid.

(237) Ibid.

(238) **Réveil**, numéro 3, février 1928, qui porte par erreur le numéro 4 novembre 1928, en italien.

(239) **Réveil**, numéro 3, op.cit., p. 6.

(240) **Réveil**, numéro 5 février 1929.

(241) **Réveil**, numéro 3, février-mars 1928, «*L'héritage trotskyste*».

(242) **Réveil**, numéro 5, février 1929.

(243) La fraction « perronniste » qui se crée en 1928 publie **Prometeo**, cf. ci-après.

(244) **Réveil**, numéro 4, novembre 1928, p. 4.

(245) Pappalardi.

(246) **Prometeo**, numéro 12, décembre 1928, p. 1.

(247) Lettre cit.

(248) Il en est ainsi pour les frères Corradi par exemple, et des frères Pierleoni (Renato et Bruno), cependant, ces derniers ne choisiront pas entre les deux groupes et resteront sympathisants de l'un et de l'autre.

(249) **L'Ouvrier communiste**, numéro 2-3, octobre 1929, « *Faut-il conquérir les syndicats ou les détruire?* »

(250) Jean Dautry (1910-1958) intellectuel, avait une capacité d'étude peu commune. En 1933 Dautry rompt avec Prudhommeaux pour participer au Cercle démocratique de Souvarine, puis créer en 1935 le groupe « contre attaque » avec des éléments venue du Cercle démocratique, alors agonisant, tels que Georges Bataille. J. Rabaut, Tout est possible, Denoël, Paris, 1974, pp. 75 sq. et p. 175 et Dubief, « *Un homme J. Dautry* », in **Annales historiques de la révolution française**, numéro 193, 1968.

(251) **L'Ouvrier communiste**, numéro 2-3, octobre 1929, article op.cit.

(252) **L'Ouvrier communiste**, numéro 1, août 1929.

(253) **Le Réveil**, numéro 2, janvier 1928.

(254) **L'Ouvrier communiste**, numéro 1.

(255) **L'Ouvrier communiste**, numéro 6, janvier 1930.

(256) Le KAPD est antiparlementaire et malgré tout il a toléré le député Schwarz en son sein car celui-ci finançait le groupe avec ses indemnités parlementaires.

(257) organisation revendicative proche du KAPD mais anti-électorale et très critique vis-à-vis de l'action politique en général.

(258) **L'Ouvrier Communiste**, numéro 7-8, mars 1930 et numéro 9-10, avril 1930.

(259) R. Sinigaglia, **Miasnikov e la rivoluzione russa**, Jaca Book, Milano 1973. Cf. Lettre de Lénine à Miasnikov plus loin.

(260) **L'Ouvrier communiste**, numéro 7-8, mars 1930.

(261) Ibid. Le Comité de Berlin fut créé par Korsch pour défendre Miasnikov.

(262) « *L'impérialisme et la question nationale* » dans **L'Ouvrier communiste**, numéro 2-3, octobre 1929.

(263) **L'Ouvrier communiste**, numéro 1 « *Faut-il conquérir les syndicats ou les détruire ?* ».

(264) « *Une crise à surmonter* », **L'Ouvrier communiste**, numéro 4-5, 25 novembre 1929.

(265) « *Pour sortir du marais* », **L'Ouvrier communiste**, numéro 1, août 1929.

(266) **L'Ouvrier communiste**, numéro 1, « *Récents progrès de la dialectique matérialiste chez Trotski et ses épigones* ».

(267) **L'Ouvrier communiste**, numéro 12, octobre 1930, publié en italien.

(268) Interview de Corradi, cit.

(269) **L'Ouvrier communiste**, numéro 13, janvier 1931.

(270) Pappalardi était malade, « une maladie honteuse » disait-on. Corradi le retrouva en 1936 à Marseille, il le fit venir chez Barré à Paris qui l'hébergea. Il émigra en Amérique latine où il mourut au cours de la guerre. Il émigra avant la guerre de 1939, il s'embarque clandestinement à Marseille en juillet 1939. Il voyait la crise arriver et il ne voulait pas se trouver en Europe au moment où la guerre éclaterait. Il partit en Argentine pour retrouver un ancien membre du **Réveil**, du nom de Bertoni ou « Spadaccini ». Il semble qu'il soit mort en 1940, comme l'affirme D. Montaldi, dans **Korsch e i comuniste italiani**, op.cit., p. 23. La police indique qu'il meurt le 8 décembre 1940 (Casellerio, cit.).

(271) ACS, D.G.P.S, AR, Ser. 1°, 139a 31, Kib, b. 32 fax. Partito comunista - Dissidenti, rapport du 15 juillet 31. Il écrit le 21 avril 1931 une lettre à ses soeurs auxquelles il dit qu'il veut changer de vie, et le 20 mai 1931 il demande de l'argent pour « reprendre la liberté totale d'avec des gens avec lesquels son esprit n'est plus », in Casellerio, cit.

(272) Voir ci dessous. Ce travail est totalement indépendant de celui effectué par R. Lefevre.

(273) Groep van Internationale Communisten, cf. notre Mémoire, EHESS, 1976. **La contre révolution bureaucratique**, traduit par C. Colet et C. Smith, 10/18, Paris, 1973.

(274) Rapport du commissaire de police F. Borgomanero du 13 décembre 1931 en mission à Lyon le 24/11/31 - DAGER, n° 441/ 030600.

(275) Ibid.

(276) Ibid. **Lotta anarchica**, est l'organe des Groupes Communistes-Anarchistes de l'Union Anarchiste italienne.

(277) « Jean Cello » est aussi le pseudonyme de Prudhommeaux, il venait du PCF au travers du groupe de Treint. Cf. aussi l'introduction de **La Commune de Berlin**, Spartacus, Paris, 1949, p. 8.

(278) Né le 15 novembre 1902, mort le 13 novembre 1968. Cf. J. Maïtron, **Le mouvement anarchiste en France**, Paris, Maspero, 1975, Tome 1, 486 p., Tome 2, 439 p. et J. Blancheteau, André-Prudhommeaux, 1902-1968. **Un militant anarchiste**, Nanterre, mémoire, 1971-1972, 286 p.

(279) 7 numéros en 1932, 8 numéros en 1933.

(280) Guy Aldred est co-fondateur en mars 1919 de la « Communist League » qui est un regroupement du District de Londres et d'Écosse du Socialist Labour Party (S.L.P.), et du « Groupe de propagande Communiste ». La Ligue était dès sa fondation antiparlementaire et elle suit en cela le Groupe de propagande d'Aldred. La Ligue est invitée à la fondation du Parti Communiste (BSTI ou ultra-gauche) de Sylvia Pankhurst. Puis, la Ligue abandonne rapidement ce courant car elle juge que l'influence de Lénine y est encore trop forte. En 1920, la tendance d'Aldred évolue entre le KAPD allemand et l'anarchisme proné par le groupe d'Erich Mensham de Munich. Aldred fonde la Fédération Communiste Antiparlementaire (FCAP) (Aldred aura fondé entre temps trois journaux: avant la guerre de 1914 **L'Herald of revolt**, pendant et après la guerre **The Spur** puis en 1923 **The Commune**). Nous pouvons faire le rapprochement entre Aldred et Prudhommeaux, tous les deux possèdent un itinéraire assez similaire et chaotique. En 1931 Aldred quitte la FCAP et participe au « Conseil d'action de Glasgow » qui a pour journal **The Council**, c'est à cette période que les contacts se nouent avec Prudhommeaux. **The Council** veut reconstruire le mouvement socialiste, unir les travailleurs et les chômeurs, les marxistes et les anarchistes et dépasser le parlementarisme et l'antiparlementarisme. Ceci nous donne une clé pour comprendre l'évolution de Prudhommeaux. Cf. le livre de Aldred, **Socialism and Parliament**, London, 1942, p. 8.

(281) IIème année, numéro 1, janvier 1933.

(282) Ibid.

(283) numéro 2 - 25/10/1932, p. 23.

(284) Sus-mentionné.

(285) Elle sera censurée par la CNT à Barcelone et sera donc imprimée par la suite à Paris comme organe de l'Union Fédérative des Comités Anarcho-syndicalistes.

(286) Il s'occupe d'une imprimerie coopérative ouvrière « La Laborieuse », 10 rue Emile
Jamais.

(287) **L'Espagne Nouvelle**, numéro 5, 22 mai 1937.

(288) Pour Berneri, cf. **Guerre de classe en Espagne**, Spartacus numéro 85, Paris, 1977.

(289) A.P. (1902 -1968). Cf. **L'effort libertaire**, T. 1, Spartacus, Paris, 1978. **Catalogne 1936-1937**, Spartacus, Paris, 1937 et la Commune de Berlin, op.cit.

(290) A. Bordiga, dans **Programme communiste**, numéro 22, octobre 1957: «*En mars 1922, O.P... fut choisi comme un des 5 inspecteurs de l'organisation ou secrétaires interrégionaux*».

(291) Compte rendu de la Préfecture d'Aquila en date du 13.02. 1925, n° 1206.

(292) Rapport rédigé par la police en 1927, cf. Casier Perrone aux Archives d'État, Rome. Bordiga est aussi mobilisé, **Le origini del P.C.I.**, op.cit. T.1, p. 133.

(293) La fondation du Parti Communiste d'Italie n'interviendra que les 15 au 21 janvier 1921 au Congrès de Livourne.

(294) Le 8 novembre 1926 commencent les arrestations de communistes sur l'ordre du nouveau chef de la police Bocchini, parmi les arrestations (cf. le rapport de Camille Ravera, sous le pseudonyme de « Micheli », à la session du Comité Central du PCI les 2-3 mars 1927. APC, 557/2. Le P.V. est reproduit in Ada Gobetti, **Camilla Ravera: vita al carcere e al confino**, Parma, 1969, p. 392 et suivantes), il y a Venturi Pietro qui est incarcéré à Palerme puis mis à la disposition du Tribunal Spécial de défense de l'État. (Cf. Rapport de police de 1927 in Casier Perrone, op.cit.) M. Cavaracchi était le secrétaire de la fraction abstentionniste d'Aquila, dans le **Soviet**, numéro 42 du 20 octobre 1919, sur ce point le rapport de police contient une erreur. Perrone était donc en contact dès 1920 avec les abstentionnistes.

(295) A. Bordiga, **Programma Comunista**, op.cit.

(296) Les Thèses sur la tactique ou Thèses de Rome, 1922, furent publiées pour la première fois dans **Rassegna Comunista**, numéro 17, 30 janvier 1922, elles furent présentées au IIème Congrès du Parti qui se tint du 20 au 24 mars 1922. (Republiées dans **Défense et continuité du Programme communiste**, Editions Programme, Paris 1973).

(297) Bordiga est alors en prison, il y restera du 3 février au 26 octobre 1923.

(298) Il a lieu du 5 novembre 1922 au 5 décembre 1922.

(299) Lettre d'Antonio Natangelo, représentant des syndicats des métallurgistes en 1926, publiée dans **Programme communiste**, numéro 2, 1958.

(300) Texte du Manifeste de Bordiga rédigé en prison, début 1923, *A tutti i compagni e al Partito comunista d'Italia*, texte publié pour la 1ère fois par Stefano Merli: « *Nuova documentazione sulla «svolta» nella direzione del Partito comunista d'Italia nel 1923-1924* », dans **Rivista Storica del Socialismo**, VII, 23 septembre-décembre 1964, pp. 513-540.

(301) Lettre de Natangelo, op.cit.

(302) A Côme en 1924. Sur 5 secrétaires inter-régionaux, 4 sont de Gauche et un du centre. Sur 44 secrétaires de région, 35 sont de Gauche, 4 sont pour la Centrale et 5 pour la « droite ». Le délégué de la Fédération des jeunes est aussi de « gauche ». Cf. « *Una pagina della battaglia rivoluzionaria* », dans **Il programma comunista**, numéro 22, 1957.

- (303) Compte-rendu de la préfecture d'Aquila du 13.2.25, n° 1206, op.cit.
- (304) Membre du Comité Central du PCI en 1926.
- (305) Lettre du 12 septembre 1924 de la Préfecture d'Aquila au Ministre de l'Intérieur, Div. P.S., n° 529.
- (306) Compte rendu de la Préfecture d'Aquila du 13.2.25, op. cit.
- (307) Rapport, Préfecture d'Aquila, 13.2.1925, op. cit.
- (308) C'est un comité clandestin et parallèle à la centrale officielle qui a son siège à Milan.
- (309) Note en annexe du compte rendu de la Préfecture d'Aquila du 13.2.25, op. cit.
- (310) Interview de 1978 de Corradi, membre de la Fraction de gauche: «*Perrone se révèle être un excellent organisateur, un lutteur politique*».
- (311) Cf. **Storia del Partito comunista italiano**, Paolo Spriano, Einaudi, Torino 1976, Tome 2, p. 9 et **La Correspondance Internationale**, a. VI, numéro 36, 19 mars 1926, p. 343.
- (312) Droz, **Histoire générale du socialisme**, Préface T. 3, Paris, 1977, p.189. (18,9% d'absents : la fédération de Milan bordiguiste).
- (313) Lettre de Natangelo, op. cit. Perrone ne pouvait se déplacer à la suite d'une attaque pulmonaire.
- (314) Ibid.
- (315) Le 31 octobre 1926, Mussolini échappe à un attentat attribué à un enfant de 15 ans, Anteo Zamboni, cet événement est le prétexte à une vague d'arrestations qui commence le 8 novembre.
- (316) Lettre de Naples du 27 juillet 1926 - Archives Perrone. Dans une autre lettre d'Ambrogi et Verdaro de Moscou du 26.1.27, ces militants de gauche demandent à Perrone de prendre « l'initiative » puisque Bordiga est en prison. Cf. Archives Perrone.
- (317) Rapport au Casier Perrone dans les Archivio Centrale dello Stato fait le 13.8.1926.
- (318) Ibid.
- (319) Ottavio Pastore appartient à la « minorité de droite » du PCI.
- (320) Giuseppe Di Vittorio était un « terzini » avant d'être au PCI.
- (321) « *Riunione dell'Ufficio politico del 23 ottobre 1927 (PCI)* », dans **I primi anni del PCI**, op. cit., pp. 427 et sq. Le PCI demande l'expulsion de Vercesi et de Decaro du PCF dans le même rapport, cf. p. 427.
- (322) Cf. ci-dessous.
- (323) Membre du PC Belge.
- (324) Journal syndical des Employés belges.
- (325) Lettre du président du syndicat à Perrone du 9 avril 1937, signée E. Vermeec.
- (326) Lettre de Perrone au Comité- National du Syndicat des Employés du 20 novembre 1938.
- (327) «*Riunione dell'Ufficio politico del 23 octobre 1927 (PCI)*», op. cit.
- (328) Interview de P. Corradi, octobre 1980. Il s'est excusé devant Corradi lui-même en 1945, en disant que ses seules relations avec la GPU se limitèrent à des entrevues avec E. Ambrogi à Bruxelles.
- (329) **Internationalisme**, numéro 7, février 1946.
- (330) Ibid., pp. 20 et sq. et numéro 16, décembre 1946, p. 16.

(331) Souligné par nous pour indiquer les mots employés par Vercesi, cf. **L'Etincelle**, numéro 10, janvier 1946, organe de la Fraction Française de la Gauche Communiste.

(332) Ibid.

(333) Ibid.

(334) La première grève importante est celle de Fiat à Turin en octobre 1942 et surtout en mars où dans le Piémont il est dénombré 107 grèves, et 94.453 participants avec 155.794 heures de grèves dénombrées, cf. Luigi Lango, préface du livre d'Umberto Massola, Marzo 1943, ore 10, **Edizioni di cultura sociale**, Roma, 1950, p. 3.

(335) Ministère de l'Intérieur, office des passeport du 21 août 1943, n° 228556.

(336) Cf. Danilo Montaldi, **Saggio sulla politica comunista in Italia**, 1919-1970, Edizioni Quaderni piacentini, Piacenza, 1976, 350 p., pp. 238 et sq.

(337) **Internationalisme**, numéro 7, février 1946, op. cit., cf. collection de **L'Italia di domani**, Bruxelles, 1944-1945.

(338) Ibid., qui republie la *résolution sur le cas Ver... (Vercesi) prise par la C.E. de la fraction italienne du 20.1.1945*. Cf. aussi **Prometeo**, numéro 3, décembre 1979, pp. 1 à 11.

(339) **Prometeo**, op. cit.

(340) Cf. Danilo Montaldi, op.cit. p. 245.

(341) En Italie les relations entre la sud et le nord qui n'était pas encore libéré, étaient alors très difficiles, c'est pourquoi il existait plusieurs organisations de la gauche italienne.

(342) Cf. Danilo Montaldi, op.cit., pp. 245 et sq. Un seul groupe issu de la gauche italienne refuse d'oublier un certain nombre de confusions de Vercesi, c'est la «*Gauche Communiste de France*» qui vient de la Fraction française et qui publie **L'Internationalisme**, du 1er janvier 1945 à 1952.

(343) A. Bordiga, **Programma Comunista**, numéro 22, octobre 1957.

(344) Nous aurons l'occasion d'y revenir.

(345) A. Rossi, **Autopsie du Stalinisme**, Ed. Hovay, Paris, 1957 B. Souvarine, **Le Stalinisme**, Paris, Spartacus, 1972.

(346) Aucun compte rendu officiel n'a été publié à l'exception d'une petite brochure de 55 pages **Resolutionen und Beschlüsse**, Neuntes Plenum des EKKI.

(347) Voir ci-après IIème partie.

(348) Boris Souvarine, **Le Stalinisme**, op.cit., rapport pour la Conférence de l'Université de Stanford en Californie en octobre 1964.

(349) Lettre de Bordiga à Korsch, op.cit.

(350) **Prometeo**, numéro 1, mai 1928, Bruxelles.

(351) Conférence syndicale du 20 février 1927 organisée par la Gauche regroupant aussi des ouvriers socialistes et maximalistes afin de maintenir un syndicat clandestin, tous les courants s'étaient rapprochés des positions de la Gauche en vue d'adhérer à l'Internationale syndicale rouge. «*Rapport sur la situation en Italie*», **Bilan**, numéro 21, août 1935, IIe partie, p. 701 et «*Rapporto di Aquila (Sachs) del 13 febbraio 1926 sulla questione sindacale in Italia*», Archives Tasca, op.cit., p. 249 et «*Tattica del PCI nei sindacati*», p. 280. Les «maximalistes» commencent en 1926 à faire blocs avec les communistes et à prendre la direction de la CGT italienne (lettre des «trois» à Trotsky, avril 1930).

(352) Cf. même rapport.

(353) Le sigle n'a jamais été défini avec précision, quand on baigne dans l'illégalité il est possible de donner libre cours à tout.

(354) Pour une analyse juridique de la légalité totalitaire, cf. Montané de la Roque, **Cours de doctorat**, Toulouse, 1976.

(355) Cf. ci-dessous et l'intervention de Bordiga en 1926 au VIème exécutif élargi de l'I.C., op.cit.

(356) **Bilan**, numéro 21, op.cit. Chaque tendance du mouvement ouvrier italien possédait un Comité national syndical.

(357) **Lettre** de Naville, 1931, in archives Perrone.

(358) Théorisée surtout par Bordiga dès 1952, cette idée sera alors poussée à l'extrême. Dans la presse aucun article de Bordiga n'est signé, aujourd'hui il est très difficile d'indiquer encore précisément quels sont ses contributions. Certaines sont signés du pseudonyme d'Orso ou d'Alfa, nom que seuls les initiés peuvent connaître.

(359) Comme nous le verrons au cours de ce travail.

(360) Cf. **Les thèses de Lyon** pour le IIIème Congrès du PCI en janvier 1926.

(361) cf. ci dessous pour les biographies plus complètes.

(362) Cf. rapport, p. 2 au Ministère de l'intérieur - D.A.G.E.R., No 441/030600 du Commissaire Borgomanero en mission à Lyon, le 13 décembre 1931. «*Marini a déjà réussi à avoir de bons contacts avec des éléments en Italie*», Cf. ci-après.

(363) Cf. ci-après.

(364) **Prometeo**, journaux 1930-1934 et Berti, **I Primi...**, op.cit., pp. 270 et sq.

(365) trotskyste.

(366) Rapport de police, cit. Il en dénombre 60 à Lyon.

(367) Cf. **Bollettino Interno**, numéro 4, juin 1931, rapport du groupe de New York, pp. 12 à 16.

(368) Dante Corneli, **Lo Stalinismo in Italia e nell'emigrazione antifasciste**, livre III, p. 33.

(369) Lettre de Perrone à Ambrogio du 6 mars 1929. Cf. Fortichiari, op.cit., p. 171: «*Nous étions informés par Vercesi (Perrone) et nous recevions **Bilan***». Il existe un «*centre interne*» en Italie autour de Onorato Damen. Plus tard c'est Mario Lanfranchi qui permettra les contacts de se faire, il a créé une entreprise d'importation de matériel agricole et sous le couvert de cette entreprise les échanges pourront s'effectuer. Il deviendra millionnaire et sera après la guerre le «*mécène*» du parti Bordigiste. Interview Corradi, 1980.

(370) Archives Perrone et Tasca, **I primi**. Op.cit., pp. 420 et sq.

(371) **Lettre** d'Ambrogio au secrétariat de la Fraction, Berlin, 21 janvier 1931 - rapport d'une discussion entre lui et Naville.

(372) **Lettre** d'Ambrogio au secrétariat de la Fraction, Berlin, 21 janvier 1931, rapport d'une discussion entre lui et Naville.

(373) **Lettre** de Berlin du 28 janvier 1931.

(374) Cf. chapitre suivant.

(375) **Lettre** de Bianco à Ambrogio du 15.3.1932.

(376) Cf. rapport C. Borgomanero, op.cit.

(377) L. Cortesi, **Le origini del PCI**, op.cit., p. 139.

(378) Id., p. 229.

(379) **Lettre** d'Ambrogio au C.E. du 3 juin 1931.

(380) Cf. Arturo Peregalli, **Il comunismo di sinistra e Gramsci**, Dedalo libre, Bari, 1978, pp. 83 et 86 ; P. Spriano, **Gramsci in carcere e il partito**, Editori Riuniti, Roma, 1977, pp. 99-100.

(381) Interview P. Corradi et Pasquale Genasci et Bruno Stoppa, **Virgilio Verdaro (1885-1960) il comunista eretico e il socialista controcorrente, il militante internazionalista e il balernitano** Lugano, 1988.

(382) **Bilan**, numéro 37, novembre 1936, «*Salut à Mario*», p. 1.209; **La Batellà**, 11.11.1936, Barcelone.

(383) Archives Perrone, cf. lettres d'Ambrogi à Mario.

(384) Dante Corneli, **Rappresentanti del Comintern, dirigenti et funzionari di partito. Persecutori e Vittime**, Tivoli-Roma, 1979, livre 3, p. 38.

(385) **Bilan**, op.cit.

(386) **Lettre** d'Ambrogi du 15.3.32. Archives Perrone.

(387) Spriano, *Storia del PCI*, op.cit.

(388) **Lettre** de B.B. du 10 août 1931 à Ambrogi pour que Modigliani puisse intervenir en sa faveur, et puisse régler son expulsion. Archives Perrone.

(389) Cf. rapport de police, op.cit.

(390) Rapport de police, op.cit., 1925. Président du Comité intersyndical italien.

(391) Pierre est ébéniste, puis avec son frère Ernesto ils deviendront chauffeurs de taxi.

(392) Casellario Politico Centrale, 15202, du 6 mars 1935.

(393) Ibid.

(394) C'est déjà en 1917 un ami personnel de Bordiga. Cf. M. Fatica, **Origini...**, Op.cit., p. 470.

(395) **Battaglia comunista**, IIIa, mars 1945. Il est expulsé de France en 1927. Préfecture de police de Paris, boîte archives n° 282. Il habitait au 3 rue St Nicolas. Cf. lettre de Damen in **Revue Internationale du CCI**, n° 8, déc. 1976, p. 39.

(396) Cf. rapport du Commissaire, op.cit.

(397) Carlo Mazzuccheli demande en 1939 son rapatriement en Italie, il l'obtient bizarrement comme le fait remarquer une note de la Préfecture de Police de Paris, cf. boîte 282.

(398) Cf. rapport du Commissaire, op.cit.

(399) Ibid.

(400) **Le Proletaire**, numéro 219, du 1er au 14 mai 1976. Il naquit à Florence en 1904, il avait 17 ans à Livourne, il participe à de nombreuses actions militaires contre les fascistes. Il immigre à Paris en 1925. Cf. photo. Interview à Marseille en 1975.

(401) Aujourd'hui, il faut souligner que le rôle de ce militant est méconnu au sein du P.C.I. de 1921 à 1926, par les historiens de ce parti. Il semble être un meilleur politique que Bordiga et le complète à merveille sur ce point.

(402) Conférence de Côme de mai 1924.

(403) **Prometeo**, numéro 1, mai 1928, Bruxelles.

(404) Membre important du PCI, il a signé avec Bordiga la déclaration du Comité d'Entente en 1925. Il était professeur à Avellino, il possédait la nationalité argentine car il était né à Buenos Aires. C'est pourquoi il ne fut pas arrêté en 1926 par la police fasciste. En 1929, le PCI bolchevisé le dénonce comme agent de la police puisqu'il peut facilement sortir d'Italie et venir en France. Il publie une lettre de défense dans **Prometeo** (numéro 18, 15 juin 1929, p. 4) et demande que les accusations soient prouvées. A cause de cette dénonciation du PCI, il va être arrêté et condamné

par le Tribunal spécial. **Prometeo** dénonce cette attitude (**Prometeo**, numéro 19, 1^{er} août 1929, p. 4, no 31, 1^{er} juin 1930, p. 4, «*Lettre ouverte au secrétariat du PCI*»), et signale que Ugo Girone n'est pas membre de la fraction mais ce qui gêne le PCI c'est qu'il n'appartient pas à la tendance à la tête du parti, qu'il reprend son activité politique et qu'il regroupe de nombreux membres de la base du PCI.

(405) Cf. ci-dessous.

(406) **Prometeo**, numéro 3, 15 juillet 1928, p. 4, sous la rubrique «*La tragédie de l'Internationale*», publie «*Le recours de la gauche au VI^{ème} Congrès de l'I.C.*». Il ne faut pas oublier qu'Ambrogì est membre de la délégation du P.C.I. à l'Internationale, il a été élu à Lyon en 1926. C'est lui qui intervient au nom de la Gauche au VI^{ème} Congrès.

(407) Cf. ci-après.

(408) **Contre le courant**, numéro 12, 28 juin 1928, la lettre de convocation est du 2 juin 1928.

(409) **Contre le courant**, numéro 12, 28 juin 1928.

(410) **Contre le courant**, numéro 13, 5 août 1928.

(411) **Contre le courant**, numéro 13, 5 août 1928.

(412) **Lettre** de Bianco à la Fédération de New York de 1931.

(413) Cf. ci-après et **Prometeo**, n^o 54 du 21 juin 1931, Résolution «*Unité syndicale au sein de la CGTU*».

(414) Cf. Robrieux, op.cit.

(415) **Prometeo**, numéro 77, 10 juillet 1937.

(416) **Prometeo**, numéro 89, 25 juin 1933.

(417) **Prometeo**, numéro 90, 25 juillet 1933.

(418) **Prometeo**, numéro 91, 13 août 1933, «*Crise du parti dans la région parisienne*».

(419) **Prometeo**, numéro 98, 14 janvier 1934.

(420) **Prometeo**, numéro 99, 4 février 1934.

(421) Vieux ouvriers déjà présent à Livourne, **Prometeo**, numéro 100, 4 mars 1934.

(422) Cf. ci-dessous.

(423) **Prometeo**, numéro 79, 21 août 1932 et numéro 80, 18 septembre 1932.

(424) **Prometeo**, numéro 59 du 13 septembre 1931, «*Expulsion de la gauche du secours rouge*».

(425) Il appartient au groupe anarchiste Pietro Gori en 1900 à Castagneto-Carducci.

(426) G. Sorel, **Réflexions sur la violence**, Paris, Rivière, 1946 (articles de 1899 à 1908); *Les illusions du progrès*, Paris, Rivière, 1908; **Matériaux d'une théorie du prolétariat**, Paris, Rivière (3^{ème} édition), 1929.

(427) Archives Perrone.

(428) F. Andreucci et T. Detti, **Il movimento operaio italiano, Dizionario biografico** (1853-1943), Rome, Ed. Riuniti, 1975 (5 tomes).

(429) Spriano, **Storia del PCI**, op.cit., tome 1, pp. 90-100.

(430) L. Cortesi, **Le origini del PCI**, Laterza, Bari, 1977, tome II, pp. 271 et sq.

(431) P. Spriano, **Storia del PCI**, tome II, p. 100.

(432) Ambrodi est arrêté avec son adjoint de mairie, Alfredo Bonsignori, qui, plus tard, dans l'émigration ne rejoindra pas la fraction officielle mais adhérera au groupe de Lyon du **Réveil**

communiste. Sont arrêtés aussi le chef de la Ligue des paysans, Egisto Baralli et un autre adjoint, Lorenzo Zoale.

(433) Les frais du procès s'élevèrent à 15.000 Lires, c'est surtout le frère d'Ambrogi, Adolfo, qui va payer, lettre de mars 1922, in Annali Feltrinelli, cité ci-après. Les avocats furent Modigliani et Veroli.

(434) **Popolo**, 26 janvier 1924.

(435) Archives Perrone et lettres d'Ambrogi.

(436) Il fut donc le 1er représentant du PCI au CE de l'Internationale de février à novembre 1922.

(437) G. Somai, Gramsci a Vienna, Ricerche e documenti 1922-1924, Urbino, 1979.

(438) Cf. archives Perrone: note de Perrone, ce congrès est le IVème Congrès qui eut lieu en novembre et décembre 1922.

(439) Andreucci, Detti, op.cit.

(440) Document publié in Bollettino Interno de la fraction, nc, 1, février 1931.

(441) Archives Perrone et Andreucci, Detti, op.cit.

(442) Qui ultérieurement abandonnera le combat de la gauche pour prendre des positions conciliatrices. Les autres membres du groupe bordiguiste de Moscou étaient: Trovatelli, Biancani, Seusi, Pizzirani, etc (cf. **Persecutori e Vittime**, op. cit. p. 26). Arnaldo Silva était fonctionnaire au IVème Bureau de l'Etat Major de l'armée soviétique, il finira dans un camp en Sibérie. Trovatelli pourra quitter l'URSS et rejoindra la fraction à l'étranger.

(443) En date du 8 février 1929 publiée dans le **Bollettino interno** de la fraction, en italien, numéro 1, février 1931, pp.12 à 18.

(444) **Lettre** manuscrite, écrite en français. Nous n'avons rien rectifié, cette lettre est inédite, in archives Perrone.

(445) Ces deux dernières lettres sont publiées dans le **Bollettino Interno**, n° 4, de juillet 1931, pp. 16.à 26. La quatrième lettre date du 3 juin 1929.

(446) Giovanni Germanetto (**Memorie di un barbiere**, Rome, 1962) fut un des membres importants du PCI et participa au Comité Central après 1926. Mimei I. Gubelman, dit Emilian Iaroslavsky (1878-1943), vieux-bolchevik depuis 1903, stalinien après la disparition de Boukharine, il tombe en disgrâce après 1935.

(447) Citée ci-après:

«Moscou le 19 avril 1929

Au Camarade Iaroslavski

Cher Camarade,

Au sujet de la question Ambrogi, Verdaro, Silva qui est posée devant la Commission Centrale de Contrôle du Parti Communiste de l'U.R.S.S., le cam. Ercoli membre du Bureau Politique du P.C. d'Italie, après mon information sur la séance de la C.C.C. à laquelle vous m'avez invité, vient d'écrire une lettre. Je vous donne la partie de la lettre qui traite la dite question.

«La lutte que notre Parti doit conduire contre les débris de l'opposition bordiguienne qui tente d'organiser comme fraction tous les mécontents est très difficile. Nous devons lutter contre ces gens dans tous les pays où il y a l'émigration italienne (France, Belgique, Suisse, Amérique du Nord, Amérique du Sud etc.). Pour nous c'est impossible de mener cette lutte, si nos Partis frères nous aident pas.

Jusqu'à présent cet aide nous n'avons pas eu. Les Partis Communistes de France et de Belgique, qui ont traité à fer et feu ces fractionnistes traitent avec les gants les fractionnistes du

P.C. d'Italie émigrés et membres des deux Partis. Nous ne croyons pas qu'en URSS cela se passera de la même manière.

Si le Parti Communiste de l'URSS ne prend pas des mesures qu'obligent les fractionnistes italiens à souscrire une capitulation complète, qui puisse être publiée sur notre presse ou bien communiquée à nos cellules, nos «gauchistes» diront dans tous les pays d'émigration que le PC de l'URSS n'a pas voulu condamner la «gauche italienne» et que notre parti seul sans l'appui du PC de l'URSS et de l'Internationale Communiste veut cette lutte.

Notre bataille sera beaucoup plus difficile.

Le PC d'Italie demande au PC de l'URSS aide pour continuer cette lutte, déjà difficile et qui peut le devenir davantage si on a des faiblesses. Notre Parti n'a rien autre à dire. Réclame seulement qu'on use le maximum de rigueur ».

Jusqu'ici c'est la lettre du cam. Ercoli qui a voulu souligner la situation particulièrement difficile du travail et de la lutte contre le fractionnisme de l'émigration. Le cam. qui doit remplacer le cam. Serra rappelé de notre Parti à la suite de sa position condamnée par le CC du PC d'Italie n'est pas encore arrivé. Voilà pourquoi c'est encore moi qui vous transmet la partie de la lettre du cam. Ercoli au sujet des trois camarades en question. Je suis à votre disposition si vous le croyer utile. »

Avec salutations communistes

Germanetto

membre du B.E. de l'I.S.R. et du C.C. du PC d'Italie.»

Nous citons ce document car c'est le seul document qui contient un passage de la lettre de Togliatti que tous les historiens citent, mais que personne n'a jamais pu trouver.

(448) Berti, **I primi...** op. cit., « *Riunione dell ufficio politico* » (23 oct. 1927), pp. 420 et sq.

(449) Cependant P. Naville a soutenu dans l'interview qu'il m'a accordé en janvier 1981 qu'il avait rencontré Ambrogi à Paris en 1931-1932.

(450) Andreucci, Detti, dans leur dictionnaire indiquent qu'Ambrogi n'avait qu'un rôle de traducteur tout à fait secondaire pour le G.P.U. à Berlin.

(451) Lettre à Marguerite Thévenet, compagne de Rosmer. Les liens entre les anciens membres de l'I.C. sont très importants et cela indique la force de la Gauche italienne dans tous les milieux. Dans cette lettre, il est fait référence à Andrés Nin. Ambrogi dit: « *Il y a toujours eu (entre nous) accord sur les positions politiques.* » Cf. **lettre** de Nin, inédite, à Ambrogi, in archives Perrone, reproduite ci-après.

«Berlin, le 4 septembre 1930

Chère camarade, le camarade Nin Vous a déjà informé de ma situation. J'ai pu quitter la

Russie il y a une vingtaine de jours, et je aurais dû vous écrire tout de suite. Mais aussitôt arrivé à Berlin j'ai pris connaissance que le camarade Nin se trouvait déjà à Riga, et dans la persuasion qu'il vous aurait écrit directement j'ai attendu de connaître si du moins quelque temps j'aurais pu me fermer à Berlin et pouvoir donc vous donner une adresse où m'écrire. Et voilà que je suis en train de régulariser ma situation ici avec l'espoir d'y réussir: sinon je partirai pour Paris, malgré le refus qu'on m'a déjà donné à Moscou.

*Je ne répète ici les notices que certainement vous avez reçues du camarade Nin, avec lequel en général nous étions assez d'accord, et je renvoie aussi une lettre au Vieux quand je connaîtrai mieux votre plateforme, et j'aurai repris le contact avec le groupe de **Prometeo**.*

C'est pour ça que je vous prie instamment de vouloir m'envoyer votre plateforme ou, si vous ne l'avez pas concrétisée, les documents principaux desquels on peut la déduire, évidemment je vous enverrai à tour de poste l'argent correspondant s'il s'agit de document en vente. Et je vous prie en même temps de me communiquer à quelle adresse je peux écrire au camarade Perrone. Et, s'il

vous sera possible de le connaître, je voudrais aussi avoir l'adresse d'un autre camarade italien, Bonsignori, qui se trouvait et peut-être se trouve encore à Lyon.

Il est prudent que vous n'employez pas mon nom sur l'adresse des lettres, et pour ça je vous prie d'inscrire simplement à l'adresse suivante, il n'est pas nécessaire une deuxième enveloppe : Postalgerkarte n° 147 Berlin NW 23

En vous remerciant d'avance, je vous salue fraternellement avec le camarade Rosmer.»

(452) Bordiga avait amené des ingénieurs dont un certain Ferrucio pour réaliser des moteurs d'avions. Il construisit l'usine Urali qui travailla pour l'armée Rouge. C'est pourquoi le milieu italien immigré était, alors, important en URSS. Les ouvriers italiens s'étaient établis à Vsiesviatskoe à 10 kms de Moscou en direction de Léninegrad. Cf. Persecutori e vittime, op. cit., p. 33.

(453) Archives Perrone.

(454) Mettewie-Morelli, op.cit. et Archives Perrone.

(455) Archives Perrone. Résolution publiée dans **Bilan**, numéro 6, avril 1934.

(456) Archives Perrone.

(457) 1934, in Andreucci et Detti, op. cit.

(458) Cf. aussi. Ante Ciliga fut le secrétaire du P.C. Croate en 1922, mais il était né dans des anciennes provinces d'Autriche-Hongrie dévolues à l'Italie, il avait obtenu ainsi un passeport italien quand il travaillait pour le Komintern à Vienne. Le 7 juin 1934 il envoie un télégramme à l'ambassade, il obtient ses papiers le 1er novembre, mais c'est seulement le 3 décembre 1935 qu'il quitte la Russie, cf. A. Ciliga, **Dix ans au pays du mensonge déconcertant**, Champ Libre, Paris, 1977, pp. 294 et sq. (563).

(459) **Lettre** de Bordiga à Trotsky, en français, du 28 avril 1922, dans laquelle il lui recommande un ingénieur du nom de Virgili Ferrucio, in Archives Perrone, contrat signé en mai 1922.

(460) Cf. Mettewie-Morelli, **Lettres et documents d'E. Ambrogi**, Annali Feltrinelli, 1977, in introduction, pp. 173 et sq. Pierre Corradi soutient qu'Alfredo Morelli n'a jamais été membre de la fraction italienne ; Dante Cornelli, **Persecutori e Vittime**, op.cit., pp. 30-31.

(461) D'autres italiens sont retenus en URSS tels que la compagne de Verdaro, Mariottini (**Bilan**, numéro 27, janvier 1936, p. 888), Luigi Calligaris, communiste échappé en 1928 des Îles Lipari (**Bilan**, numéro 3, 4, 5, 19, 21, 31, 44), les anarchistes Ghezi et Petrini. (**Bilan**, numéro 27 «*Les autorités soviétiques ont remis entre les mains de Mussolini l'anarchiste italien Petrini*». p. 916).

(462) **L'Unità** du 16 avril 1964.